

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2011/04

**L'agriculture en 2010
Rapport sur les comptes**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

*Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
Session du 30 juin 2011*

E 2011/04

L'agriculture en 2010

Rapport sur les comptes

*Le compte national de l'agriculture a été présenté
à la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN), lors de la session du 30 juin 2011.
La rédaction du rapport a été assurée par Jean-Michel Annequin, Marie-Hélène Blonde, Michel Braibant et
Claire Lesdos, de l'Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE), Division Agriculture.*

L'AGRICULTURE EN 2010

Résumé :

En France, comme dans l'Union européenne à 27, l'année 2010 marque une reprise pour l'agriculture après deux années difficiles. Cette croissance résulte essentiellement de la forte augmentation du prix des productions végétales. Au total, en France, la valeur de la production agricole augmente globalement de 7,5 %, malgré sa baisse en volume. Les charges des agriculteurs continuent de baisser, en volume et en prix.

En conséquence le résultat agricole net par actif augmente fortement (+ 37,2 % en termes réels) après deux années de fort repli. Sa moyenne sur trois ans reste ainsi sur la tendance à la baisse observée depuis la fin des années 1990.

L'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires remonte nettement pour atteindre 7,6 milliards d'euros.

Mots-clés : agriculture, revenus, comptes

AGRICULTURAL INCOME IN 2010

Abstract :

In France, as in EU-27, agriculture recovered in 2010 after two difficult years. This growth is mainly due to the sharp increase in the price of crops. In total, France, the value of agricultural production grew overall by 7.5% despite its decline in volume. Expenses of farmers continued to decline in volume and price.

Consequently, agricultural factor income per labour unit rose sharply (+ 37.2% in real terms). Its three-year average is still on the downward trend observed since the late 1990s.

The surplus of foreign trade in food products increased again clearly to €7.6 billion.

Key words : agriculture, income, accounts

LE COMPTE NATIONAL

Vue d'ensemble	5
Le contexte européen.....	9
Tableau de bord	13
Le compte national de l'agriculture	19
La production	19
Les consommations intermédiaires	24
La valeur ajoutée	27
Le résultat agricole net	29
Le revenu net d'entreprise agricole	29
L'investissement agricole	32
Le commerce extérieur agroalimentaire de la France.....	35
Annexes	
Chronologie de l'année 2010.....	41
La production agricole en 2010 : fiches par produits.....	47
Les comptes 2008, 2009 et 2010, moyenne quinquennale	55
L'investissement agricole	75
Éléments du compte de capital	81
Les échanges extérieurs agro-alimentaires	85
Les révisions des comptes	89

Les comptes de l'agriculture

Compte CCAN et compte européen

Le compte de l'agriculture, dit « compte spécifique », présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 95) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

Les comptes nationaux ont adopté un rythme de rebasement quinquennal. La base 2005 succède donc à la base 2000. Le compte spécifique de l'agriculture n'est pas impacté par les modifications qui ont touché le cadre central. Cependant le Tableau de bord présenté dans ce rapport et les séries longues correspondantes publiées sur Internet ont été modifiés en conséquence.

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte cependant du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central ;
- les établissements produisant des semences certifiées, les jardins familiaux et le paysagisme ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Par ailleurs, le compte spécifique de l'agriculture va au-delà du compte d'exploitation par branche des comptes nationaux. Il permet d'estimer les indicateurs de revenu spécifiques, tels que le résultat agricole net par unité de travail agricole ou le revenu net d'entreprise par unité de travail agricole non salarié, en termes réels.

Le champ du compte spécifique est plus large que celui des comptes par catégorie d'exploitations et des comptes régionaux présentés à la CCAN par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles, ceux-ci ne couvrent pas les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles, ni les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

*
* *

Ce rapport présente les comptes spécifiques définitif 2008, semi-définitif 2009 et provisoire 2010. Les séries longues 1959-2010 des comptes courants sont disponibles sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr, dans la rubrique Comptes annuels \ comptes spécialisés \ agriculture.

A noter que les comparaisons internationales ne sont menées dans ce rapport que sur les **comptes prévisionnels** 2010 des États membres, arrêtés en janvier 2011 et publiés par l'Office statistique des communautés européennes (EUROSTAT) en mai. Parfois incomplets, ces comptes sont susceptibles d'être fortement révisés ultérieurement. Ils sont disponibles sur le site internet d'Eurostat.

L'agriculture européenne et française en 2010

Vue d'ensemble

○ D'après les **comptes prévisionnels européens**, le résultat agricole net par actif se redresse nettement en 2010 : + 12,3 % sur le champ de l'UE-27, après -10,0 % en 2009 ; ces évolutions sont exprimées en termes réels, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB de chaque pays. En 2010, la croissance de la valeur de la production agricole européenne (+ 4,9 %) résulte essentiellement d'une remontée des prix (+ 6,1 %) alors que son volume diminue (-1,1 %). La faible progression de la valeur des consommations intermédiaires (+ 1,1 %) permet à la valeur ajoutée brute d'augmenter de 8,4 %. Compte tenu de la poursuite de la réduction de la main-d'œuvre agricole (-1,5 %), le résultat agricole net par actif progresse de 12,3 % en termes réels. Cet indicateur augmente dans 21 des États membres sur 27.

○ En ce qui concerne **la France, le compte provisoire 2010** montre une forte augmentation (+ 37,2 %) du résultat agricole net par actif en termes réels après un recul de 13,7 % en 2008 et de 19,2 % en 2009.

Malgré un fléchissement en volume, **hors subventions** sur les produits, la **production de la branche** augmente de 7,5 % en valeur en 2010 en raison de l'augmentation des prix (+ 10,4 %). En **volume**, les productions végétales sont en recul : les récoltes de céréales et d'oléagineux se réduisent notablement du fait d'une baisse des surfaces et des rendements et des conditions climatiques défavorables affectent la plupart des productions. En revanche, la production animale augmente légèrement. En 2010, la **hausse des prix** concerne à la fois les productions végétales et animales, mais avec des ampleurs tout à fait différentes. Conséquence des aléas climatiques, des récoltes mondiales réduites et de prévisions à la baisse pour 2011, les cours mondiaux des céréales, oléagineux et protéagineux flambent. La tendance des prix est aussi à la hausse pour les pommes de terre, les fruits, plus modérée pour le vin... Les prix des gros bovins, des veaux et du lait repartent à la hausse et ceux des ovins continuent de croître. En revanche, les prix des porcins et des volailles se replient et celui des œufs chute.

La valeur des **consommations intermédiaires** continue de baisser (-3,3 % après -2,3 % en 2009). En 2010, cela résulte à la fois de la réduction des volumes et de celle des prix. L'usage des produits de protection des cultures recule fortement en volume tandis que la consommation d'engrais reprend, leurs prix ayant fortement baissé. En revanche, la hausse des prix de l'énergie n'a eu qu'un impact mineur sur sa consommation.

Les **subventions** sur les produits et les subventions d'exploitation s'élèvent globalement à 10 milliards d'euros en 2010, comme les années précédentes, mais, avec la mise en œuvre du Bilan de santé de la PAC, leur répartition est modifiée au profit des subventions d'exploitation.

L'écart entre l'évolution de la valeur de la production et celle des charges engendre une forte augmentation du résultat agricole net (+ 35,8 %). Compte tenu de la baisse de l'emploi (-1,8 %) et de la hausse du prix du PIB (+ 0,8 %), le **résultat agricole net par actif en termes réels progresse fortement en 2009 (+ 37,2 %)**.

La rémunération des salariés, les fermages et le paiement des intérêts étant pris en compte, le revenu net d'entreprise de la branche agricole (RNEA) croît encore davantage en valeur nominale. Cependant, en moyenne mobile sur trois ans, la variation du RNEA reste négative et s'inscrit dans une tendance de moyen terme à la baisse depuis la fin des années 90.

En 2010, l'excédent du **commerce extérieur** en produits agroalimentaires est de 7,6 milliards d'euros : 2,3 milliards pour les produits agricoles et 5,3 milliards pour les produits transformés. Il se redresse nettement (+ 2,6 milliards) sans retrouver son niveau précédant la crise de 2009. L'amélioration du solde concerne les produits agricoles et les produits transformés. Il augmente avec toutes les zones, mais plus particulièrement avec les pays tiers qui ont subi des aléas climatiques.

Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi en conformité avec le SEC 95 et selon la méthodologie harmonisée au niveau européen.

- La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

- La **production** de la branche agriculture est valorisée au prix de base. **Le prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

- Les subventions à la branche agriculture sont scindées en **subventions sur les produits et subventions d'exploitation** :

- les premières comprennent notamment les aides aux protéagineux, partiellement la prime à la vache allaitante. Elles entrent dans le calcul de la production au prix de base.

- les subventions d'exploitation comprennent le paiement unique, les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles. Elles figurent au compte d'exploitation.

- Les **consommations intermédiaires** de la branche agriculture correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent, entre autres, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. De plus, les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques et non fiscales. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.

- Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- le **résultat agricole net** correspond à la "valeur ajoutée nette au coût des facteurs" (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **résultat agricole net par actif**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- le **revenu net d'entreprise agricole** est égal à : résultat agricole net - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut. Une évolution positive des indicateurs de revenu signifie que les indicateurs de revenu augmentent plus rapidement que l'inflation générale ; une évolution négative indique une évolution moins rapide que l'inflation générale.

Comptes de la branche agriculture

Compte de production

Emplois	Ressources
Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) Valeur ajoutée brute	Production au prix de base¹
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Consommation de capital fixe Valeur ajoutée nette	Valeur ajoutée brute
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte d'exploitation

Emplois	Ressources
Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres	Valeur ajoutée nette Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts)
Résultat agricole net (1)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs	Résultat agricole net
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte de revenu d'entreprise

Emplois	Ressources
Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage)	Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net
Revenu net d'entreprise agricole (2)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

<i>Evolution du nombre d'UTA² totales</i>	(3)
<i>Evolution du nombre d'UTA² non salariées</i>	(4)
<i>Evolution du prix du PIB</i>	(5)

Indicateurs de revenu (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(1)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(1) / (3)
	(2)
	(2) / (4)

Indicateurs de revenu en termes réels³ (évolution en %)

Résultat agricole net par actif	(A)	(1) / (5)
Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié	(C)	(1) / (3) / (5)
	(B)	(2) / (5)
	(B)	(2) / (4) / (5)

1. Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

NB. La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de revenu en termes réels : le résultat net agricole par actif (indicateur A), le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (indicateur B), le revenu net d'entreprise agricole (indicateur C).

Le résultat agricole net par actif de l'Union européenne en hausse de 12,3 % en 2010.¹

Le résultat agricole net par actif a augmenté de 12,3 % (en termes réels) dans l'**UE27** en 2010, après une baisse de 10,0 % en 2009, selon les estimations d'**Eurostat**, l'**office statistique de l'Union européenne**. Cette progression découle d'une augmentation du résultat agricole net réel (+ 10,8 %), accompagnée d'une réduction de la main-d'œuvre agricole (- 1,5 %). Les estimations de l'**UE27** sont basées sur les données transmises par les autorités nationales des États membres.

Entre 2005 et 2010, le résultat agricole net réel par actif dans l'**UE27** a augmenté, selon les estimations, de 11,1% tandis que la main-d'œuvre agricole a baissé de 12,8 %.

La croissance du revenu agricole net réel dans l'**UE27** en 2010 est principalement due à une augmentation de la valeur de la production agricole (hors subventions sur les produits), exprimée en termes réels de + 4,9 %, alors que les coûts des intrants n'ont progressé que de 1,1 %.

En 2010, le revenu agricole net réel par actif a augmenté dans vingt et un États membres et baissé dans six (*graphique 1*). Les plus fortes hausses sont enregistrées au **Danemark** (+ 56,5 %), en **Estonie** (+ 46,2 %) et aux **Pays-Bas** (+ 38,9 %), et les baisses les plus marquées au **Royaume-Uni** (- 6,4 %), en **Roumanie** (- 3,6 %) et en **Grèce** (- 3,5 %).

En 2010, la valeur de la production agricole (hors subventions sur les produits) a augmenté dans l'**UE27** de 4,9 % en termes réels, principalement en raison de la hausse à la fois de la valeur de la production végétale (+ 7,4 %) et de celle de la production animale (+ 2,7 %).

En ce qui concerne la **production végétale**, la hausse de la valeur est presque entièrement due à une augmentation des prix (+ 10,3 % en termes réels), tandis que la production en volume a diminué (- 2,6 %). Les prix ont crû pour toutes les catégories de produits végétaux, sauf les betteraves sucrières (- 2,6 %) et l'huile d'olive (- 1,3 %). Les augmentations les plus marquées concernent les graines oléagineuses (+ 29,0 %), les céréales (+ 27,0 %), les pommes de terre (+ 18,1 %), les légumes frais (+ 8,6%) et les fruits (+ 8,6%). Les volumes de la plupart des produits sont en baisse, en particulier les pommes de terre (- 7,6 %), la betterave à sucre (- 6,7 %), les vins (- 4,6 %) et les céréales (- 4,3 %). Les seules hausses en volume concernent les protéagineux (+ 27,1 %), l'huile d'olive (+ 16,4 %), et dans une moindre mesure le riz (+ 1,3 %).

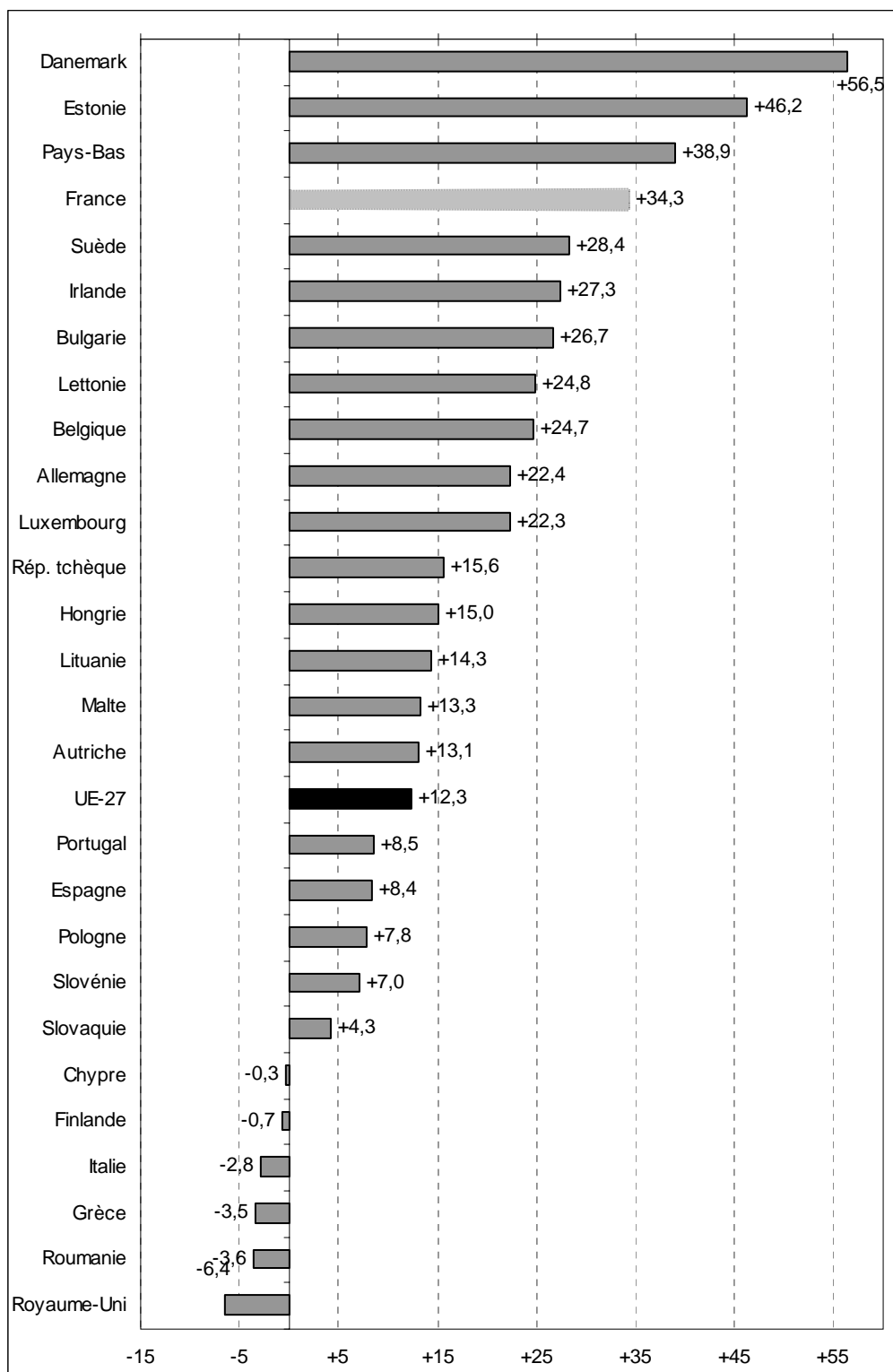
L'augmentation de la valeur de la **production animale** en 2010 est la conséquence d'une hausse à la fois du prix (+ 1,9 % en termes réels) et du volume de la production (+ 0,8 %). Les prix ont crû pour le lait (+ 10,5 %) mais ont baissé pour tous les animaux (- 1,6 %), plus particulièrement pour les porcins (- 2,8 %). Le volume de la production est resté pratiquement inchangé pour le lait (+ 0,2 %), a augmenté pour les volailles (+ 3,1%) et les porcins (+ 2,1 %) et a décliné légèrement pour les bovins (- 0,3 %).

Dans l'**UE27**, le coût des **intrants agricoles** (consommations intermédiaires) a augmenté de 1,1% en termes réels en raison d'une hausse des prix (+ 1,2 %). La hausse des prix des intrants est due à l'augmentation des prix de l'énergie et des lubrifiants (+ 9,1 %), des aliments pour animaux (+ 2,7 %) et des dépenses vétérinaires (+ 2,4 %) ; en revanche, le prix des engrais et amendements a fortement diminué (- 18,0 %). Le volume des intrants est resté globalement stable ; il a augmenté pour les engrais et amendements (+ 6,9 %) et diminué pour les produits phytosanitaires (- 5,5%).

¹ Ce chapitre a été rédigé à partir du communiqué d'Eurostat 201/2010, paru le 20 décembre 2010. Il a été mis à jour en utilisant les données prévisionnelles européennes communiquées à Eurostat en janvier 2011 et disponibles sur le site d'Eurostat en mai 2011. La terminologie a été légèrement modifiée, des graphiques et des tableaux ont été ajoutés. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, car elles intègrent des révisions arrêtées en mai 2011. En particulier, pour la France, l'indicateur présenté dans le graphique 1 a été estimé en mai 2011 à +37,2 % (au lieu de +34,3 % dans la base de données d'Eurostat).

Graphique 1
Variation du résultat net agricole par actif en 2010/09 en termes réels dans l'UE

En %

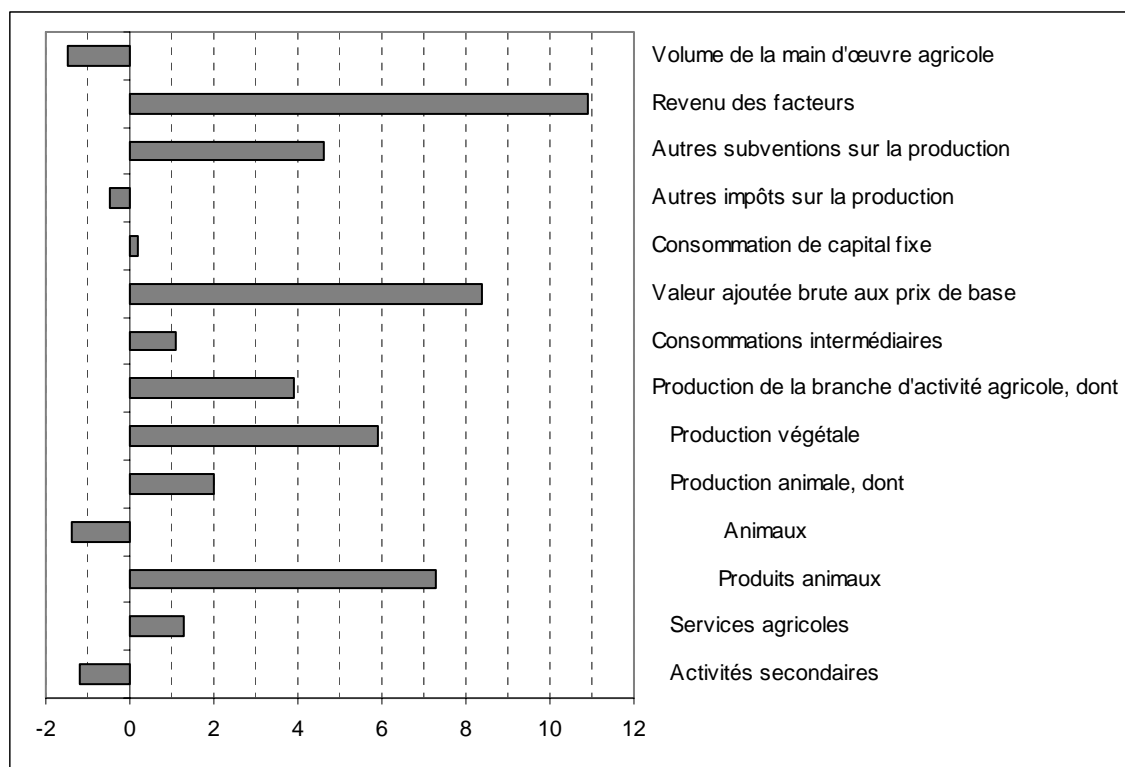


Source : Eurostat

Graphique 2

Évolution 2010/2009 en termes réels des principales composantes du résultat agricole de l'UE

en %



Source : Eurostat

Tableau 1

Variation de la production en 2010/2009 dans l'UE

en %

	Volume (aux prix du producteur)	Prix du producteur (évolution en termes réels)
Production totale	-1,1	+6,1
Céréales	-4,3	+27,0
Oléagineux	-3,5	+29,0
Betteraves sucrières	-6,7	-2,6
Légumes frais	-1,8	+8,6
Pommes de terre	-7,6	+18,1
Fruits	-4,1	+8,6
Vin	-4,6	+0,7
Huile d'olive	+16,4	-1,3
Production végétale	-2,6	+10,3
Bovins	-0,3	-0,4
Porcins	+2,1	-2,8
Ovins et caprins	+0,1	-0,7
Volailles	+3,1	-1,3
Lait	+0,2	+10,5
Œufs	-2,4	-7,1
Production animale	+0,8	+1,9
Services agricoles	+0,2	+1,1
Activités secondaires	-1,7	+0,4

Source : Eurostat

Tableau 2
Variation des consommations intermédiaires 2010/2009 (en termes réels) dans l'UE

	en %	
	Volume	Prix
Ensemble,		
dont :	- 0,1	+1,2
- énergie	+1,2	+9,1
- engrais et amendements	+6,9	-18,0
- produits phytosanitaires	-5,5	-0,6
- alimentation animale	-1,4	+2,7

Source : Eurostat

Graphique 3
Variation du résultat net agricole par actif en termes réels dans l'UE depuis 2000

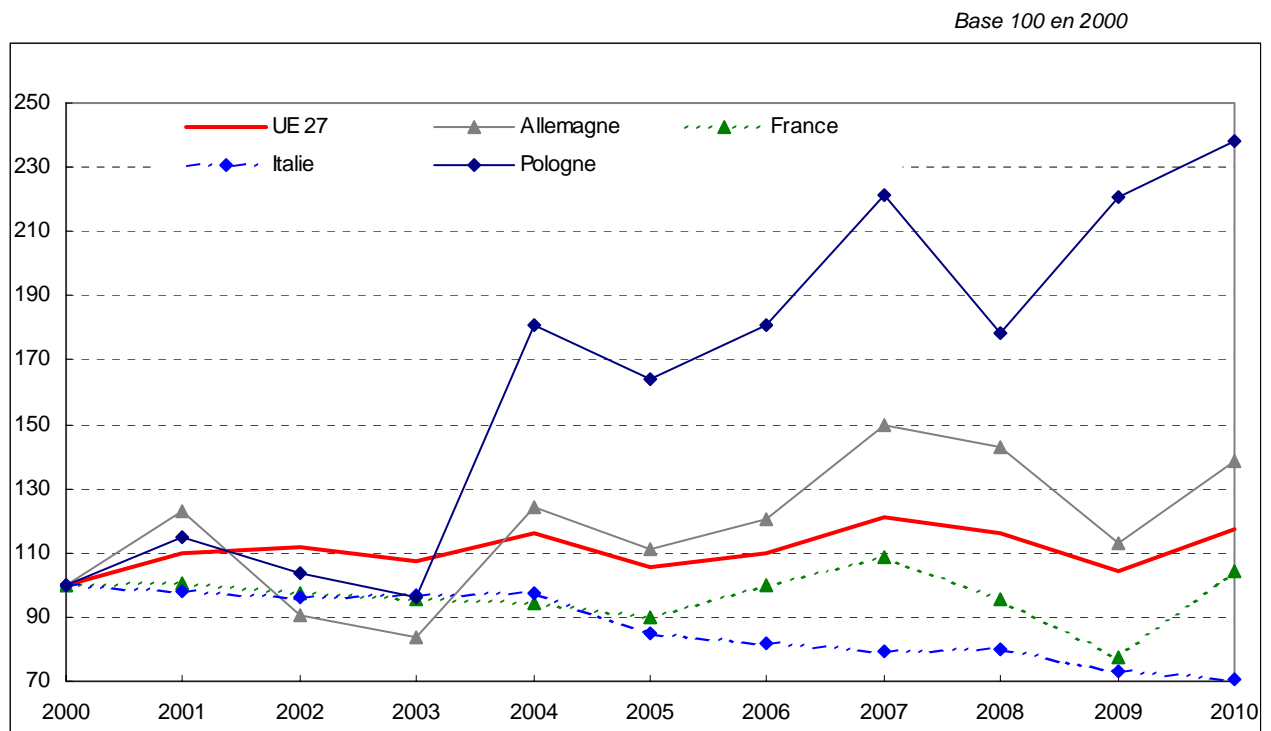


TABLEAU DE BORD

L'AGRICULTURE DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le lecteur se reportera aux encadrés pour la définition précise des termes employés, en ce qui concerne le champ des différentes branches et les indicateurs retenus dans les tableaux. Le tableau de bord 2010 présente les évolutions 2010/2009. Les évolutions sont aussi présentées sur une période de cinq ans, en moyenne annuelle. Les tableaux de ce rapport proviennent des comptes nationaux en base 2005 et en nouvelle nomenclature et ne sont pas directement comparables à ceux présentés dans les rapports précédents ; par exemple, l'édition, qui faisait partie de l'industrie, est maintenant incluse dans les services. Le champ retenu reste toutefois au plus près du champ des années précédentes.

En 2010, selon les comptes provisoires de la nation, **la valeur ajoutée brute** de l'ensemble des entreprises françaises¹ se redresse de 2,2 % **en volume**, après une baisse de 4,3 % en 2009. Hormis pour l'agriculture, le redressement de l'activité en volume est général. Il est particulièrement important pour l'industrie, après la chute de 2009. Dans l'agriculture, la baisse sensible de la valeur ajoutée en volume provient d'un fléchissement de la production conjugué à une baisse des consommations intermédiaires. En effet, après une hausse en 2009 due à l'augmentation des surfaces de grandes cultures, la production agricole fléchit en 2010 sous l'effet conjugué de conditions climatiques défavorables et d'une baisse des surfaces et des rendements pour les céréales et les oléagineux. En parallèle, les volumes ont reculé pour l'alimentation animale et surtout pour les produits de protection des cultures. En moyenne sur cinq ans, l'activité en volume continue sur la même tendance : en hausse pour les services et le commerce, mais en baisse pour l'industrie agroalimentaire (IAA) et l'industrie manufacturière. Pour l'agriculture, elle reste en légère progression.

Le **prix de la valeur ajoutée** décroît de 0,2 % en 2010 pour l'ensemble des entreprises. La baisse s'accroît pour les IAA et l'industrie. Pour les services, la tendance à la hausse s'arrête et le prix fléchit pour la première fois. En revanche, les prix se redressent pour le commerce et surtout pour l'agriculture. En particulier, les prix des céréales, oléagineux et protéagineux flambent en 2010, après avoir chuté en 2008 et 2009. De plus, les prix des intrants diminuent, notamment pour les engrais.

L'**emploi** continue à diminuer dans toutes les branches, sauf pour les services où il se redresse. Le recul reste important dans l'industrie. Globalement, pour l'ensemble des entreprises,

après une baisse de 2,3 % en 2009, l'emploi reste quasiment stable (-0,1 % en 2010, + 0,1 % sur moyenne période).

Les gains de **productivité** sur moyenne période sont en baisse pour les IAA, mais continuent à progresser dans les autres branches, et plus particulièrement dans l'agriculture et l'industrie où l'emploi diminue.

En matière de **résultat**, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs continue à baisser fortement dans les IAA. En revanche, elle se redresse dans toutes les autres branches, et plus particulièrement pour l'agriculture. Sur moyenne période, l'évolution est globalement favorable pour l'ensemble des entreprises : elle est toujours en baisse pour les IAA et l'industrie, mais elle reste positive pour les services et le commerce et le devient pour l'agriculture.

En 2010, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif se redresse dans toutes les branches, hormis pour les IAA. Pour l'industrie, cela est surtout dû à la baisse sensible de l'emploi.

L'**excédent brut d'exploitation** (ou revenu mixte) repart à la hausse dans toutes les branches, sauf pour les IAA où il continue à chuter comme la valeur ajoutée. Dans l'industrie, la valeur ajoutée diminue, mais les charges (salaires, impôts,...) aussi. Pour les services et le commerce, les charges augmentent, mais la valeur ajoutée est également en hausse. Pour l'agriculture, l'**excédent brut d'exploitation** s'accroît de façon très accentuée comme la valeur ajoutée ; de plus, les charges baissent.

Les **investissements** pour l'ensemble des entreprises se redressent en 2010 (+ 2,4 % après -12,2 % en 2009), portés par les investissements en produits manufacturés. En revanche, les investissements effectués par les agriculteurs continuent à se replier en 2010, car ils subissent le contrecoup de la baisse des revenus agricoles de 2008 et 2009. En effet, le recul des achats de tracteurs et machines agricoles et de la formation brute de capital fixe animale se poursuit.

¹ La valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est restreinte ici à la valeur ajoutée des sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Voir encadrés p. 14 et 15 pour les choix méthodologiques.

Sur cinq ans, l'évolution de l'investissement est de 0,9 % globalement dans l'ensemble des entreprises, mais elle reste négative dans l'agriculture.

Le solde du **commerce extérieur** se détériore en 2010 (-11,1 milliards d'euros), après une amélioration en 2009. Il continue à se réduire dans l'industrie, en particulier sur les biens d'équipement. En revanche, il s'améliore pour le commerce et les produits agroalimentaires. Pour les produits agricoles bruts, l'excédent commercial augmente modérément pour les produits animaux grâce aux exportations de gros bovins et fortement pour les produits végétaux grâce au blé tendre ; cet excédent progresse surtout avec les pays tiers qui ont subi de nombreux aléas climatiques. Pour les produits agroalimentaires transformés, l'excédent s'améliore essentiellement grâce aux exportations de boissons alcoolisées. Sur les cinq dernières années, le commerce continue à présenter une très légère amélioration de son excédent commercial alors que, dans les autres secteurs, le solde du commerce extérieur continue à se dégrader, notamment pour l'industrie, et il se stabilise pour l'agriculture.

Les flux d'échanges extérieurs se redressent

nettement en 2010 après leur effondrement en 2009, tout en restant bien inférieurs à ceux de 2007. La reprise des exportations (+ 11,6 % en valeur après -15,4 % en 2009) est due à la hausse de la demande adressée à la France associée au rebond de l'activité mondiale. Parallèlement, l'accélération de la demande intérieure française entraîne celle des importations (+ 13,1 % après -15,4 % en 2009).

La **demande intérieure** se redresse globalement pour l'ensemble des produits ; elle s'accroît surtout pour l'industrie et les services. En effet, l'investissement de l'ensemble des agents augmente après un recul en 2009 et la consommation des ménages reprend sa progression après une stabilité en 2009. Les achats de biens manufacturés s'accroissent pour tous les produits, sauf pour les automobiles en raison du retrait progressif du dispositif de « prime à la casse ». Les dépenses en équipements informatiques continuent à augmenter. La demande de services progresse à nouveau du fait des hôtels et restaurants. Sur cinq ans, la demande intérieure augmente de façon modérée pour les produits agroalimentaires, elle est plus soutenue pour les produits industriels et les services.

Lecture des tableaux et méthodologie

1 - Le champ retenu (les colonnes des tableaux)

Les tableaux de bord présentés ici résultent des travaux menés à l'automne 2002 au sein d'un groupe de réflexion de la CCAN puis, en 2003, par un groupe de travail du CNIS Agriculture. Ils visent à comparer les évolutions de l'agriculture avec celles des autres grandes activités, pour l'année 2010 et en moyenne sur les cinq dernières années.

*Les activités y sont considérées en tant que **branches**.*

- La **branche agriculture** est ici celle des comptes de la CCAN.
- La **proximité économique des industries agroalimentaires** avec l'agriculture a conduit à les isoler de l'industrie. En conséquence, l'**industrie** est définie ici comme l'industrie manufacturière hors IAA. L'énergie ne fait pas partie de ce regroupement.
- Le **champ retenu pour les services** est restreint aux seules branches qui sont principalement constituées de sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Ils regroupent ainsi les services principalement marchands, hormis le commerce qui est isolé dans une autre rubrique. Ils comprennent donc l'hébergement et restauration, les transports, l'information et communication (y compris activités informatiques), les activités scientifiques et techniques et les autres services tels que les arts et spectacles. Ils ne comprennent pas l'administration, l'éducation-santé-action sociale, les activités financières et d'assurance et les activités immobilières (dans lesquelles se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés aux propriétaires occupants).
- L'importance des entreprises individuelles dans le **commerce** constitue, pour les comparaisons avec l'agriculture, un intérêt particulier qui a conduit à isoler cette activité.

On n'a ainsi retenu que des branches dont l'évolution macro-économique est guidée par celle des SNF-EI.

Dans l'ensemble de l'économie, la prédominance des SNF-EI est moins manifeste, ce qui pose des problèmes de comparabilité avec l'agriculture. C'est pourquoi, les comparaisons avec l'ensemble de l'économie s'entendent ici en restreignant l'économie aux seules SNF-EI (mais toutes activités confondues y compris énergie et construction).

2 - Les indicateurs retenus (les lignes des tableaux)

- En ce qui concerne les indicateurs retenus, l'activité des branches est caractérisée de façon très classique par l'évolution de la **valeur ajoutée brute** (c'est-à-dire sans enlever la consommation de capital fixe), au prix de base, et considérée en volume. L'évolution de **son prix** est également retenue.
- Pour l'**emploi**, on retient l'emploi total, salarié et non salarié, en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle unité de travail annuel (UTA).
- Le **capital fixe brut** en volume complète la description des facteurs de production.
- La **productivité** apparente du travail est retenue, mais uniquement en moyenne quinquennale du fait de la fragilité de son évaluation à court terme. Elle est définie ici à partir du ratio de l'indice du volume de la valeur ajoutée brute par l'indice de l'emploi total en équivalent temps plein, conformément à ce qui, pour l'agriculture, est calculé pour Eurostat à partir des comptes de la CCAN.
- Les premiers indicateurs de résultat, global et par actif, sont les **valeurs ajoutées au coût des facteurs**, rapportées ou non à l'emploi total en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle résultat agricole (global ou par UTA). Elle est alors calculée nette des amortissements, ce qui est en soi préférable s'agissant de mesurer un résultat proche de la notion de revenu. Dans le tableau de bord, les indicateurs de résultat ont cependant dû être exprimés en **brut** puisque la valeur des consommations de capital fixe n'est pas encore disponible pour 2010, en dehors de l'agriculture, au moment de la publication du tableau de bord.
- L'**excédent brut d'exploitation** complète ces indicateurs de résultats. Dans le cadre central, c'est le dernier agrégat disponible par branche. Le revenu d'entreprise n'est donc pas disponible pour les activités autres que la branche agriculture.
- L'**investissement** est caractérisé de façon très classique par la formation brute de capital fixe (FBCF) en volume, ce qui n'inclut pas les terrains.
- Le traitement du **commerce extérieur** est assez spécifique : il est établi par produits et non par branches ; en conséquence, l'ensemble de l'économie représente l'ensemble des échanges, sans référence aux SNF-EI ; l'ensemble de la filière agroalimentaire est agrégé ; le solde extérieur constitue l'unique agrégat du tableau qui n'est pas calculé en évolution ; sa variation est présentée également en euros et non en pourcentage d'évolution ; ces deux agrégats, complétés par les évolutions (en pourcentage) des flux d'exportations et d'importations, sont présentés à prix courants et non en volume. Par ailleurs, la comparabilité entre les produits des différentes branches n'est pas parfaite puisque les importations des différents biens sont, dans les comptes nationaux, valorisées y compris assurance et transport (CAF) alors que celles des services, du commerce et de l'ensemble de l'économie sont valorisées en considérant que les produits sont globalement valorisés hors assurance et transport (FAB) puisqu'une correction CAF-FAB est effectuée globalement sur l'ensemble des produits. L'ensemble de l'économie intègre également une importante correction liée à la prise en compte du tourisme, tous produits confondus.
- Le tableau s'achève avec la **demande intérieure finale** en volume, laquelle regroupe la consommation finale et la FBCF.

Tableau de bord pour 2010

Variations par rapport à 2009¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	-4,1 %	0,0 %	+4,3 %	+2,2 %	+3,3 %	+2,2 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	+25,8 %	-8,4 %	-4,3 %	-0,3 %	+1,4 %	-0,2 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-1,8 %	-0,4 %	-4,7 %	+1,6 %	-0,2 %	-0,1 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+21,9 %	-7,7 %	+0,8 %	+2,5 %	+5,6 %	+2,9 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+24,2 %	-7,3 %	+5,7 %	+0,9 %	+5,9 %	+3,0 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+28,9 %	-26,0 %	+8,3 %	+0,4 %	+17,3 %	+4,3 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	-16,4 %					+2,4 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+7,6 Md€		-24,1 Md€	-7,5 Md€	+5,6 Md€	-45,3 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+2,5 Md€		-4,8 Md€	-0,7 Md€	+1,0 Md€	-11,1 Md€
Exportations (en %)	+11,9 %		+13,4 %	+7,4 %	+6,5 %	+11,6 %
Importations (en %)	+7,1 %		+14,1 %	+7,7 %	-12,0 %	+13,1 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+0,7 %		+3,6 %	+2,2 %	+0,8 %	+0,9 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur exprimé en milliards d'euros ».

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 1 : Évolution comparée de la valeur ajoutée brute de différentes branches en volume

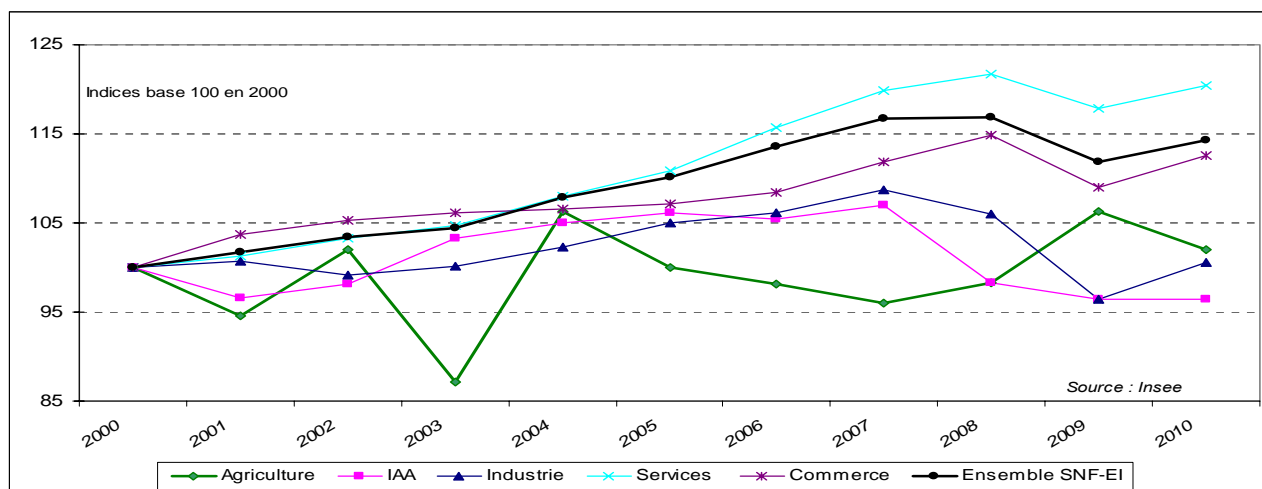


Tableau de bord sur cinq ans

En % par an - Évolutions moyennes entre 2005 et 2010¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	+0,4 %	-1,9 %	-0,8 %	+1,7 %	+1,0 %	+0,7 %
Indicateur de prix						
Prix de la valeur ajoutée (%)	-1,5 % ³	-0,8 %	-1,0 %	+1,5 %	+0,6 %	+1,2 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-1,8 %	-0,4 %	-2,9 %	+0,8 %	+0,1 %	+0,1 %
Indicateur de productivité						
Productivité apparente du travail (%)	+2,2 %	-1,5 %	+2,1 %	+0,8 %	+0,9 %	+0,6 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+3,1 %	-2,6 %	-1,7 %	+3,3 %	+1,6 %	+2,2 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+5,0 %	-2,2 %	+1,2 %	+2,4 %	+1,5 %	+2,1 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+3,3 %	-10,6 %	-5,8 %	+3,2 %	-0,4 %	+1,6 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	-4,3 %					+0,9 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+7,6 Md€		-16,7 Md€	-6,3 Md€	+4,7 Md€	-33,7 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	0,0 Md€		-4,0 Md€	-1,1 Md€	+0,4 Md€	-6,9 Md€
Exportations (en %)	+4,3 %		+1,4 %	+1,9 %	+3,5 %	+1,7 %
Importations (%)	+5,0 %		+2,6 %	+3,8 %	-2,1 %	+3,0 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	+0,5 %		+1,8 %	+1,8 %	-1,8 %	+1,1 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf « solde extérieur » pour lequel il s'agit du niveau moyen exprimé en milliards d'euros. A titre d'illustration, entre 2005 et 2010, l'activité dans les services a crû de $1,017^5 \approx 1,088$ soit une augmentation de 8,8% environ.

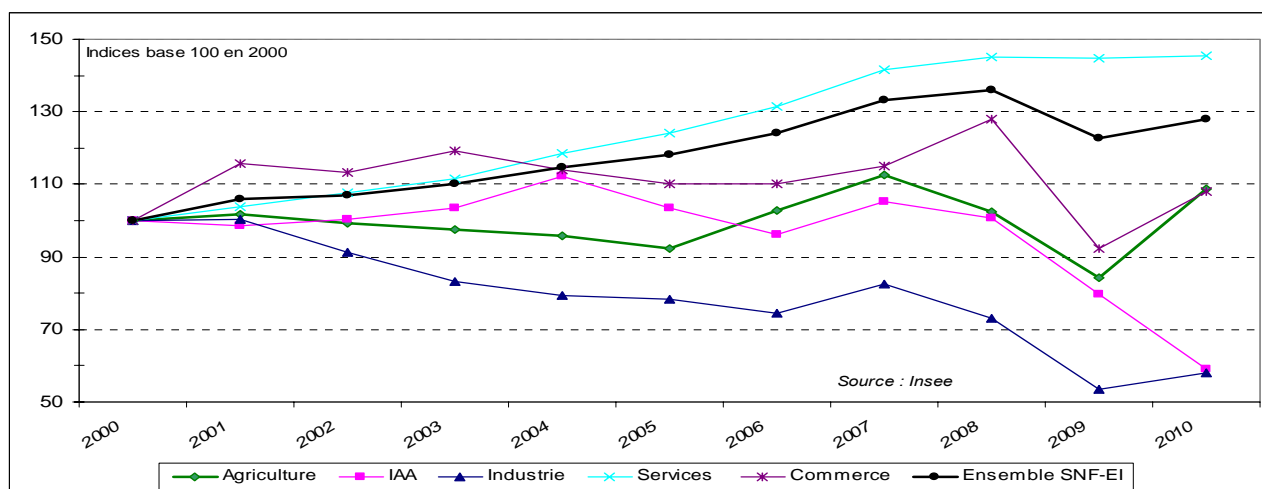
2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

3. Avertissement : le prix de la valeur ajoutée ayant baissé en 2006 du seul fait du découplage des aides et du mode d'enregistrement des subventions dans les comptes nationaux (encadré p.39), l'évolution sur 5 ans continue à être faible.

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee)

Graphique 2 : Évolution comparée de l'excédent brut d'exploitation de différentes branches



Les agrégats en valeur en 2009

En milliards d'euros ¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute	28,9	30,6	145,3	449,0	173,3	1017,9
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein ¹	864,4	575,7	2338,0	7373,1	3298,7	16909,6
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	28,3	30,0	134,9	472,0	168,5	1047,0
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif ¹	32,7	52,1	57,7	64,0	51,1	61,9
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte	21,3	10,0	27,3	158,2	48,1	390,4
Indicateur d'investissement						
FBCF	8,1					173,1
Indicateurs du commerce extérieur						
Exportations	44,6		280,9	49,1	8,5	440,9
Importations	39,6		300,2	56,0	3,9	475,2
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale	174,3		354,0	320,8	11,8	1797,8

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf emploi exprimé en milliers de personnes en équivalent temps plein,

et valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif exprimée en milliers d'euros.

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

LE COMPTE NATIONAL DE L'AGRICULTURE

Données provisoires arrêtées en mai 2011

Après une année 2009 particulièrement difficile pour la branche agriculture, la situation se redresse en 2010. Le léger recul des volumes produits est plus que compensé par l'augmentation des prix, d'autant plus que le prix des consommations intermédiaires diminue.

L'effet des deux phénomènes sur les indicateurs de revenu de la branche agriculture est d'autant plus important que le niveau de départ (2009) est extrêmement bas¹.

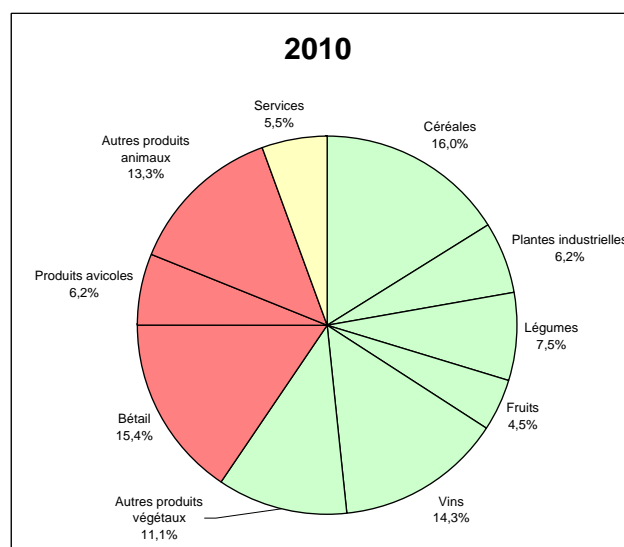
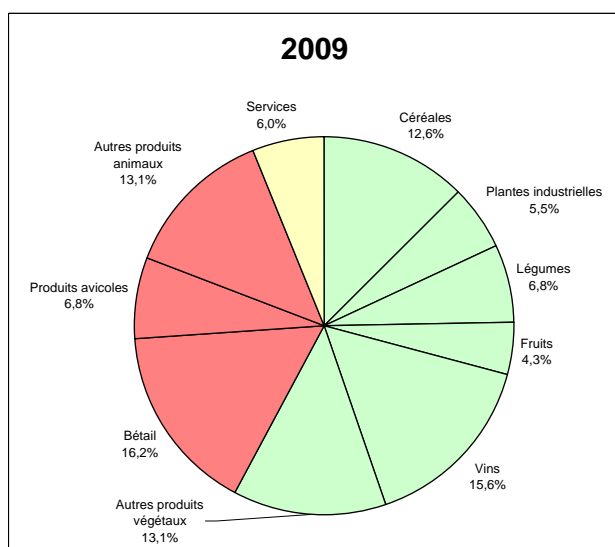
Cependant, les investissements reculent encore et l'évolution globale masque de profondes disparités selon les activités.

La production

La valeur de la production hors subventions sur les produits s'accroît de 7,5 % en 2010 en raison de la hausse des prix agricoles (+ 10,4 %). Atteignant un montant total de 65,7 milliards d'euros en 2010, elle est supérieure de 4,6 milliards à celle de 2009 (graphique 2). Cette augmentation provient principalement des produits végétaux, et notamment des céréales.

¹ Il faut noter qu'après une baisse de 50 %, une augmentation de 100 % est nécessaire pour revenir au niveau initial.

Graphique 1
Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2009 et 2010

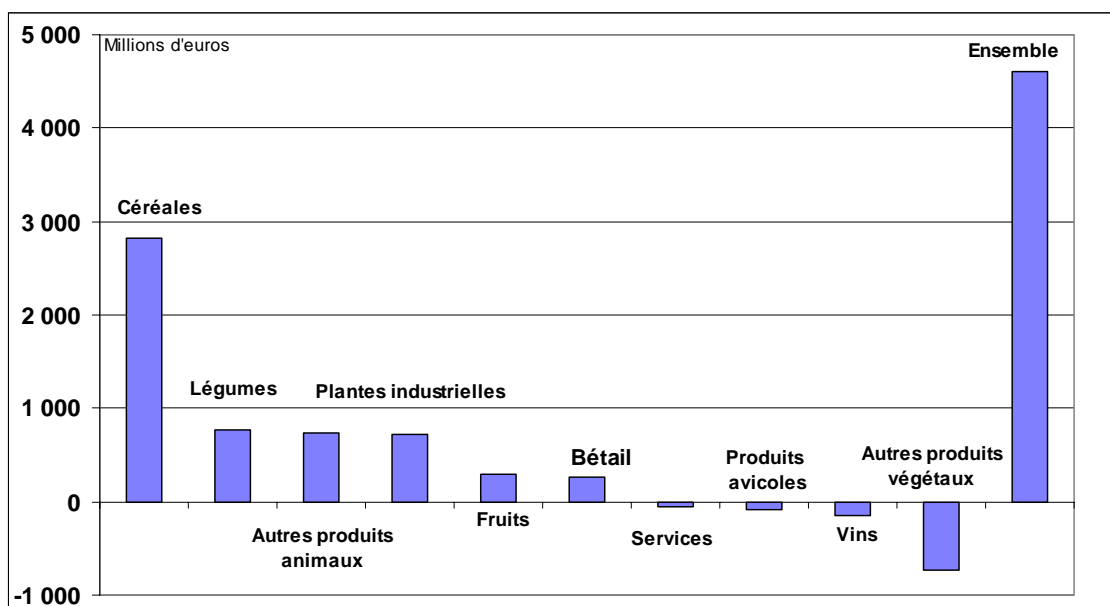


Source : Insee

- Céréales** : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales
- Plantes industrielles** : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles
- Légumes** : légumes frais, pommes de terre
- Fruits** : fruits frais
- Vins** : vins d'appellation d'origine, autres vins
- Autres produits végétaux** : plantes fourragères
- Bétail** : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équidés, porcins
- Produits avicoles** : volailles, œufs
- Autres produits animaux** : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage
- Services** : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services

Graphique 2

Variation de la valeur de la production agricole (hors subventions) entre 2009 et 2010



Source : Insee

○ **Le volume** de la production agricole baisse en 2010. Les productions végétales déclinent sensiblement tandis que les productions animales s'accroissent modérément.

Les productions végétales diminuent de 5,3 % en volume. Les récoltes de céréales et d'oléagineux se réduisent sous l'effet d'une baisse conjuguée des surfaces et des rendements. Les quantités de fruits produites sont en recul par rapport à leur niveau élevé de 2009 favorisé par de bonnes conditions climatiques. Les récoltes de légumes et de pommes de terre sont également en repli. La production de betteraves décroît en raison de rendements affectés par la sécheresse estivale, bien inférieurs à leur niveau record de 2009. Le volume des vins de champagne est en très net repli pour la deuxième année consécutive ; celui des autres vins diminue aussi. En revanche, les récoltes de protéagineux sont très importantes en raison du doublement des surfaces lié à la mise en place d'aides supplémentaires en 2010.

Les productions animales s'accroissent de 1,8 % en volume. Cette progression concerne les bovins et les volailles. La production de porcins se stabilise. En revanche, celle d'ovins décroît pour la sixième année consécutive. Pour les œufs, la production se redresse sous l'effet de la hausse des mises en place de poulettes de ponte en 2009 et au premier semestre 2010. La collecte de lait augmente après avoir atteint un niveau très bas en 2009.

○ Le **prix hors subventions** de la production agricole s'accroît fortement en 2010 (+ 10,4 %). Cette hausse concerne surtout les productions végétales, mais aussi les productions animales.

Le prix des productions végétales augmente de 16,7 %. Les prix des céréales flambent en 2010, après avoir chuté en 2008 et 2009. Cette flambée a été déclenchée par la chute des récoltes de blé et d'orge en Russie et en Ukraine ; elle s'est renforcée avec l'annonce de la sécheresse printanière de 2011 dans l'hémisphère nord. Les cours des oléagineux flambent également en raison d'une demande croissante face à une offre réduite, ainsi que ceux des pommes de terre. Les prix des protéagineux augmentent aussi très nettement. Le redressement des prix des fruits et légumes est très sensible en raison d'une offre limitée tandis que celui des prix des vins est plus modéré.

Le prix hors subventions des productions animales s'accroît de 2,3 % en 2010 après une forte baisse en 2009. Les prix des gros bovins et des veaux se redressent en raison d'une offre bien adaptée à la demande. Le prix des ovins continue à croître sous l'effet de la faiblesse de l'offre. Le prix du lait se redresse en raison d'une demande soutenue et d'un niveau de stocks faible en beurre et poudre de lait. En revanche, les prix des porcins et des volailles se replient encore après avoir déjà beaucoup diminué en 2009. Le prix des œufs chute en raison de la progression de l'offre.

Les subventions sur les produits

En millions d'euros

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Subventions*						
sur les productions végétales	4 870	1 369	1 383	1 442	1 396	378
sur les productions animales	2 636	1 129	1 120	1 135	1 103	834
Total	7 506	2 498	2 503	2 577	2 499	1 212

* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

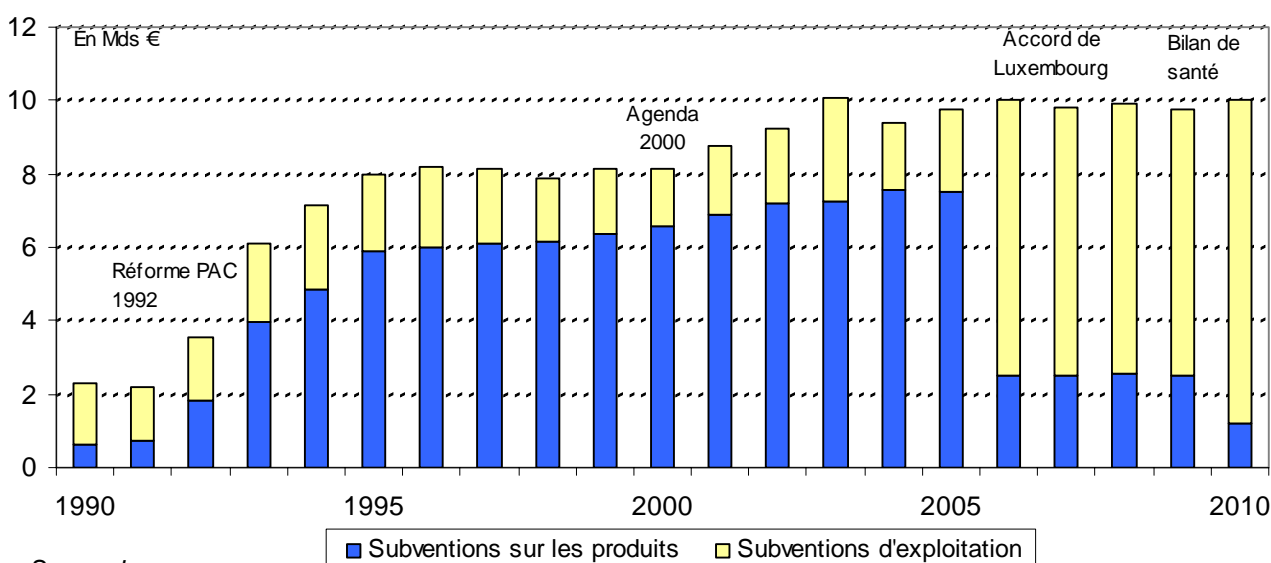
Source : ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, Offices agricoles

Après le **bilan de santé de la PAC**, le découplage des aides franchit une nouvelle étape en 2010, avec notamment la fin des aides aux grandes cultures sous forme d'aides directes aux productions. Désormais la subvention la plus importante de cette catégorie est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) qui reste couplée à 75 %. Globalement, les subventions sur les produits baissent de 51,5 %. Cette réduction est compensée par des subventions d'exploitation (cf. page 27).

Le bilan de santé de la PAC

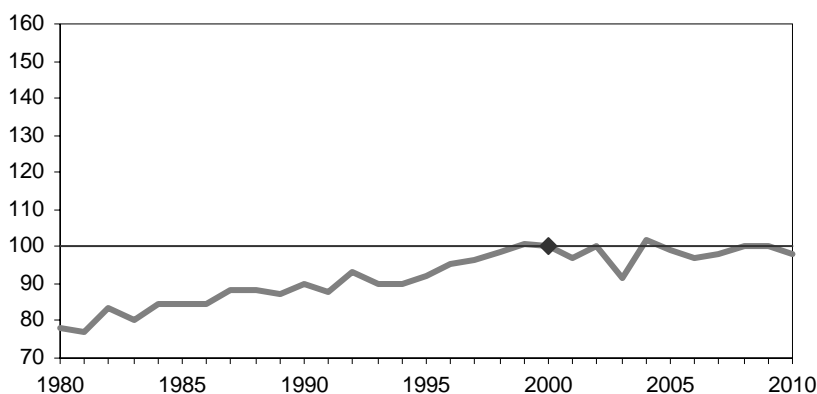
La réforme de 2003 avait introduit le régime de paiement unique et renforcé le volet développement rural de la PAC. Elle prévoyait également des clauses de révision présentées par la Commission européenne sous le terme de "Bilan de santé". Les mesures prises dans ce cadre sont appliquées pour la première fois en 2010. Elles consistent pour l'essentiel à généraliser le découplage des aides liées à la production au profit de paiements uniques indifférenciés aux exploitations. Des aides nouvelles ont également été créées pour renforcer certains secteurs (agriculture biologique, protéagineux). D'autres ont été redéployées au profit des élevages (DPU "herbe", aide aux ovins), le tout se faisant à budget constant.

Graphique 3
Évolution des subventions à l'agriculture



Source Insee

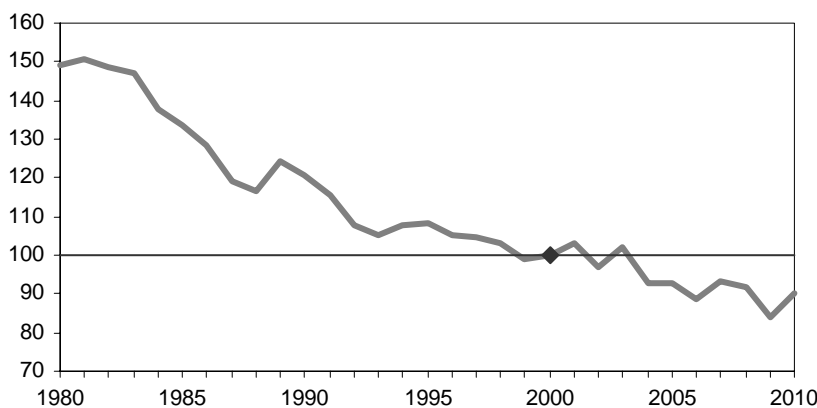
Graphique 4
Production agricole : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

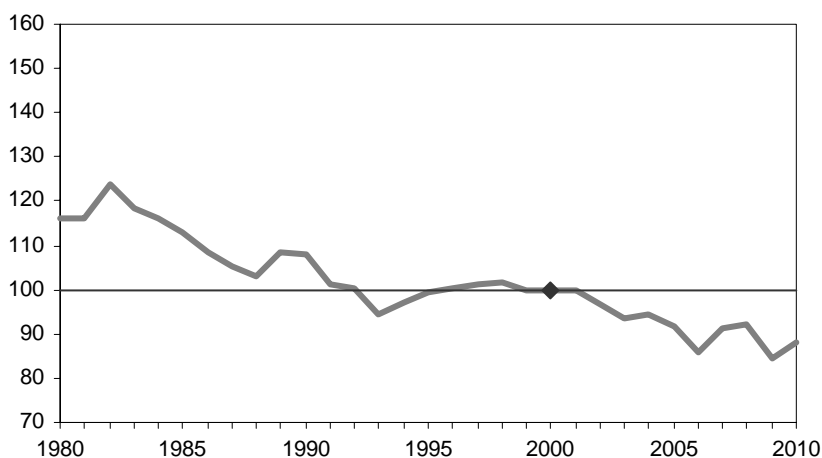
Graphique 5
Production agricole : évolution du prix de base en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix (prix de base, c'est-à-dire y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

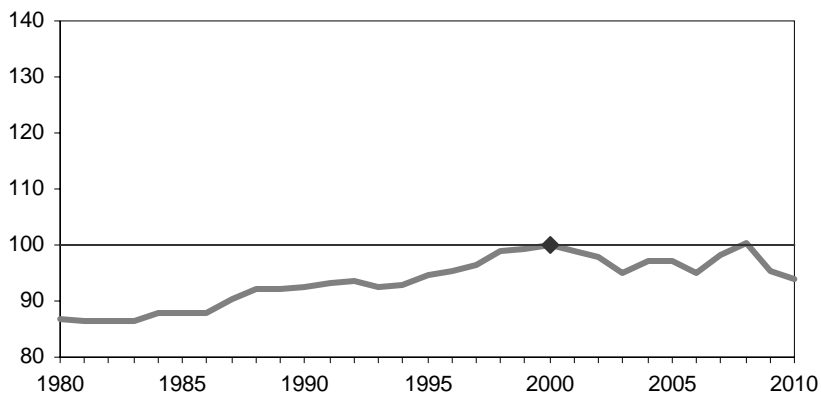
Graphique 6
Production agricole : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur de la production au prix de base (y compris subventions et hors impôts sur les produits) déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

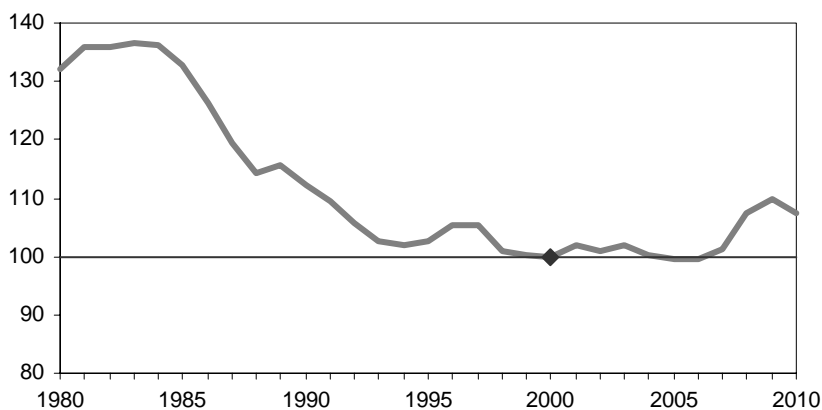
Graphique 7
Consommations intermédiaires : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

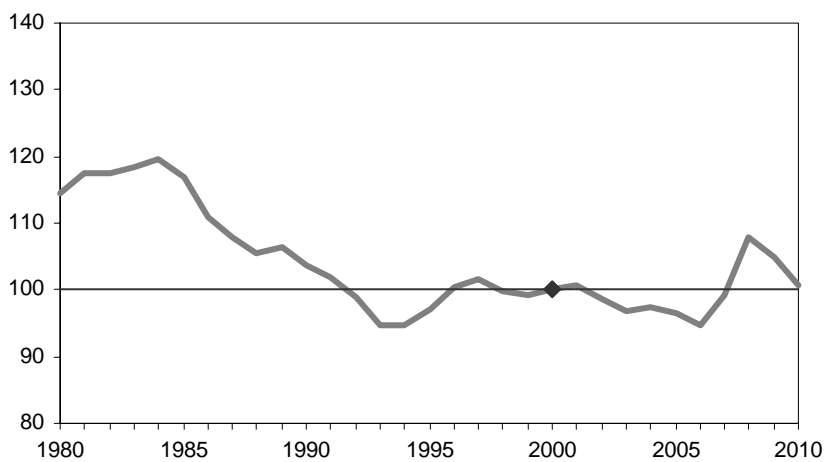
Graphique 8
Consommations intermédiaires : évolution du prix en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Graphique 9
Consommations intermédiaires : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

La production au prix de base

Dans les comptes, la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits. En 2010, la production au prix de base augmente de 5,2 % en valeur.

Cette évolution résulte de la baisse de la production en volume évoquée plus haut et d'une augmentation moyenne des prix de 8,0 % qui combine la forte hausse des prix de production avec la baisse des subventions sur les produits. Évidemment les mouvements sont très différents selon les productions.

Les consommations intermédiaires

La valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture continue de baisser en 2010 (-3,3 %), après une diminution de -2,3 % en 2009. En 2010, ce sont à la fois le prix et le volume de l'ensemble des consommations intermédiaires qui baissent (respectivement de -1,8 et -1,5 %). Le cas était différent en 2009 où la diminution en valeur provenait d'une réduction sensible des volumes (-4,9%) alors que les prix augmentaient de 2,7 %. La chute des dépenses consacrées aux engrais et aux produits phytosanitaires explique largement l'évolution 2010. Elle est contrebalancée partiellement par l'augmentation des dépenses d'énergie, due à l'envolée des prix.

Les dépenses consacrées aux **aliments pour animaux** se stabilisent (+0,5 % en valeur : +1,0 % en volume et -0,5 % en prix) sur l'ensemble de l'année 2010 après la forte baisse (-17,4 %) de 2009, due aux prix (-12,2 %). Les évolutions mesurées en moyenne annuelle sur l'année civile ne rendent pas toujours compte du contraste des évolutions infra-annuelles. Le prix des aliments composés avait très fortement progressé en 2007-2008. Il s'est retourné à la baisse à la mi-2008, tendance qui s'est poursuivie durant toute l'année

2009. Fin 2009 et début 2010, les prix d'achat des aliments, simples et composés, sont restés stables. En juin, ils ont amorcé un redressement et n'ont cessé d'augmenter depuis, avec une accélération liée au retournement à la hausse au second semestre du cours des céréales et d'autres matières premières entrant dans leur composition.

Les quantités consommées d'aliments composés augmentent de 1 % après un net recul (-5,9 %) en 2009. La reprise concerne surtout les aliments pour herbivores (+ 2,4 % après -11,2 %), particulièrement ceux pour les vaches laitières (+ 4 %). La conjoncture laitière favorable au deuxième semestre a poussé les producteurs à utiliser davantage d'aliments composés pour maximiser leur production. Par ailleurs le manque d'herbe dû à la sécheresse dans certaines régions a également développé le recours à ces aliments. De même, la consommation d'aliments pour ovins-caprins progresse de +5,6 % (après -3,5 % en 2009) et ceux pour volailles de 2,4 %. La consommation d'aliments pour porcins continue de faiblir (-2,7 %), malgré la stabilité de la production porcine, vraisemblablement en lien avec le développement de la fabrication d'aliments à la ferme.

Tableau 3
Évolution des consommations intermédiaires en 2010

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble des consommations intermédiaires*	(100 %)	- 1,8	- 1,5	- 3,3
Ensemble hors aliments intraconsommés	(83,5%)	- 0,3	- 2,0	- 2,3
dont : Aliments pour animaux **	(20 ,8%)	+ 1,0	- 0,5	+ 0,5
Engrais et amendements	(13,4%)	+ 5,0	- 34,2	- 30,8
Énergie et lubrifiants	(8,2%)	- 0,3	+ 22,4	+ 22,0
Produits de protection des cultures	(8,9%)	- 11,2	- 0,2	- 11,4

* Y compris services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, luzerne déshydratée, pulpes de betteraves...) ; ils ne comprennent pas les produits agricoles intraconsommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2009.

Source : Insee

Les dépenses en produits de **protection des cultures** sont en baisse (-11,4%) après une année 2009 quasiment stable (-1 %). Les prix ne baissent que de 0,2 %, mais les volumes se réduisent sensiblement (-11,2 %). Les consommations de fongicides, d'herbicides et de produits divers baissent de 13 % ; seules celles d'insecticides augmentent (+ 7 %). L'environnement économique difficile dans toutes les filières agricoles et les conditions climatiques ont influencé fortement les achats des agriculteurs dans le domaine de la protection des plantes. Il est à noter enfin une certaine tendance des agriculteurs à utiliser des produits à plus faibles doses (innovation de formulation, innovation technologique...).

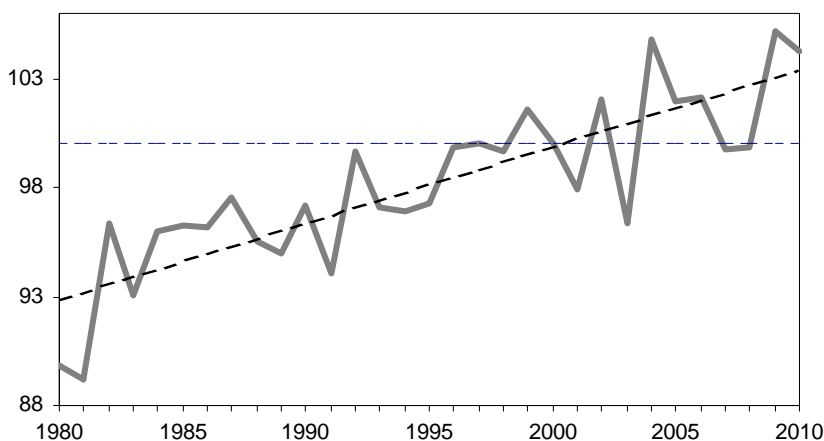
La **facture énergétique** a augmenté en 2010 de 22 % après une baisse de 22 % en 2009. Le prix du pétrole brut « Brent » a poursuivi son augmentation en 2010 et le dollar s'est apprécié par rapport à l'euro en 2010 en moyenne annuelle. En conséquence, le prix du fioul domestique augmente de 27 %. En volume, sa consommation se stabilise : la surface cultivée diminue mais la reprise de la consommation d'engrais a intensifié l'usage des tracteurs. Pour les produits pétroliers autres que le fioul domestique, la hausse des prix a été moins marquée (+14 %). Le prix du gaz augmente de 37 %. Cette estimation tient compte de la

reconduction des mesures fiscales en faveur des agriculteurs appliquées les trois années précédentes (réduction de taxes sur le fioul domestique, le fioul lourd et le gaz naturel).

Les dépenses pour l'achat d'**engrais** baissent très fortement (- 30,8 %) en 2010 malgré l'augmentation (+5,0 %) des volumes utilisés. En effet, après deux années de hausse soutenue, le prix des engrais diminue fortement au cours de la campagne 2009-2010 (-34,2 %). Pénalisées par la baisse des revenus agricoles en 2009, les livraisons d'engrais marquent un début de reprise en 2010. Les livraisons d'engrais phosphatés ont plus que doublé (+141 %) et celles d'engrais simples potassiques ont augmenté de 25 %. Les éléments nutritifs des engrais composés ont progressé, eux, de 9 %. En revanche, les engrais azotés ont baissé de 3 %.

Au total, en 2010, le volume des consommations intermédiaires diminue de 1,5 % alors que le volume de la production agricole baisse de 2,6 %. De ce fait, la productivité des consommations intermédiaires, définie comme le rapport des indices de volume de la production et des consommations intermédiaires, fléchit légèrement. Cette évolution confirme cependant l'orientation tendancielle à la hausse de ce ratio depuis vingt ans, au rythme moyen de 0,2 % par an (*graphique 10*).

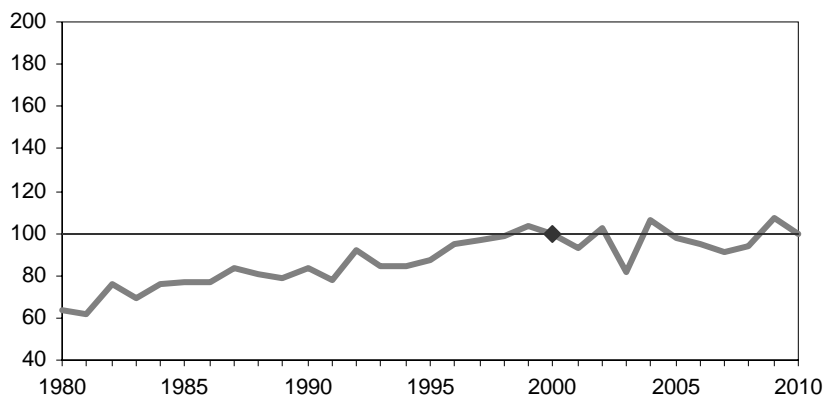
Graphique 10
Évolution de la productivité des consommations intermédiaires



Indice 100 en 2000
La productivité des consommations intermédiaires est définie comme le rapport de l'indice de volume de la production (indice 100 en 2000) sur l'indice de volume des consommations intermédiaires (indice 100 en 2000). Les aléas climatiques pèsent beaucoup sur les fluctuations annuelles de cet indicateur. Sur le long terme, on observe cependant une amélioration de la productivité.

Source : Insee

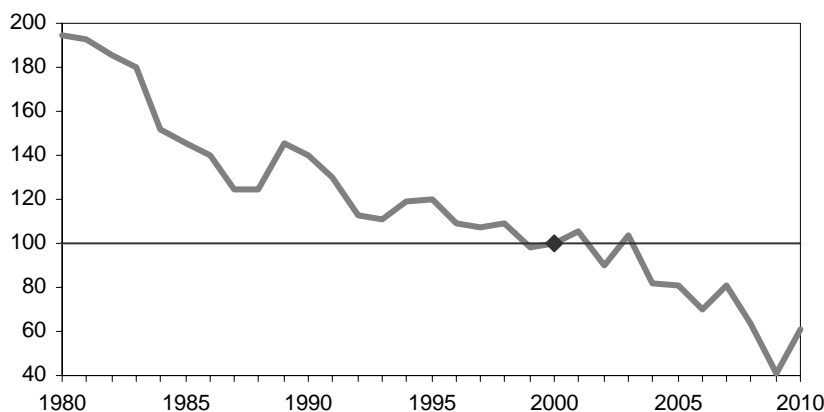
Graphique 11
Valeur ajoutée nette : évolution du volume



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume, au prix de l'année précédente.

Source : Insee

Graphique 12
Valeur ajoutée nette : évolution du prix en termes réels

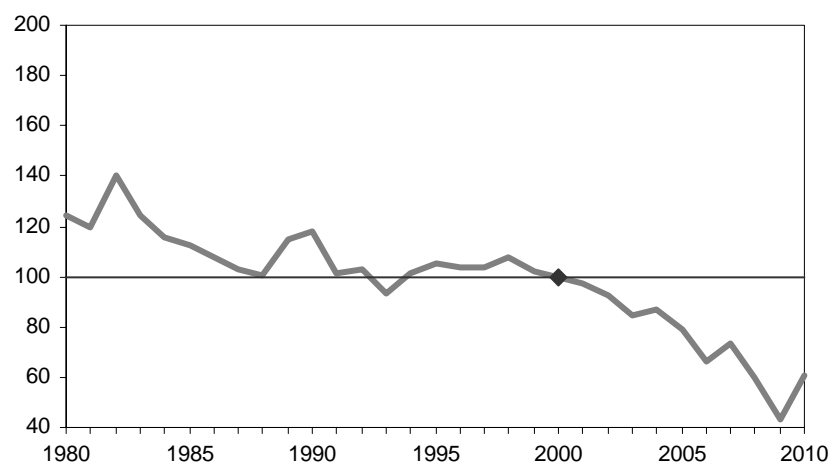


Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de prix, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 En 2006, la chute du prix de la valeur ajoutée résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC : les subventions sur les produits, incluses avant 2006 dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, sont remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

Graphique 13
Valeur ajoutée nette : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de valeur, déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
 En 2006, la chute de la valeur ajoutée en termes réels résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC.

Source : Insee

La valeur ajoutée

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2010, elle augmente très fortement en valeur (+ 20,7 %). Cette évolution s'explique essentiellement par la conjonction d'une forte hausse des prix agricoles et d'une légère baisse de ceux des consommations intermédiaires. En revanche, la réduction du volume des intrants est plus faible que celle de la production : cela induit une baisse sensible de la valeur ajoutée brute en volume (-4,1 %). Cette augmentation de la valeur ajoutée de la branche agriculture considérée globalement ne bénéficie pas à toutes les catégories d'exploitations de la même façon, céréaliers et viticulteurs se situant aux extrémités de la dispersion.

La **consommation de capital fixe** représente l'amortissement économique du capital de la

branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Elle porte sur l'ensemble des biens de capital fixe (plantations, matériels, bâtiments), à l'exception des animaux. En 2010, la consommation de capital fixe baisse de 0,5 %. Conséquence de la dépréciation des générations passées d'investissement, la baisse de la consommation de capital fixe en volume résulte du recul des investissements en 2009 et 2010 après deux années de forte croissance. Elle reflète également le ralentissement de la hausse du prix des actifs fixes, notamment celle du prix des machines agricoles.

La **valeur ajoutée nette** se déduit de la valeur ajoutée brute au prix de base en enlevant la consommation de capital fixe. Du fait du poids et de l'évolution de cette dernière, la valeur ajoutée nette augmente très fortement (+ 40,4 %), de manière encore plus accentuée que la valeur ajoutée brute.

Tableau 2
La valeur ajoutée en 2010

Valeurs en millions d'euros - Évolution en %

	Valeur 2010	Évolution volume	Évolution prix	Évolution valeur
Production au prix de base	66 916,2	-2,6	8,0	5,2
Consommations intermédiaires	39 743,7	-1,8	-1,5	-3,3
Valeur ajoutée brute	27 172,5	-4,1	25,8	20,7
Consommation de capital fixe	10 810,8	-1,3	0,9	-0,5
Valeur ajoutée nette	16 361,7	-6,7	50,4	40,4

Source : Insee

Les subventions et les impôts sur la production

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 8,8 milliards d'euros en 2010. Leur forte augmentation résulte de la mise en place des mesures décidées lors du **bilan de santé** de la PAC et vient compenser la baisse des subventions sur les produits (graphique 3 p 21). Le découplage des aides est presque total pour les grandes cultures et s'étend à l'élevage. De nouvelles aides agro-environnementales sont mises en place.

Les subventions d'exploitation sont financées à hauteur de 86 % par l'Union européenne.

Depuis 2006, le paiement unique (5,7 milliards d'euros) qui s'est substitué en grande partie aux aides liées à la production est la composante

principale de ces subventions. En 2010, il augmente de près de 20 %, son champ d'application ayant été étendu à de nouveaux secteurs pour lesquels les aides sont désormais découplées de la production. Ainsi, les aides à la surface pour les grandes cultures ayant disparu, les Céréales-Oléagineux-Protéagineux bénéficient désormais du paiement unique. La prime à la vache allaitante est quant à elle découplée à hauteur de 25 % : des DPU-Herbe ont été mis en place en compensation.

Les aides agri-environnementales progressent de 12,9 %. En particulier, la prime à l'herbe (PHAE) augmente de 12,9 % et les indemnités compensatrices de handicap naturel (ICHN) de

6,4 %. De nouvelles mesures de soutien spécifique (diversité des assolements, agriculture bio) sont mises en place à hauteur de 97,4 millions d'euros.

Parmi les nouvelles mesures, on mentionnera également la mise en place d'un soutien spécifique pour le paiement de primes d'assurance-récolte. Le dispositif n'a pas pu être entièrement déployé en 2010, mais il devrait s'étendre en 2011.

Les indemnités calamités au titre de l'année 2010 sont liées essentiellement à la sécheresse et à la tempête Xynthia.

Les subventions d'exploitation sont financées à hauteur de 86 % par l'Union européenne.

Les **autres impôts sur la production** augmentent de 0,7 % en 2010. Il s'agit des impôts sur la production autres que les impôts sur les produits, déjà pris en compte dans le calcul de la production au prix de base. Les impôts fonciers, qui en constituent les deux tiers, augmentent de 2,0 %.

Tableau 3
Subventions d'exploitation de la branche agriculture

En millions d'euros

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Paiement unique				5 714,7	5 695,6	5 741,0	5 770,0	6 922,0
Paiement supplémentaire			50,0	68,5	83,9	85,9	0,0	0,0
Indemnité compensatrice de handicap naturel	447,4	475,0	507,7	513,9	527,8	494,1	496,6	528,5
Prime herbagère agri-environnementale, PMSEE	218,3	212,0	209,2	219,8	243,5	235,7	221,0	249,6
Autres aides agri-environnementales, CTE, CAD ²	433,7	358,9	383,3	385,3	200,3	155,5	171,9	226,0
Retrait pluri-annuel des terres	4,8	4,6	4,7	2,5	2,2	0,0	0,0	0,0
Aide au gel des terres (jachère non industrielle)	415,1	353,3	415,6	20,7	16,9	8,8	0,0	0,0
Indemnités au titre des calamités agricoles	700,9	30,9	277,5	178,3	56,6	130,7	93,1	175,4
Compensations pour retraits de fruits et légumes	3,3	5,2	2,9	2,1	2,4	0,4	0,0	0,0
Aides aux producteurs de fruits et légumes	10,1	3,0	11,5	1,6	0,6	1,1	8,0	0,2
Aides aux viticulteurs	51,8	21,4	42,9	31,2	48,8	16,2	1,7	0,0
Aides aux éleveurs	67,8	8,0	7,4	44,4	10,6	110,1	221,8	237,0
Indemnités pour dégâts de gibier	25,4	22,8	21,3	22,5	22,0	20,0	20,0	20,0
Agriculteurs en difficulté	11,0	8,6	5,0	3,7	4,4	2,3	2,3	2,3
Prises en charge d'intérêts	20,9	7,0	2,4	7,0	7,9	22,2	0,0	75,6
Subventions des collectivités locales	118,9	46,8	50,0	59,0	59,0	59,0	59,0	59,0
Autres subventions d'exploitation	30,5	26,5	32,7	31,7	36,9	62,1	48,0	154,7
Bonifications d'intérêts ³	256,4	212,6	197,5	177,1	225,1	163,2	98,3	109,1
Total métropole	2 816,3	1 796,5	2 221,6	7 484,0	7 244,2	7 308,3	7 211,6	8 759,4
Subventions dans les DOM	18,2	20,5	14,8	17,7	61,4	20,4	21,7	21,9
Total	2 834,5	1 817,0	2 236,4	7 501,7	7 305,6	7 328,7	7 233,3	8 781,3

1. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) remplace la prime de maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE) en 2003.

2. Les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) créés en 1999, ont été progressivement remplacés par les contrats d'agriculture durable (CAD) créés en 2003.

3. Le traitement des Sifim oblige à travailler sur les intérêts bruts, et non nets des bonifications d'intérêt accordées par l'État et le Feoga. Les bonifications, destinées à compenser une partie des intérêts, sont donc portées dans les subventions d'exploitation pour équilibrer le compte de la branche. Voir le dossier sur les Sifim dans le rapport 2005.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, Offices agricoles

Le résultat agricole net

Le **résultat agricole net** de la branche agriculture se calcule à partir de la valeur ajoutée nette à laquelle sont ajoutées les subventions d'exploitation et sont retranchés les autres impôts sur la production. Il représente le revenu des facteurs de production (travail et capital). Il est aussi appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

En 2010, l'élément déterminant de l'évolution du résultat agricole net est l'augmentation de 5,4 % de la valeur de la production agricole. La réduction des consommations intermédiaires (-3,3 %) et la progression des subventions d'exploitation contribuent à amplifier le résultat, les autres éléments ayant globalement un effet plus faible. Le résultat agricole net enregistre donc une forte croissance (+ 35,8 %) après deux années de baisse (-20,3 % en 2009 après -13,0 % en 2008).

En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 0,8 %), le résultat agricole net augmente de 34,7 %. Il retrouve ainsi un niveau à peine supérieur à celui de 2008.

Compte tenu de la réduction de l'emploi agricole total (-1,8 % en nombre d'unités de travail annuel), le résultat agricole net par actif progresse un peu plus vite (+ 38,4 %).

En termes réels, le résultat agricole net par actif¹ augmente de 37,2 % en 2010 après des baisses de -13,7 % en 2008 et -19,8 % en 2009. Il se situe à un niveau comparable à celui de la fin des années 1990.

Ces résultats globaux résultent cependant d'évolutions divergentes selon le type d'exploitation.

Le revenu net d'entreprise agricole

La **rémunération des salariés** progresse en 2010 de 0,6 %. L'augmentation des salaires versés par les unités agricoles résulte de l'augmentation du taux de salaire de 1,1 % et d'une réduction du nombre d'UTA salariées de 0,5 %.

Les **charges locatives** nettes diminuent (-1,2 %) en 2010 après avoir augmenté de + 4,1 % en 2009 et + 5,4 % en 2008. Le montant des charges locatives brutes dépend de la superficie agricole en fermage et du coût du fermage à l'hectare. La part des surfaces en fermage progresse au rythme de 1 % par an sur le long terme. La détérioration du revenu agricole des années précédentes, sur lequel les fermages sont indexés, a eu des répercussions à la baisse sur les charges locatives des exploitants. Les charges locatives qui entrent dans le compte de revenu sont nettes des impôts fonciers que les propriétaires terriens répercutent sur les fermiers ; ces impôts fonciers sont déjà comptabilisés au compte d'exploitation de la branche agricole.

Les **intérêts** dus par les unités agricoles baissent en 2010 (-2,3 %). L'évolution des intérêts versés résulte de l'évolution combinée des encours et des taux d'intérêt. L'encours des prêts à l'agriculture a sensiblement augmenté depuis 2007 du fait des

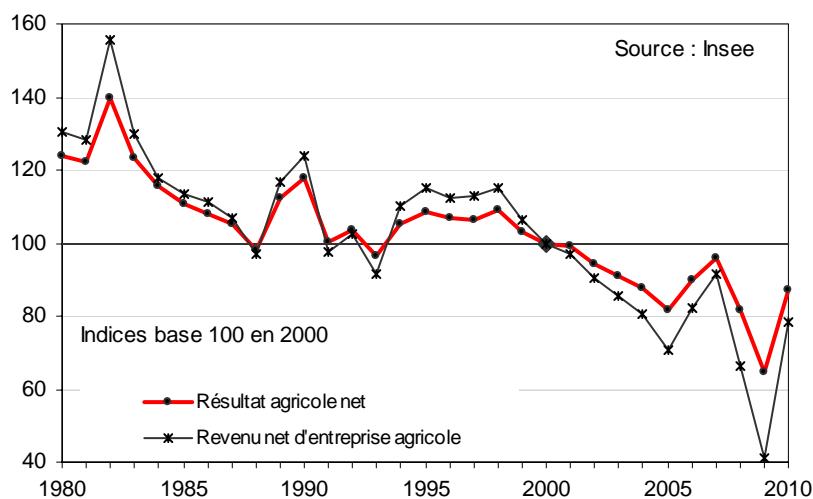
prêts d'investissement (équipement et foncier). En 2009, l'encours des prêts avait globalement augmenté de 3,6 %, notamment en raison de la forte croissance de l'encours des prêts bonifiés d'investissement (+ 41 %), les prêts non bonifiés ne progressant que de 0,6 %. En revanche, tous les taux d'intérêt apparents, définis par le rapport des intérêts aux encours, ont baissé en 2010, la plus forte baisse concernant les taux du crédit à court terme (-22 %). Au final, le taux d'intérêt apparent global se situe à 4,14 % en 2010, après 4,53 % en 2009 et 4,58 % en 2008. Il était de 7,38 % en 1990.

En 2009 et 2010, la forte baisse du taux de référence (resp. 2,95 % et 2,05 % après 4,9 % en 2008) a permis aux établissements bancaires qui avaient réduit leurs marges sur les crédits pendant trois années, de les rétablir. Les **intérêts hors Sifim**² qui figurent dans la séquence des comptes correspondent aux intérêts bruts (avant déduction des bonifications d'intérêt dont l'agriculture est le bénéficiaire final) hors rémunération des services financiers qui sont comptabilisés en consommations intermédiaires. Les intérêts hors Sifim baissent donc sensiblement en 2009 et 2010 après une période de forte croissance.

¹ C'est cet indicateur (dit Indicateur A) qu'Eurostat utilise pour comparer les revenus agricoles des pays de l'UE.

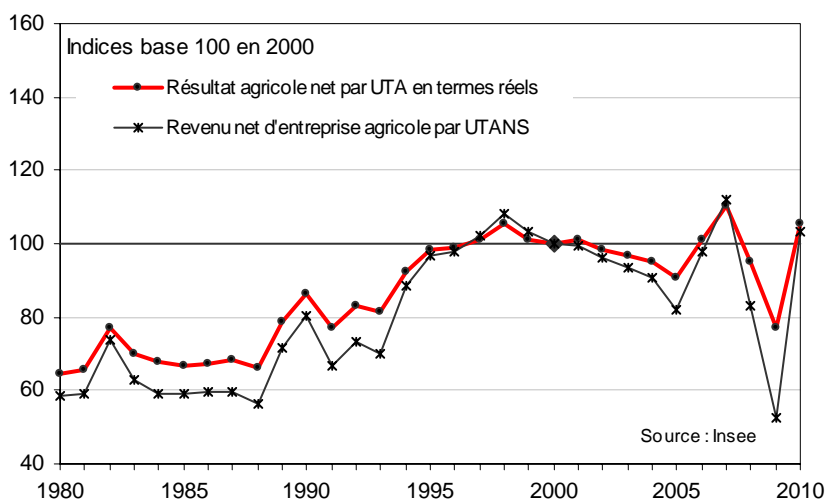
² Sifim : Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Graphique 14
Indicateurs de revenu en termes réels



Indice 100 en 2000
Chânage des indices de valeur, déflatés
par l'indice de prix du PIB.

Graphique 15
Indicateurs de revenu par actif en termes réels



Indice 100 en 2000
Chânage des indices de valeur, déflatés
par l'indice de prix du PIB.

UTA : unité de travail annuel (équivalent
temps plein de l'agriculture).

UTANS : UTA non salariée

Le **revenu net d'entreprise agricole**, solde du compte de revenu, se déduit du résultat agricole net en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes. Le revenu net d'entreprise agricole augmente fortement (+ 92,8 %) en 2010, mais cette croissance ne permet pas d'effacer les baisses des deux années précédentes. Le RNEA 2010 reste inférieur à celui de 2007.

Comme le volume de l'emploi non salarié diminue (-2,5 %), le revenu net d'entreprise agricole par actif

non salarié augmente encore davantage (+ 97,8 %). Son pouvoir d'achat (le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié déflaté par l'indice de prix du PIB) progresse de 96,2 % en 2010.

Orienté à la baisse de 1999 à 2005, cet indicateur de revenu connaît depuis de très fortes variations, à la hausse comme à la baisse, liées principalement à la volatilité des prix agricoles. En 2010, il retrouve globalement, mais avec des disparités selon les types d'exploitation, son niveau des années 1995-2000 (graphique 15).

Tableau 4
Indicateurs de revenu de la branche agriculture en termes réels

Evolution en %

	Prix du PIB ¹	UTA ²	UTA non salariées ²	Indicateurs de revenu en termes réels ¹			
				Résultat agricole net (RAN)	RAN par actif	Revenu net d'entreprise agricole (RNEA)	RNEA par actif non salarié
1980	+ 10,8	-2,6	-2,7	- 10,7	-8,3	- 14,3	-11,9
1981	+ 11,0	-2,6	-2,7	- 1,1	1,5	- 1,6	1,2
1982	+ 11,8	-2,6	-2,7	+ 14,3	17,4	+ 21,5	24,8
1983	+ 9,3	-2,7	-2,8	- 12,0	-9,5	- 16,7	-14,3
1984	+ 7,2	-3,0	-3,1	- 6,0	-3,1	- 9,3	-6,4
1985	+ 5,4	-3,3	-3,4	- 4,2	-1,0	- 3,7	-0,3
1986	+ 4,7	-3,4	-3,6	- 2,7	0,7	- 2,1	1,6
1987	+ 2,7	-3,5	-3,7	- 2,5	1,1	- 3,8	-0,1
1988	+ 3,0	-3,5	-3,8	- 6,4	-3,0	- 9,4	-5,8
1989	+ 3,2	-4,3	-5,1	+ 14,1	19,2	+ 20,7	27,1
1990	+ 2,2	-4,2	-5,1	+ 4,8	9,4	+ 6,3	12
1991	+ 2,2	-4,4	-5,0	- 14,7	-10,8	- 21,2	-17
1992	+ 2,1	-4,3	-5,1	+ 3,4	8,1	+ 4,9	10,5
1993	+ 1,9	-5,3	-6,5	- 7,2	-2,1	- 10,9	-4,7
1994	+ 1,5	-3,5	-4,5	+ 9,2	13,2	+ 20,5	26,1
1995	+ 1,2	-3,0	-4,1	+ 3,4	6,6	+ 4,8	9,2
1996	+ 1,7	-2,6	-3,9	- 1,9	0,7	- 2,5	1,4
1997	+ 1,1	-2,5	-4,1	- 0,3	2,3	+ 0,2	4,5
1998	+ 0,9	-1,8	-3,3	+ 2,4	4,2	+ 2,3	5,7
1999	+ 0,1	-1,7	-3,1	- 5,6	-4,0	- 7,7	-4,8
2000	+ 1,4	-1,4	-3,1	- 2,7	-1,3	- 5,9	-2,9
2001	+ 2,0	-2,2	-2,9	- 1,0	1,3	- 3,2	-0,3
2002	+ 2,4	-2,0	-2,9	- 4,9	-2,9	- 6,4	-3,6
2003	+ 1,9	-2,0	-2,9	- 3,5	-1,5	- 5,6	-2,8
2004	+ 1,6	-2,0	-2,9	- 3,5	-1,6	- 5,9	-3,1
2005	+ 1,9	-1,9	-2,9	- 6,8	-5,0	-11,9	-9,2
2006	+ 2,1	-1,9	-2,7	9,6	11,7	16,0	19,2
2007	+ 2,6	-1,7	-2,4	6,9	8,8	11,5	14,2
2008	+ 2,5	-1,7	-2,8	-15,1	-13,7	-27,6	-25,5
2009	+ 0,5	-1,8	-2,5	-20,7	-19,2	-38,2	-36,6
2010	+ 0,8	-1,8	-2,7	34,7	37,2	91,3	96,2

1. Les évolutions présentées en termes réels sont déflatées par l'indice de prix du PIB.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee

L'investissement agricole

La formation brute de capital fixe de la branche agriculture (FBCF) comprend d'une part l'investissement en produits de la branche agricole elle-même, c'est-à-dire les animaux reproducteurs et de trait ainsi que les plantations, d'autre part les dépenses d'investissement en biens non agricoles, essentiellement le matériel et les bâtiments.

Alors que la FBCF avait progressé de façon dynamique en 2007 et 2008 (respectivement + 7,5 % et + 3,1 % en volume), elle subit en 2009 et 2010 le contrecoup de la baisse des revenus agricoles en reculant de 14,6 %, puis de 17,2 %. En valeur, la baisse de la FBCF atteint -16,2 % en 2010 compte tenu des mouvements des prix.

L'investissement agricole présente des cycles d'environ huit années au cours desquelles, partant d'un point haut, l'investissement baisse puis remonte. Le cycle 2000-2008 se différencie des précédents (1982-1990 et 1991-1999) par un creux moins profond ; le cycle en cours commence au contraire par une chute sans précédent (*graphique 16*).

En 2010, la formation brute de capital fixe en **produits agricoles** augmente de 3,7 % en volume, plantations et bétail connaissant des évolutions divergentes (*tableau 5*).

La baisse de la FBCF animale se poursuit (-14,8 % en volume). En 2010, elle concerne toutes les espèces, en particulier les bovins (-16 %) et les porcins (-25 %).

En revanche, la FBCF en plantations de vignes reprend avec vigueur (+ 33,2 % en volume) après une baisse continue depuis 2006, année où des plans d'arrachage avaient été subventionnés pour remédier à la crise viticole. La plantation de vergers reste en déclin. Globalement la FBCF en plantations augmente de 23,5 % en volume et de 24,7 % en valeur.

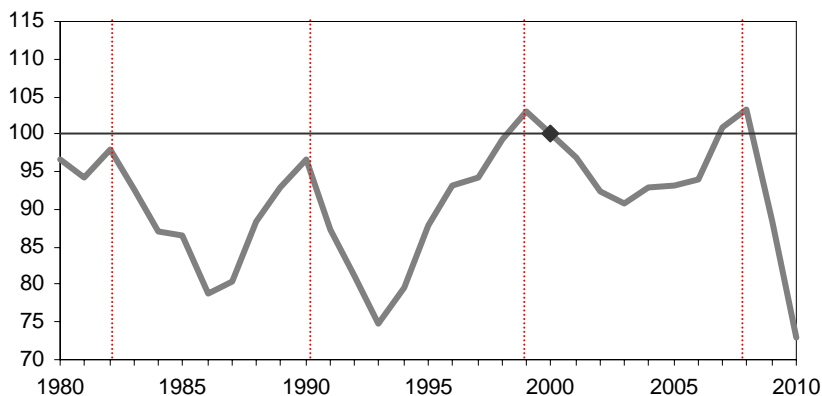
La formation brute de capital fixe **hors biens agricoles** diminue encore fortement en volume : -19,1 % en 2010 après -14,7 % en 2009. La chute de l'investissement en bâtiments agricoles se poursuit. Après leur niveau record de 2008, les ventes d'équipements s'étaient affaïssées et n'ont repris, de façon modérée, qu'en fin d'année 2010. Sur l'année, les immatriculations de tracteurs ont encore baissé de 21 % et le nombre de moissonneuses batteuses vendues a diminué d'un tiers. La demande des agriculteurs en tracteurs et autres machines agricoles reste orientée vers des matériels plus performants, répondant aux nouvelles normes et d'une plus grande technicité, qui leur permettent de réaliser des gains de productivité.

Tableau 5
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture

	Montant 2010 (en millions d'euros)	Évolution 2010/2009 (en %)	
		En valeur	En volume
FBCF en biens agricoles	911	+ 7,4	+ 3,7
Plantations	511	+ 24,7	+ 23,5
Bétail	400	-8,7	-14,8
FBCF en biens non agricoles	7 907	-18,3	-19,1
dont : Matériel	6 362	-7,9	-8,9
Bâtiments	1 146	-51,6	-52,0
FBCF totale	8 818	-16,2	-17,2

Source : Insee

Graphique 16
FBCF de la branche agriculture en volume

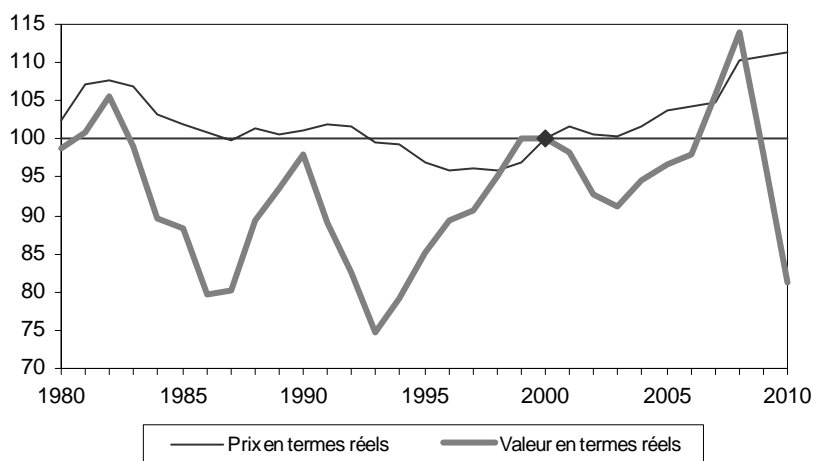


Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices de volume
 de la FBCF

Deux années de conjoncture favorables
 redynamisent l'investissement en 2007 et
 2008, en dopant les achats de matériel. En
 2009 et 2010, le retournement est brutal.

Source : Insee

Graphique 17
FBCF de la branche agriculture : valeur et prix en termes réels



Indice 100 en 2000
 Chaînage des indices d'évolution. Les
 évolutions de valeur et prix en termes réels
 sont obtenues en déflatant les évolutions de
 valeur et de prix de la FBCF par l'indice de
 prix du PIB.

Source : Insee

Tableau 6
Les comptes de la branche agriculture de 2003 à 2010 en résumé

En millions d'euros

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
(+) Production au prix de base	62 832,2	64 703,8	63 816,5	61 212,6	66 780,7	68 821,0	63 604,9	66 916,2
(-) Consommations intermédiaires	33 978,8	34 745,1	35 045,7	35 060,3	37 770,7	42 060,1	41 089,7	39 743,7
dont : Sifim	939,2	877,8	934,2	677,0	555,0	319,2	866,2	1 044,9
(=) Valeur ajoutée brute	28 853,4	29 958,7	28 770,8	26 152,3	29 010,0	26 760,9	22 515,2	27 172,5
(-) Consommation de capital fixe	8 509,1	8 790,6	9 162,9	9 433,8	9 821,2	10 771,5	10 860,1	10 810,8
(=) Valeur ajoutée nette	20 344,3	21 168,1	19 607,9	16 718,5	19 188,8	15 989,4	11 655,1	16 361,7
(+) Subventions d'exploitation	2 834,5	1 817,0	2 236,4	7 501,7	7 305,6	7 328,7	7 233,3	8 781,3
dont : bonifications d'intérêts	256,4	212,6	197,5	177,1	225,1	163,2	98,3	109,1
(-) Autres impôts sur la production	1 231,3	1 469,5	1 397,1	1 331,7	1 374,9	1 461,0	1 463,7	1 474,4
Impôts fonciers	730,6	970,1	903,6	832,5	869,5	906,5	936,0	955,7
Autres impôts sur la production	500,7	499,4	493,5	499,2	505,4	554,5	527,7	518,7
(=) Résultat agricole net	21 947,5	21 515,6	20 447,2	22 888,5	25 119,5	21 857,1	17 424,7	23 668,6
(-) Rémunération des salariés	5 882,1	6 121,0	6 332,7	6 417,5	6 518,2	6 789,1	7 017,3	7 060,3
Salaires	4 699,3	4 887,3	5 058,3	5 129,1	5 275,7	5 524,4	5 689,6	5 724,5
Cotisations sociales	1 182,8	1 233,7	1 274,4	1 288,4	1 242,5	1 264,7	1 327,7	1 335,8
(=) Revenu mixte net (=ENE)	16 065,4	15 394,6	14 114,5	16 471,0	18 601,3	15 068,0	10 407,4	16 608,3
(-) Intérêts	1 109,9	1 011,0	1 007,1	1 241,8	1 437,3	1 698,8	1 196,2	964,1
(rappel : intérêts dus)	1 792,7	1 676,1	1 743,8	1 741,4	1 771,2	1 855,4	1 964,1	1 899,9
(-) Charges locatives nettes	1 950,7	1 952,4	1 945,4	2 016,5	2 051,4	2 161,6	2 250,8	2 224,8
(=) Revenu net d'entreprise agricole	13 004,8	12 431,2	11 162,0	13 212,7	15 112,6	11 207,6	6 960,4	13 419,4

Source : Insee

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2010, l'excédent du commerce extérieur en produits agroalimentaires atteint 7,6 milliards d'euros : 2,3 milliards pour les produits agricoles et 5,3 milliards pour les produits transformés. Après la récession de 2009, il augmente de 2,5 milliards et retrouve un niveau « normal » mais pas encore le niveau exceptionnel atteint en 2007-2008 lors de la précédente flambée des prix agricoles.

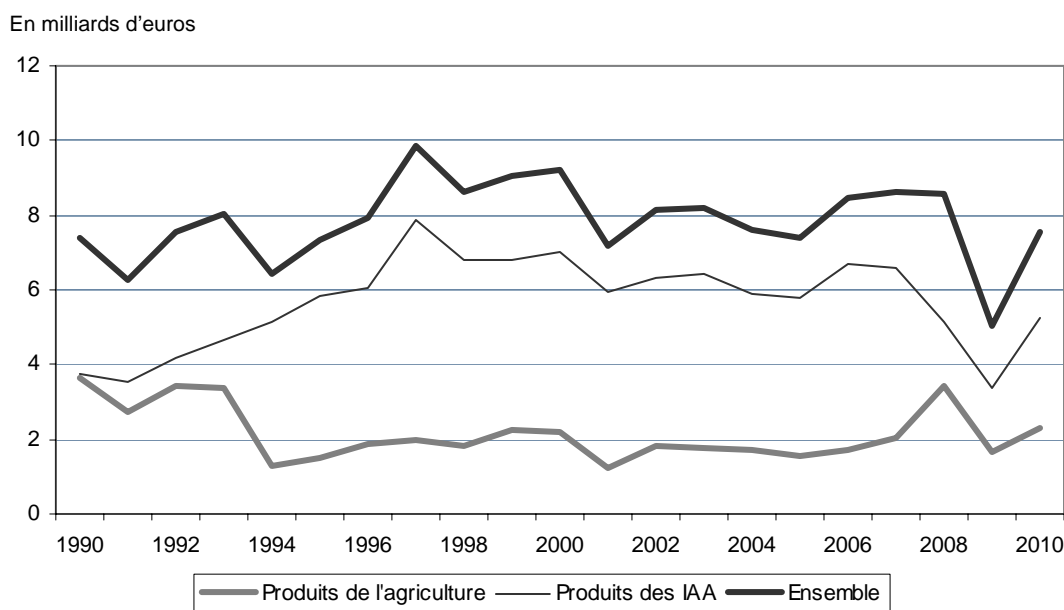
Le solde augmente de 0,7 milliard d'euros sur les produits agricoles bruts et de 1,9 milliard sur les produits transformés. L'excédent augmente de façon modérée avec l'Union européenne, mais il gagne plus de 2 milliards d'euros avec les pays tiers qui ont subi de nombreux aléas climatiques.

Amélioration du solde pour les produits agricoles

Pour les **produits agricoles bruts**, l'amélioration du solde provient de la forte croissance des exportations (+ 15,7 % en valeur), imputable pour l'essentiel à l'augmentation des volumes exportés. Les importations progressent peu en volume (+ 1,7 %) mais leur prix croît davantage que celui des exportations (+ 10,0 %)

C'est pour les produits végétaux que l'excédent augmente le plus (+ 673 millions), grâce au blé tendre (+ 812 millions). En revanche, il augmente légèrement pour les produits animaux (+119 millions) grâce aux exportations de gros bovins.

Graphique 1
Solde¹ du commerce extérieur agroalimentaire



1. Solde CAF-FAB.

Source : comptes nationaux, Insee

Le solde s'améliore aussi pour les produits transformés

Les exportations de **produits transformés** progressent davantage (+ 10,6 % en valeur) que les importations (+ 5,5 %). Pour les exportations, il s'agit surtout d'une augmentation des volumes exportés (+ 10,0 %). Ce sont essentiellement les exportations de boissons alcoolisées qui permettent cette amélioration. La croissance des importations provient principalement de la hausse de leurs prix.

Tableau 1

Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en milliards d'euros

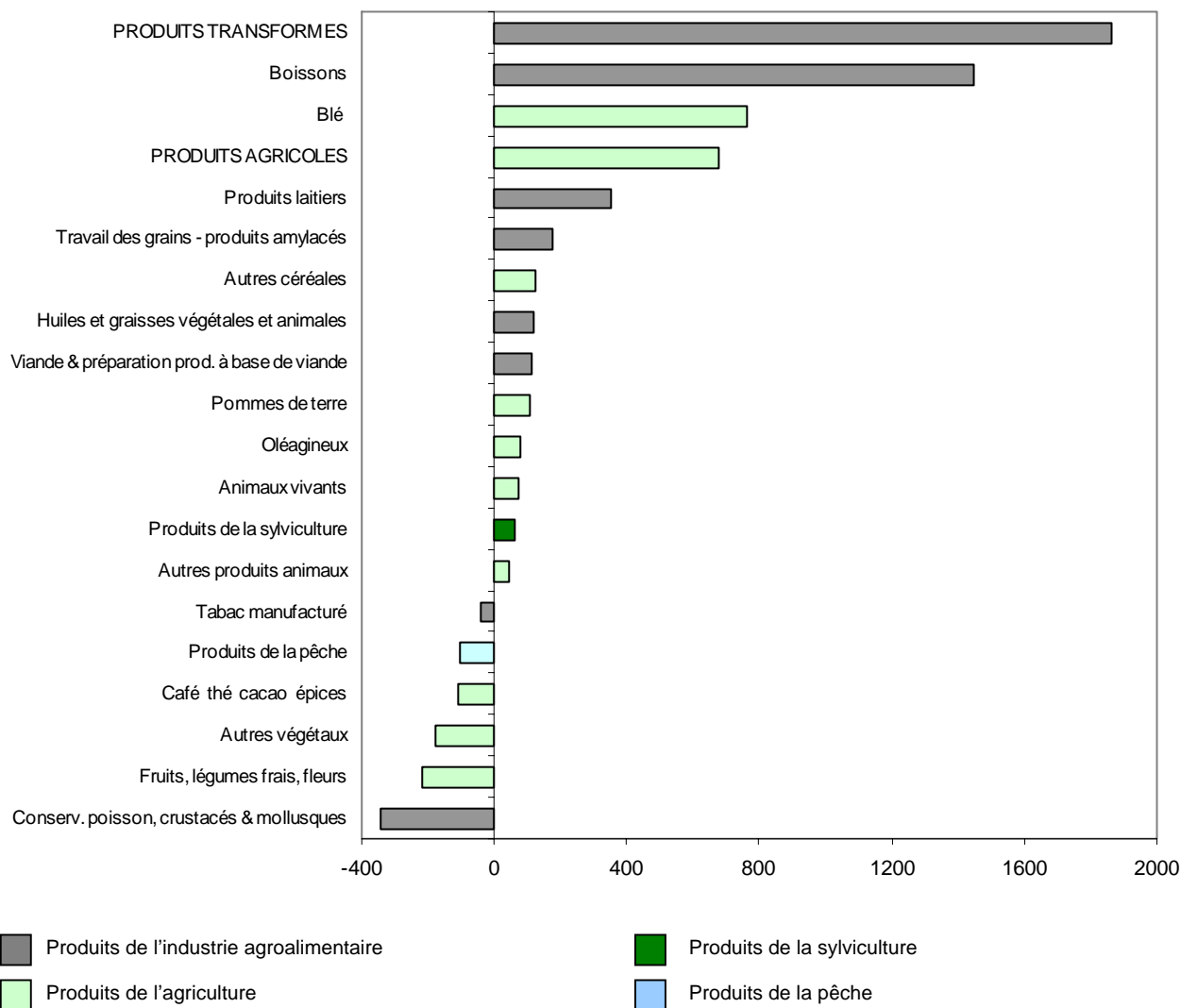
		Valeur 2009	Évolution 2010 / 2009			Valeur 2010
			Valeur	Volume	Prix	
Produits agricoles	Exportations (FAB)	11,6	15,7%	11,9%	3,4%	13,4
	En % des échanges de biens	3,4%				3,4%
	Importations (CAF)	9,9	11,9%	1,7%	10,0%	11,1
	En % des échanges de biens	2,5%				2,4%
	Solde	1,6				2,3
Produits des industries agroalimentaires	Exportations (FAB)	33,1	10,6%	10,0%	0,6%	36,6
	En % des échanges de biens	9,7%				9,4%
	Importations (CAF)	29,7	5,5%	1,8%	3,6%	31,3
	En % des échanges de biens	7,5%				6,9%
	Solde	3,4				5,3
Ensemble des produits agroalimentaires	Exportations (FAB)	44,6	11,9%	10,4%	1,4%	49,9
	En % des échanges de biens	13,0%				12,8%
	Importations (CAF)	39,6	7,1%	1,8%	5,2%	42,4
	En % des échanges de biens	10,0%				9,3%
	Solde	5,0				7,6
Ensemble des biens	Exportations (FAB)	342,1	13,8%	11,8%	1,8%	389,4
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Importations (CAF)	395,6	14,7%	9,7%	4,6%	453,6
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Solde	-53,5				-64,3
Ensemble des biens et services	Exportations (FAB)	440,9	11,6%	9,7%	1,7%	492,2
	Importations (CAF)	475,2	13,1%	8,8%	4,0%	537,5
	Solde	-34,2				-45,3

Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par produits en 2010 par rapport à 2009

En millions d'euros



Source : comptes nationaux, Insee

Pour en savoir plus

« Excédent agroalimentaire : 8 milliards d'euros en 2010 » Agreste Conjoncture, février 2011

Annexes

CHRONOLOGIE DE L'ANNÉE 2010

Monde

Janvier

- 12 : Haïti est frappée par un séisme de très forte intensité. Des aides sont mobilisées par l'Union européenne, pour un total de près d'un demi-milliard d'euros.
- 15 : La Commission européenne accorde une enveloppe de 17,9 millions d'euros pour encourager la consommation de lait et de produits laitiers dans l'Union européenne.
- 18 : Les ministres de l'Agriculture de l'UE s'accordent sur la nécessité d'une réglementation accrue pour améliorer le contrôle de la chaîne alimentaire.
- 27 : Les experts agricoles des Vingt-sept approuvent le financement des mesures supplémentaires de développement rural décidées dans le cadre du bilan de santé de la PAC et du plan européen de relance économique. La biodiversité et la gestion de l'eau sont privilégiées.
- 28 : La Commission européenne soumet une proposition visant à autoriser, pour la campagne 2009/2010, un supplément d'exportation sans restitutions de 500 000 tonnes de sucre.

Février

- 23 : Le Parlement européen vote favorablement pour une maîtrise des productions (vins, fromages, viandes,...) bénéficiant d'une indication géographique protégée (IGP) et d'une appellation d'origine protégée (AOP). Il se prononce en faveur de l'étiquetage obligatoire du lieu de production.

Mars

- 2 : La Commission européenne met un terme au moratoire en vigueur depuis 1998 sur les autorisations de mise en culture des nouveaux organismes génétiquement modifiés.
- 15 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne adopte un projet de règlement sur les nouveaux aliments produits à partir d'animaux clonés et de leurs descendants, ainsi que sur les aliments contenant des nanomatériaux manufacturés.
- 17 : La Commission européenne propose la mise en œuvre de l'accord de Genève, ratifié le 15 décembre 2009, qui prévoit de réduire progressivement le droit de douane communautaire sur les bananes.
- 27 : La Commission européenne propose de fixer à 43,747 milliards d'euros l'enveloppe pour les aides directes et le soutien des marchés agricoles dans le budget 2011 de l'Union européenne, soit une réduction de 0,2 % par rapport à 2010.

Avril

- 19 : La Commission européenne décide de lever les contrôles imposés depuis 2006 sur les cargaisons de riz originaires des États-Unis pour détecter la présence éventuelle de traces d'OGM.

Mai

- 4 : La Commission européenne décide de relancer la négociation d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), suspendue en 2004.
- 19 : Le Parlement européen oppose son veto à l'autorisation de la thrombine, substance dérivée des parties comestibles des porcs et des bovins, en tant qu'additif alimentaire. Ce produit peut en effet tromper le consommateur, car il permet de présenter des produits recomposés sous forme de morceaux entiers.
- 25 : La Commission européenne autorise un régime d'aides nationales finlandaises d'un montant de 22 millions d'euros pour soutenir les agriculteurs touchés par la crise économique.

Juin

- 16 : Le Parlement européen approuve le rapport concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires. Sont exemptées d'étiquetage des ingrédients et calories les boissons alcoolisées dont le vin.
- 24 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne adopte une directive renforçant la protection sociale des travailleurs indépendants et des conjoints aidants.
- 29 : Les experts agricoles des États membres de l'Union européenne se mettent d'accord pour réduire de 600 millions d'euros les dépenses prévues pour la Pac, notamment celles pour le développement rural et les fruits et légumes.
Le Parlement européen approuve le rapport, préparé par José Bové, qui dénonce les pratiques abusives de certains groupes industriels et de la grande distribution.
Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne adoptent des conclusions sur la compétitivité internationale du modèle agricole européen.

Juillet

- 1 : La Commission européenne approuve les programmes présentés par quatorze États membres pour assurer la promotion des produits agricoles dans l'Union européenne. Ces programmes seront financés par le budget communautaire à hauteur de 30 millions d'euros.
- 5 : La Commission européenne annonce sa décision de revoir la sélection des experts impliqués dans le processus d'évaluation des risques présentés par les organismes génétiquement modifiés afin de s'assurer de leur complète indépendance.
- 6 : L'ONU fixe des taux maximums tolérés de mélamine dans les produits alimentaires, deux ans après le scandale du lait chinois frelaté.
- 7 : Le Parlement européen se prononce pour l'interdiction des denrées (produits laitiers et viande) provenant d'animaux clonés. La Commission européenne avait souhaité que ces produits soient couverts par la réglementation sur les nouveaux aliments.
- 13 : La Commission européenne propose une directive établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers pour un travail saisonnier dans l'Union européenne.
Elle propose de laisser les États membres décider s'ils souhaitent ou non cultiver sur leur territoire des plantes génétiquement modifiées qui ont été autorisées au niveau communautaire.
- 16 : La Commission européenne décide de récupérer auprès de dix États membres, et principalement du Royaume-Uni, un total de 265 millions d'euros de dépenses agricoles effectuées de façon non conforme aux règles communautaires. La France n'est pas concernée.
La Commission européenne estime opportun de prévoir une révision des règles de contrôle mises en place dans l'Union européenne pour combattre la maladie de la vache folle (ESB) et la tremblante du mouton. Elle pourrait proposer de réintroduire les farines de viande dans l'alimentation des non-ruminants : porcs, volailles et poissons d'aquaculture.

- 22 : La Commission européenne adopte le Guide européen des bonnes pratiques d'hygiène qui s'applique à la collecte, au stockage, à la commercialisation et au transport des céréales, oléagineux et protéagineux.
- 27 : La Commission européenne publie un rapport qui confirme la nécessité de réviser la législation de l'Union européenne sur la santé des plantes.
L'Organisation internationale de la vigne et du vin adopte des résolutions concernant la viticulture, les pratiques et les produits œnologiques. En particulier, le terme « terroir » a désormais une définition reconnue internationalement.
- 28 : La Commission européenne autorise, en l'absence d'un consensus des États membres, la mise sur le marché dans l'Union européenne de six variétés de maïs génétiquement modifiés.

Août

- 5 : La Russie décide, suite à la sécheresse, d'appliquer un embargo sur ses exportations de blé du 15 août au 31 décembre.
- 17 : L'Ukraine décide de réduire ses exportations de céréales.

Septembre

- 1 : Le nouvel accord régissant le commerce des vins entre l'Australie et l'Union européenne entre en vigueur. Cet accord prévoit que l'Australie mettra progressivement fin en 2011 à l'utilisation d'appellations telles que champagne, porto, sherry,...
- 13 : Le Conseil des ministres de l'Union européenne nomme les membres du Comité économique et social européen pour la période du 21 septembre 2010 au 20 septembre 2015.
- 14 : La Commission européenne décide de porter à 32 millions d'euros par an les crédits européens consacrés au soutien de l'apiculture, ce qui représente une progression de 25 %.
- 16 : La Commission européenne propose de conclure l'accord de libéralisation supplémentaire des échanges de produits agricoles et agroalimentaires avec le Maroc.
- 17 : La Commission européenne adopte une nouvelle proposition d'adaptation du plan d'aide aux personnes les plus démunies de l'Union européenne.
- 29 : La Commission européenne présente une série de propositions législatives afin de renforcer la surveillance des politiques budgétaires des États membres.
L'Union européenne et la Norvège concluent trois années de négociations visant à étendre la libéralisation de leurs échanges agricoles bilatéraux.

Octobre

- 12 : L'Union européenne et la Corée du Sud signent un accord de libre échange qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2011.
- 13 : La Commission européenne décide d'apporter un soutien de 250 millions d'euros pour l'éradication, les contrôles et la surveillance des maladies animales dans l'Union européenne.
- 19 : La Commission européenne annonce son intention de proposer la suspension temporaire du clonage animal destiné à la production de denrées alimentaires dans l'Union européenne.
La Commission européenne décide de reporter à juin 2012 l'entrée en vigueur de l'étiquetage obligatoire sur les bouteilles de vin des mentions « caséine » et « ovalbumine ».
- 21 : Le Parlement européen se prononce en faveur de la reprise des négociations commerciales avec les pays du Mercosur sous réserve du respect des normes européennes en matière sanitaire, sociale et environnementale.
- 29 : La Commission européenne décide d'autoriser la revente sur le marché intérieur d'orge et de blé tendre détenus à l'intervention dans les États membres.

Novembre

- 9 : La Cour de justice européenne estime que la publication, par les États membres, des données des bénéficiaires des aides agricoles européennes contrevient au respect de la vie privée.
La Commission européenne réclame à dix-neuf États membres le remboursement d'un montant total de 578,5 millions d'euros pour des dépenses irrégulières effectuées dans le cadre de la Pac.
- 11 : Le Parlement européen demande des mesures pour garantir au secteur de l'élevage un financement adéquat.
La Commission européenne décide d'autoriser la vaccination préventive à partir de 2011 pour lutter contre la fièvre catarrhale.
- 24 : La Commission européenne donne son accord à l'entrée de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce.
La Commission européenne décide de traduire la France devant la Cour de justice de l'Union européenne pour non-respect du droit communautaire concernant les procédures d'autorisation harmonisées des médicaments vétérinaires.
- 25 : Le Parlement européen adopte une résolution invitant la Commission européenne à accroître son aide au secteur agricole dans le cadre de la Pac après 2013.
- 29 : Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne estiment qu'une analyse scientifique précise est nécessaire avant d'envisager la levée de l'interdiction des farines animales dans l'alimentation des non-ruminants.
- 30 : Le Sénat américain adopte un projet de loi visant à améliorer la sécurité alimentaire aux États-Unis.

Décembre

- 1 : La Commission européenne approuve un programme de 20,7 millions d'euros destiné à améliorer les revenus agricoles dans les zones rurales de la Côte d'Ivoire.
- 6 : La Commission européenne adopte une communication exposant les principaux problèmes liés à la santé des abeilles et les actions à mener pour les résoudre.
- 8 : La Commission européenne annonce des propositions pour mieux lutter contre la spéculation sur les matières premières agricoles.
- 9 : La Commission européenne adopte une série de propositions pour la stabilisation du marché du lait et des revenus.
- 13 : L'Union européenne et le Maroc signent un accord de libéralisation réciproque des échanges de produits agricoles.
- 15 : Le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union européenne parviennent à un accord sur le budget communautaire 2011. Le montant total est de 126,5 milliards d'euros en paiements et de 141,8 milliards d'euros en engagements.

France

Janvier

- 13 : La loi de modernisation de l'agriculture, qui a pour ambition de renforcer la compétitivité du secteur et de stabiliser les prix, est présentée et adoptée au Conseil des ministres.
- 20 : Le projet de loi de finances rectificative pour 2010, validé par le Conseil des ministres, prévoit une somme de 168 millions d'euros correspondant aux nouvelles exonérations des charges patronales agricoles.
- 20 : Le ministre du Développement durable présente le nouveau projet de taxe carbone qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} juillet. Les agriculteurs seraient exemptés de 75 % de cette taxe.

Février

- 2 : La secrétaire d'État à l'Écologie lance un plan de sauvegarde des zones humides qui repose notamment sur des soutiens à l'élevage extensif dans ces zones.
- 3 : Le Conseil des ministres adopte un plan de lutte contre la prolifération des algues vertes en Bretagne à hauteur de 134 millions d'euros sur la période 2010-2014.
La France et l'Inde décident de lancer un partenariat stratégique d'intensification de leurs échanges commerciaux dans le domaine agricole et alimentaire.

Mai

- 17 : Le président de la République fait signer par les distributeurs un accord de modération de leurs marges sur les fruits et légumes pendant les périodes de crise.
- 29 : Le Sénat approuve le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche.

Juin

- 25 : Le ministre de l'Agriculture annonce le déblocage d'une première aide d'un million d'euros pour les agriculteurs varois touchés par les inondations du 15 juin.
- 28 : L'Assemblée nationale adopte, après le Sénat, la loi Grenelle 2.

Juillet

- 1 : L'identification électronique des ovins-caprins devient obligatoire en France pour les animaux nés à partir du 1^{er} juillet 2010, comme prévu par le règlement européen 21-2004 dans le but d'établir une traçabilité individuelle.
- 6 : L'Assemblée nationale approuve le projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche.
- 12 : Le Parlement vote définitivement le texte sur les marchés d'intérêt national.
- 13 : Le Parlement adopte définitivement le texte sur la loi de modernisation agricole. Ce texte prévoit l'élaboration d'une politique interministérielle de l'alimentation. Il envisage aussi de préserver les principes de taille familiale des entreprises agricoles.
- 21 : Le ministre de l'Agriculture décide que la vaccination contre la fièvre catarrhale ovine deviendra volontaire à partir de novembre 2010.

Août

- 17 : La filière fruits et légumes est déclarée en crise par le ministre de l'Agriculture.
- 19 : La Fédération nationale du commerce et de la distribution annonce la mise en œuvre de l'accord de modération de marge pour le melon charentais.

Septembre

- 28 : L'Assemblée des chambres d'agriculture et les entreprises de l'eau présentent leurs recommandations pour protéger les aires de captage de l'eau potable face aux pollutions diffuses.

Octobre

- 19 : Le ministre de l'Agriculture déclare que la contractualisation laitière doit devenir effective au 1^{er} janvier 2011.

Novembre

- 10 : La FNSEA, la Fédération nationale bovine, les jeunes agriculteurs signent un accord sur les prix avec le groupe Bigard, numéro un de l'abattage en France.

Décembre

- 8 : Le ministre de l'Agriculture annonce le renouvellement pour un an de l'autorisation de mise sur le marché de l'insecticide Cruiser en traitement de semence de maïs.
Bernard Lannes est élu président de la Coordination rurale. Il succède à François Lucas qui reste au comité directeur comme premier vice-président.
- 9 : Les ministères de l'Écologie et de l'Économie publient le décret suspendant pour trois mois l'obligation de rachat de l'électricité photovoltaïque.
- 16 : Xavier Beulin, président de la filière oléoprotéagineuse, succède à Jean-Michel Lemétayer en tant que président de la FNSEA.
- 17 : Le ministre de l'Agriculture décide d'accorder une allocation complémentaire de 2 % aux éleveurs laitiers sur leur capacité de production. Cette mesure s'ajoute aux allocations consenties par les industriels, à savoir entre 0 et 5 % du quota individuel. Les éleveurs pourront donc produire jusqu'à 7 % supplémentaires par rapport à leur référence.

LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2010

FICHES PAR PRODUITS

Les céréales

Les plantes industrielles

Les fruits et légumes

Les vins

Le bétail

Les produits avicoles

Les autres produits animaux

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2010/2009 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	- 6,9	+ 46,9	+ 36,7
dont : blé tendre (51,0 %)*	- 1,7	+ 49,1	+ 46,6
Maïs (25,5 %)*	- 13,0	+ 54,2	+ 34,2
Orge (15,4 %)*	- 21,9	+ 39,2	+ 8,7
Subventions sur les produits	ns	ns	- 97,1
Ensemble au prix de base	- 6,9	+ 34,3	+ 25,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2009.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de céréales augmente très fortement en 2010 (+ 36,7 %). En effet, les prix des céréales retrouvent de hauts niveaux ; après la flambée exceptionnelle de 2007, ils avaient chuté en 2008 et 2009. Les volumes se replient par rapport aux récoltes abondantes de 2008 et 2009.

Le **volume** de l'ensemble des céréales diminue de 6,9 % en 2010 par rapport à 2009 sous l'effet d'une baisse conjuguée des surfaces et des rendements, mais il reste très légèrement supérieur au niveau moyen des cinq dernières années. Le repli des surfaces concerne l'orge et le maïs. Les rendements ont beaucoup diminué pour toutes les céréales en raison des mauvaises conditions climatiques : le froid hivernal et la sécheresse printanière ont retardé le développement des cultures. Pour le blé tendre, dont la qualité est très satisfaisante, la production, supérieure de 3,6 % à la moyenne quinquennale 2005-2009, reste légèrement inférieure à la bonne moisson 2009 ; l'accroissement des surfaces n'a pas entièrement compensé la baisse des rendements. La production de blé dur augmente de 18,1 % par rapport à 2009 en raison d'une hausse sensible des surfaces. Pour l'orge, la production se replie de 21,9 % après la récolte record de 2009 et devient inférieure de 8,6 % à la moyenne quinquennale ; le rendement baisse, mais c'est surtout le repli des surfaces qui est important. Les conditions sont similaires pour le maïs avec toutefois des reculs moins sensibles : la production diminue de 13 % par rapport à 2009 et de 5,5 % par rapport à la moyenne.

Le **prix** de la production de céréales (hors subventions) flambe en 2010 (+ 46,9 %), après avoir chuté en 2008 et 2009. Le déclencheur de cette flambée a été la chute des récoltes de blé et d'orge dans les pays exportateurs importants (Russie et Ukraine) en raison de la sécheresse estivale de 2010, suivie de la mise en place dans ces pays d'un embargo à l'exportation. L'autre facteur de hausse du marché céréalier est lié à la révision à la baisse de la production de maïs, principalement aux Etats-Unis et en Chine, alors que la consommation mondiale est en hausse avec une forte demande pour l'alimentation animale et les biocarburants. De plus, l'intervention massive des fonds financiers sur le marché à terme a favorisé l'emballlement des prix. Après la flambée estivale, le marché est resté à de hauts niveaux de prix à l'automne ; cette fermeté s'est encore renforcée durant l'hiver 2010 en raison de problèmes climatiques dans l'hémisphère sud (sécheresse en Argentine et inondations en Australie). Les cours ont chuté en mars 2011 sous l'effet du désengagement des investisseurs sur les marchés agricoles induit par les tensions politiques dans les pays arabes et par le risque nucléaire au Japon avant de rebondir en avril en raison de la sécheresse printanière dans l'hémisphère nord qui laisse craindre une récolte 2011 moins importante. Les stocks mondiaux de céréales à la fin de la campagne 2010/2011 seront très bas. En France, le prix du blé tendre augmente de 49,1 % en raison d'une bonne demande internationale en blés panifiables, la qualité des blés du nord et de l'est de l'Europe ayant souffert de mauvaises conditions climatiques ; les exportations françaises vers les pays tiers atteignent des niveaux records. Les cours du blé dur se redressent de 14,8 % malgré la progression de la récolte française ; en effet, la production mondiale est en baisse, notamment les récoltes canadienne et italienne. Le prix de l'orge s'accroît de 39,2 % , car la production des pays de la mer Noire et de l'Europe est en forte baisse. Pour le maïs, le prix augmente de 54,2 % ; le recul des utilisations

de blé pour l'alimentation animale favorise le report vers l'orge et le maïs. La demande mondiale est en hausse et la production nord-américaine a été revue à la baisse.

Les aides à la surface pour les grandes cultures disparaissent suite au bilan de santé de la Pac. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 25,1 %.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2010/2009 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	- 5,5	+ 28,6	+ 21,5
dont : oléagineux (57,4 %)*	- 10,8	+ 47,0	+ 31,2
protéagineux (4,1 %)*	+ 64,4	+ 30,0	+113,7
betteraves industrielles (25,3 %)*	- 8,3	+ 2,2	- 6,2
Subventions sur les produits	ns	ns	- 54,7
Ensemble au prix de base	- 5,1	+ 20,3	+ 14,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2009.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production d'**oléagineux** s'accroît de 31,2 % en raison de la flambée des prix.

La récolte diminue de 10,8 % par rapport à 2009 sous l'effet de la baisse des rendements, mais elle reste supérieure de 4 % à la moyenne quinquennale. Pour le colza, la récolte se replie de 13,8 % après trois années consécutives de production record : les superficies sont légèrement réduites et les rendements en net déclin. Pour le tournesol, la production est en recul de 5,1 % en raison de la légère baisse des surfaces, mais reste supérieure de 7,7 % à la moyenne quinquennale.

Les cours des oléagineux s'envolent (+ 47 %). L'offre mondiale est restreinte et la demande s'accroît, en particulier pour la fabrication du biodiesel. Les récoltes de colza sont fortement réduites en Europe et dans les pays de la Mer Noire en raison des sécheresses. La production de soja américain est en baisse face à une forte demande chinoise. Les cours sont soutenus par la progression du prix des huiles végétales qui s'accélère sous l'influence d'une production d'huile de palme réduite par les intempéries. Après une envolée au cours de l'automne, les cours ont continué à flamber au début de l'année 2011. Ils sont soutenus aussi par la fermeté des cours du pétrole, aidés par un affaiblissement du dollar. Le prix du colza augmente de 40 % et celui du tournesol de 70 %.

Les aides pour les oléagineux disparaissent. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 19,1 % (détail en annexe p.57).

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** s'accroît de 113,7 % sous l'effet conjugué d'une forte hausse des prix et d'une augmentation très importante des quantités. En effet, les récoltes progressent de 64,4 % et deviennent supérieures de 41 % à la moyenne quinquennale. La récolte de pois double par rapport à 2009 et celle de féveroles augmente de 9,7 %. Les rendements sont en nette baisse par rapport à leur niveau élevé de 2009, mais les superficies ont doublé en raison des aides supplémentaires mises en place en 2010 et aussi de la récolte très satisfaisante de 2009.

Les prix des protéagineux augmentent de 30 % dans le sillage du blé et des tourteaux de soja auxquels ils peuvent se substituer pour l'alimentation animale.

Les subventions ont presque triplé. La valeur de la production au prix de base augmente de 125,1 %.

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** décroît sensiblement en 2010 (- 6,2 %) après une hausse en 2009. Après la récolte record de 2009, les tonnages récoltés diminuent nettement en 2010 malgré la hausse des surfaces ; en effet, les rendements, affectés par la sécheresse estivale, sont bien inférieurs à leur niveau record de 2009 tout en étant équivalents à la moyenne quinquennale. La richesse en sucre décroît sensiblement, après avoir augmenté les années précédentes. Le volume produit se replie ainsi de 8,3 %. Le prix de la betterave sucrière est stable et celui des autres betteraves s'accroît légèrement. Au total, le prix se renchérit de 2,2 % en 2010.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2010/2009 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 3,4	+ 19,7	+ 15,7
dont : fruits (38,8 %)*	- 4,1	+ 16,1	+ 11,4
légumes (44,4 %)*	- 2,3	+ 9,3	+ 6,8
pommes de terre (16,8%)*	- 4,6	+ 56,3	+ 49,1
Subventions sur les produits	ns	ns	- 2,0
Ensemble au prix de base	- 3,9	+ 19,9	+ 15,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2009.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** augmente de 11,4 % en 2010, la baisse des quantités produites étant largement compensée par la forte hausse des prix. Les récoltes de fruits d'été sont en recul par rapport à leur niveau élevé de 2009 qui avait été une année exceptionnelle en termes de rendement. Elles diminuent pour tous les fruits, et plus particulièrement pour les cerises (- 18,1 %) et les abricots (- 26,9 %). De plus, les surfaces de vergers sont en recul pour toutes les espèces, notamment pour les pêches : cette tendance de long terme est liée à la concurrence d'autres pays producteurs ainsi qu'au déclin de la consommation de fruits frais compensée par celle de jus de fruits qui sont principalement importés. Après avoir chuté en 2009, les prix se sont nettement redressés pour tous les fruits d'été, et surtout pour les abricots (+ 46,8 %), en raison d'un marché porteur à l'exportation. Pour les poires, les surfaces de vergers se réduisent depuis vingt ans, la récolte recule de 7,2 % et reste très inférieure à la moyenne quinquennale ; les prix augmentent de 22,9 %. Pour les pommes, la récolte se stabilise et les prix s'accroissent de 24,5 % après une campagne 2009 défavorable.

Les subventions sur les produits, essentiellement les bananes et les pruneaux, sont en légère baisse. La valeur de la production de fruits au prix de base augmente de 10,6 %.

La valeur de la production de **légumes** s'accroît de 6,8 % en raison du redressement des prix. Pour les tomates, les surfaces continuent à se replier et la production décroît ; les prix augmentent fortement (+ 34,8 %) par rapport à leur bas niveau de 2009 en raison de la modération de l'offre. Pour les courgettes, dont la récolte progresse, les prix ont aussi fortement augmenté. Pour les concombres, la campagne est satisfaisante avec une production en hausse grâce à la progression des surfaces en serres chauffées et une bonne valorisation en raison d'une concurrence européenne limitée. Pour les carottes, les surfaces sont en hausse pour la quatrième année consécutive et la production augmente ; les prix se redressent légèrement. En revanche, pour les choux-fleurs et les endives, la campagne est difficile avec des prix en baisse après une hausse sensible en 2009.

La récolte de **pommes de terre** de conservation est sensiblement inférieure à celle de 2009 du fait de la baisse des rendements qui sévit aussi dans les principaux pays producteurs de l'Europe de l'Ouest. Elle est également inférieure à la moyenne des dix dernières années. Les cours s'envolent après une chute en 2009. Les exportations sont très dynamiques vers les pays de l'Est, et en particulier vers la Russie. La consommation des ménages reprend malgré la hausse des prix de détail, après une baisse en 2009. La demande en produits transformés (chips, frites...) est également très présente. La campagne de pommes de terre primeur a été satisfaisante avec des prix en nette hausse. Globalement, le volume de la production de pommes de terre décroît de 4,6 %. Le prix, après une baisse de 14,5 % en 2009, augmente de 56,3 %, ce qui entraîne une hausse de la valeur de la production de 49,1 %.

L'aide compensatrice à la féculose reste stable. La valeur de la production au prix de base, y compris subventions, s'élève de 48,4 % (détail en annexe p.57).

4. Les vins

Évolution 2010/2009 de la production

En %

		Volume	Prix	Valeur
Ensemble	(100,0 %)*	- 5,8	+ 4,6	- 1,5
Vins d'appellation d'origine	(82,0 %)	- 7,4	+ 3,8	- 3,9
vins de champagne**	(27,0 %)	- 9,2	+ 1,9	- 7,4
autres vins d'appellation	(55,0 %)	- 6,5	+ 4,7	- 2,2
Autres vins	(18,0 %)	+ 1,6	+ 7,9	+ 9,6
vins pour eaux de vie AOC	(7,3 %)	+ 10,1	+ 0,5	+ 10,6
autres vins de distillation	(0,1 %)	- 13,0	- 4,6	- 17,0
vins de table et de pays	(10,6 %)	- 4,1	+ 13,9	+ 9,2

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2009.

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulateurs (activité secondaire).

La valeur de la production de **vins** est en légère baisse en 2010 après trois années de hausse.

La production diminue en **volume** en 2010 (- 5,8 %) après s'être redressée en 2009. La récolte 2010 est en effet inférieure de 3 % à celle de 2009 et de 7 % à la moyenne quinquennale. C'est une des plus petites récoltes de la décennie. Les volumes de vins de champagne sont en très net repli pour la deuxième année consécutive. La production diminue pour toutes les catégories de vins, excepté les vins pour eaux-de-vie incluant le cognac et l'armagnac. Depuis la fin du printemps 2010, le potentiel de production a été affecté par des incidents sanitaires et climatiques ; l'alternance de périodes fraîches et humides d'une part et chaudes d'autre part a entraîné la recrudescence de maladies comme le mildiou, et la sécheresse estivale dans le Sud a réduit la récolte sans toutefois altérer la qualité.

Le **prix** de la production des vins se redresse en 2010 (+ 4,6 %) en raison des faibles disponibilités. Les vins de table et de pays se renchérissent fortement. Le redressement est modéré pour le champagne, mais il est plus accentué pour les autres vins d'appellation. Les exportations de vins reprennent nettement en 2010, en particulier pour le champagne, après une année 2009 marquée par la crise économique. La plupart des

marchés augmentent leurs achats, notamment les Etats-Unis et surtout l'Asie ; ainsi, en 2010, la Chine devient la première destination des vins de Bordeaux à l'exportation.

5. Le bétail

Évolution 2010/2009 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	+ 1,2	+ 1,5	+ 2,7
dont : gros bovins (50,5 %)*	+ 2,1	+ 2,0	+ 4,1
veaux (13,4 %)*	+ 2,4	+ 3,3	+ 5,8
porcins (29,1 %)*	+ 0,2	- 0,8	- 0,7
ovins-caprins (6,5 %)*	- 2,0	+ 0,7	- 1,4
Subventions sur les produits	+ 1,9	- 25,7	- 24,3
Ensemble au prix de base	+ 1,3	- 1,3	0,0

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2009. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** se redresse en 2010 (+ 4,1 %).

Le volume de la production de gros bovins progresse de 2,1 % en 2010. Les abattages augmentent pour toutes les catégories, notamment pour les bovins mâles et pour les génisses dont les effectifs avaient beaucoup augmenté suite à la restriction des exportations vers l'Italie en 2008 liée à la fièvre catarrhale. Le déficit fourrager dû à la sécheresse et la flambée des cours des aliments ont de plus entraîné des mises à la réforme anticipées de génisses. Les exportations de bovins mâles vivants ont très nettement augmenté en 2010 par rapport à 2009.

Le nombre de vaches laitières continue à diminuer du fait de la forte décapitalisation observée pendant l'hiver 2009-2010 suite aux tensions sur le prix du lait en 2009. L'effectif de vaches allaitantes augmente légèrement. Le nombre de génisses et de taurillons se réduit encore ; il avait déjà diminué en 2009 en raison de la réouverture de la frontière italienne aux exportations de brouillards français. Le nombre de bovins de plus de deux ans reste stable. Globalement, le cheptel bovin se replie de 1 %.

Les cours des gros bovins s'accroissent de 2 % en 2010. Après être restés stables jusqu'en septembre, ils ont sensiblement augmenté en fin d'année. Le prix des jeunes bovins est stable, mais les prix des autres bovins sont en hausse, et en particulier celui des vaches. La consommation de viande bovine s'accroît en 2010.

Les subventions sur les produits se réduisent nettement pour les bovins avec le découplage partiel de la prime aux vaches allaitantes. La valeur de la production au prix de base décroît de 0,8 %.

Hors subventions sur les produits, la production des **veaux** de boucherie augmente de 5,8 % en valeur. Les abattages sont en légère hausse et les effectifs continuent à se replier. Le volume de production progresse de 2,4 %. Après avoir reculé en 2009, le prix hors subventions se redresse en 2010 (+ 3,3 %) en raison d'une offre maîtrisée et bien adaptée à la demande.

La prime à l'abattage des veaux disparaît. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 0,3 %.

La valeur de la production de **porcins** diminue légèrement en 2010 (- 0,7 %) après une chute en 2009. Le volume de production est quasi-stable (+ 0,2 %). Les abattages se stabilisent. Les exportations de viande porcine progressent en raison d'une demande importante des pays tiers, notamment de la Russie. Les effectifs se replient pour les porcs à l'engraissement comme pour les truies en lien avec la baisse d'effectifs de jeunes porcs en 2009. Le prix du porc recule légèrement (- 0,8 %) ; il continue à se situer à un niveau

bas, après sa forte diminution en 2009. La concurrence étrangère est présente, notamment venant de l'Allemagne. La consommation de viande porcine est stable : les achats de viande fraîche de porc diminuent tandis que les achats de jambon et charcuterie se développent.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** se replie en 2010 (- 1,4 %), la légère hausse des prix ne compensant pas la baisse des volumes. En effet, le volume de production décroît pour la sixième année consécutive (- 2 % par rapport à 2009). Les abattages sont en légère hausse pour les agneaux, mais continuent à diminuer pour les ovins de réforme ; la recapitalisation est favorisée par des cours de l'agneau élevés. Les abattages de chevreaux sont en hausse. Les échanges extérieurs d'animaux vivants se replient. Les importations de viande ovine diminuent nettement. Le prix à la production reste ferme en moyenne annuelle en lien avec la baisse des importations de viande. La demande n'est pas très dynamique, mais l'offre reste limitée.

Les subventions augmentent de 80,8 %. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 6,6 %.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions augmente (+ 2,7 %) sous l'effet conjugué de la hausse des volumes et des prix. Les subventions sur les produits sont réduites de 24,3 % et la valeur de la production de bétail au prix de base se stabilise après une baisse de 7,5 % en 2009.

6. Les produits avicoles

Évolution 2010/2009 de la production

En %

		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble		+ 2,8	- 4,6	- 1,9
dont : volailles	(72,5 %)*	+ 2,1	- 0,4	+ 1,7
œufs	(27,5 %)*	+ 4,7	- 15,3	- 11,4

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2009.

Pour les **volailles**, la valeur de la production augmente en 2010 (+ 1,7 %) après une chute en 2009 qui suivait deux années consécutives de forte hausse. Le volume de production est en progression. Les abattages de poulets augmentent sensiblement ; la consommation de cette viande continue sa progression dans un contexte de crise peu favorable à la consommation de viandes plus chères. Les abattages de canards s'accroissent aussi tandis que ceux de dindes poursuivent leur déclin. Les prix reculent légèrement en 2010 (- 0,4 %) après avoir chuté en 2009, car cette filière est fortement intégrée et les coûts de production se sont réduits.

Pour les **œufs**, la valeur de la production recule fortement en 2010 (- 11,4 %). Le volume de production se redresse en raison de la hausse des mises en place de poulettes pour la ponte en 2009 et au premier semestre 2010. En effet, les prix, qui avaient sensiblement augmenté en 2009, ont incité les éleveurs à développer leur offre. Ainsi les disponibilités progressent fortement dans tous les pays d'Europe. Cette progression de l'offre a fait chuter les prix, qui sont inférieurs de 15,3 % à ceux de 2009. Les mises en place de poulettes de ponte sont en baisse au quatrième trimestre 2010, probablement en raison de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2012 de la directive sur la mise aux normes bien-être des cages aménagées pour les poules pondeuses.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2010/2009 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	+ 2,1	+ 6,9	+ 9,1
dont :			
lait et produits laitiers** (92,1 %)*	+ 2,3	+ 7,4	+ 9,8
Subventions sur les produits	n.s.	n.s.	n.s.
Ensemble au prix de base	+ 2,1	+ 6,9	+ 9,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2009.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production des autres produits animaux s'accroît fortement (+ 9,1 %) après une chute en 2009.

La collecte laitière se redresse en 2010, après avoir atteint un niveau très bas en 2009. Après un démarrage progressif en début de campagne, la collecte de lait de vache s'accélère peu à peu et retrouve des niveaux conformes à la moyenne des années précédentes. Ceci peut être dû à la hausse du prix du lait en 2010 accompagnée d'une baisse des coûts de production sur le premier semestre. Incités par un prix du lait attractif, les éleveurs peuvent accroître leur production en distribuant davantage d'aliments composés. Les collectes de lait de brebis et de lait de chèvre progressent fortement depuis le début de l'année. Ainsi, le volume de production augmente de 2,3 %.

Le prix à la production (hors subventions) du lait (toutes catégories confondues), qui s'était replié au deuxième semestre 2008 et en 2009, se redresse depuis le début de l'année 2010 en raison d'une demande soutenue sur le secteur laitier et d'un niveau de stocks faible en beurre et poudre de lait. Ainsi, le prix de la production augmente de 7,4 % en 2010.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers s'accroît de 9,8 %, après une baisse (- 19,2 %) en 2009.

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE DE 2008 À 2010

Compte 2008 définitif

Compte 2009 semi-définitif

Compte 2010 provisoire

Évolutions moyennes sur les cinq dernières années

Tableau 1 – Production hors subventions

Tableau 2 – Subventions sur les produits

Tableau 3 – Production au prix de base

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

Tableau 5 – Le compte de production

Tableau 6 – Le compte d'exploitation

Tableau 7 – Le compte de revenu d'entreprise

Tableau 8 – Les indicateurs de revenu

Tableau 9 – Les indicateurs de revenu en termes réels

Compte de la branche agriculture en 2008 (version définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Blé dur.....	574,2	105,9	607,8	75,7	460,1	80,1
Blé tendre.....	5 817,1	119,9	6 974,5	76,6	5 341,6	91,8
Maïs.....	2 714,3	110,9	3 011,5	65,5	1 973,5	72,7
Orge.....	1 561,7	128,6	2 008,0	88,9	1 785,3	114,3
Autres céréales.....	411,3	117,0	481,3	80,6	387,7	94,3
CEREALES.....	11 078,6	118,1	13 083,1	76,0	9 948,2	89,8
Oléagineux.....	2 057,1	105,4	2 168,2	97,7	2 118,4	103,0
Protéagineux.....	179,4	92,9	166,7	81,9	136,6	76,1
Tabac.....	15,5	103,2	16,0	123,1	19,7	127,1
Betteraves industrielles.....	846,0	92,8	785,1	96,6	758,7	89,7
Autres plantes industrielles.....	329,2	109,8	361,6	115,3	417,0	126,7
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 427,2	102,1	3 497,6	98,7	3 450,4	100,7
Maïs fourrage.....	781,1	102,7	801,8	112,4	901,6	115,4
Autres fourrages.....	3 886,5	98,3	3 821,6	116,5	4 451,8	114,5
PLANTES FOURRAGERES.....	4 667,6	99,1	4 623,4	115,8	5 353,4	114,7
Légumes frais.....	3 090,9	101,3	3 130,2	100,5	3 146,8	101,8
Plantes et fleurs.....	2 117,8	102,1	2 161,9	103,1	2 229,2	105,3
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 208,7	101,6	5 292,1	101,6	5 376,0	103,2
POMMES DE TERRE.....	1 222,6	95,3	1 165,6	107,3	1 250,3	102,3
FRUITS.....	2 789,9	93,3	2 603,1	106,3	2 767,0	99,2
Vins de champagne.....	2 831,9	100,4	2 843,2	105,0	2 984,3	105,4
dont vins calmes.....	2 022,8	100,1	2 023,9	105,9	2 143,7	106,0
dont champagne.....	809,1	101,3	819,3	102,6	840,6	103,9
Autres vins d'appellation.....	5 133,8	90,6	4 652,9	105,3	4 901,4	95,5
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 965,7	94,1	7 496,1	105,2	7 885,7	99,0
Vins pour eaux de vie AOC.....	628,3	104,0	653,5	103,9	678,8	108,0
dont vins de distillation.....	96,8	105,1	101,7	109,7	111,6	115,3
dont cognac.....	531,5	103,8	551,8	102,8	567,2	106,7
Autres vins de distillation.....	18,4	33,2	6,1	155,7	9,5	51,6
Vins de table et de pays.....	990,1	87,4	865,5	105,1	909,8	91,9
AUTRES VINS.....	1 636,8	93,2	1 525,1	104,8	1 598,1	97,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	37 997,1	103,4	39 286,1	95,8	37 629,1	99,0
Gros bovins.....	5 489,4	96,5	5 299,8	102,6	5 438,4	99,1
Veaux.....	1 444,0	104,2	1 504,0	95,2	1 431,2	99,1
Ovins-caprins.....	644,8	96,7	623,5	104,3	650,0	100,8
Equidés.....	94,7	49,4	46,8	90,8	42,5	44,9
Porcins.....	2 831,6	100,1	2 835,1	111,4	3 157,5	111,5
BETAIL.....	10 504,5	98,1	10 309,2	104,0	10 719,6	102,0
Volailles.....	2 957,5	100,8	2 980,8	113,8	3 393,4	114,7
Œufs.....	1 066,2	99,5	1 060,5	104,8	1 111,2	104,2
PRODUITS AVICOLES.....	4 023,7	100,4	4 041,3	111,5	4 504,6	112,0
Lait et produits laitiers.....	7 671,0	103,1	7 910,3	115,7	9 150,4	119,3
dont lait.....	7 389,0	103,3	7 631,0	115,7	8 830,8	119,5
dont produits laitiers.....	282,0	99,0	279,3	114,4	319,6	113,3
Autres produits de l'élevage.....	670,0	93,8	628,2	104,1	654,1	97,6
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 341,0	102,4	8 538,5	114,8	9 804,5	117,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 869,2	100,1	22 889,0	109,3	25 028,7	109,4
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	60 866,3	102,2	62 175,1	100,8	62 657,8	102,9
Activités principales de travaux agricoles.....	3 222,5	103,1	3 320,8	102,6	3 407,3	105,7
Activités secondaires de services.....	182,5	95,9	175,0	102,6	179,5	98,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 405,0	102,7	3 495,8	102,6	3 586,8	105,3
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	64 271,3	102,2	65 670,9	100,9	66 244,6	103,1
dont production des activités secondaires.....	1 805,1	101,1	1 825,4	104,5	1 906,9	105,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2008 (version définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Blé dur.....	59,0	105,9	62,5	90,1	56,3	95,4
Blé tendre.....	398,9	119,9	478,3	87,4	417,8	104,7
Maïs.....	126,3	111,0	140,2	99,0	138,8	109,9
Orge.....	140,2	128,6	180,3	81,4	146,8	104,7
Autres céréales.....	51,2	118,4	60,6	86,6	52,5	102,5
CEREALES.....	775,6	118,9	921,9	88,1	812,2	104,7
Oléagineux.....	203,0	105,3	213,7	86,8	185,5	91,4
Protéagineux.....	30,0	92,7	27,8	76,6	21,3	71,0
Tabac.....	43,9	103,2	45,3	95,8	43,4	98,9
Betteraves industrielles.....	0,5	100,0	0,5	100,0	0,5	
Autres plantes industrielles.....	63,8	99,1	63,2	104,0	65,7	103,0
PLANTES INDUSTRIELLES.....	341,2	102,7	350,5	90,3	316,4	92,7
Maïs fourrage.....	115,5	102,7	118,6	97,0	115,0	99,6
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	115,5	102,7	118,6	97,0	115,0	99,6
Légumes frais.....	4,2	100,0	4,2	131,0	5,5	131,0
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	4,2	100,0	4,2	131,0	5,5	131,0
POMMES DE TERRE.....	19,2	92,2	17,7	90,4	16,0	83,3
FRUITS.....	133,8	117,6	157,4	112,2	176,6	132,0
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1389,5	113,0	1570,3	91,8	1441,7	103,8
Gros bovins.....	970,0	96,4	935,0	104,1	972,9	100,3
Veaux.....	71,2	104,2	74,2	101,8	75,5	106,0
Ovins-caprins.....	74,6	96,6	72,1	113,3	81,7	109,5
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1 115,8	96,9	1 081,3	104,5	1 130,1	101,3
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	100,0	1,6	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,5	96,0	2,4	125,0	3,0	120,0
dont lait.....	2,5	96,0	2,4	125,0	3,0	120,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,5	96,0	2,4	125,0	3,0	120,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1119,9	96,9	1085,3	104,6	1134,7	101,3
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2509,4	105,8	2655,6	97,0	2576,4	102,7
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2509,4	105,8	2655,6	97,0	2576,4	102,7
dont production des activités secondaires.....	59,0	105,9	62,5	90,1	56,3	95,4

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2008 (version définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Blé dur.....	633,2	105,9	670,3	77,0	516,4	81,6
Blé tendre.....	6 216,0	119,9	7 452,8	77,3	5 759,4	92,7
Maïs.....	2 840,6	111,0	3 151,7	67,0	2 112,3	74,4
Orge.....	1 701,9	128,6	2 188,3	88,3	1 932,1	113,5
Autres céréales.....	462,5	117,2	541,9	81,2	440,2	95,2
CEREALES.....	11 854,2	118,1	14 005,0	76,8	10 760,4	90,8
Oléagineux.....	2 260,1	105,4	2 381,9	96,7	2 303,9	101,9
Protéagineux.....	209,4	92,9	194,5	81,2	157,9	75,4
Tabac.....	59,4	103,2	61,3	102,9	63,1	106,2
Betteraves industrielles.....	846,5	92,8	785,6	96,6	759,2	89,7
Autres plantes industrielles.....	393,0	108,1	424,8	113,6	482,7	122,8
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 768,4	102,1	3 848,1	97,9	3 766,8	100,0
Maïs fourrage.....	896,6	102,7	920,4	110,5	1 016,6	113,4
Autres fourrages.....	3 886,5	98,3	3 821,6	116,5	4 451,8	114,5
PLANTES FOURRAGERES.....	4 783,1	99,1	4 742,0	115,3	5 468,4	114,3
Légumes frais.....	3 095,1	101,3	3 134,4	100,6	3 152,3	101,8
Plantes et fleurs.....	2 117,8	102,1	2 161,9	103,1	2 229,2	105,3
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 212,9	101,6	5 296,3	101,6	5 381,5	103,2
POMMES DE TERRE.....	1 241,8	95,3	1 183,3	107,0	1 266,3	102,0
FRUITS.....	2 923,7	94,4	2 760,5	106,6	2 943,6	100,7
Vins de champagne.....	2 831,9	100,4	2 843,2	105,0	2 984,3	105,4
dont vins calmes.....	2 022,8	100,1	2 023,9	105,9	2 143,7	106,0
dont champagne.....	809,1	101,3	819,3	102,6	840,6	103,9
Autres vins d'appellation.....	5 133,8	90,6	4 652,9	105,3	4 901,4	95,5
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 965,7	94,1	7 496,1	105,2	7 885,7	99,0
Vins pour eaux de vie AOC.....	628,3	104,0	653,5	103,9	678,8	108,0
dont vins de distillation.....	96,8	105,1	101,7	109,7	111,6	115,3
dont cognac.....	531,5	103,8	551,8	102,8	567,2	106,7
Autres vins de distillation.....	18,4	33,2	6,1	155,7	9,5	51,6
Vins de table et de pays.....	990,1	87,4	865,5	105,1	909,8	91,9
AUTRES VINS.....	1 636,8	93,2	1 525,1	104,8	1 598,1	97,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	39 386,6	103,7	40 856,4	95,6	39 070,8	99,2
Gros bovins.....	6 459,4	96,5	6 234,8	102,8	6 411,3	99,3
Veaux.....	1 515,2	104,2	1 578,2	95,5	1 506,7	99,4
Ovins-caprins.....	719,4	96,7	695,6	105,2	731,7	101,7
Equidés.....	94,7	49,4	46,8	90,8	42,5	44,9
Porcins.....	2 831,6	100,1	2 835,1	111,4	3 157,5	111,5
BETAIL.....	11 620,3	98,0	11 390,5	104,0	11 849,7	102,0
Volailles.....	2 959,1	100,8	2 982,4	113,8	3 395,0	114,7
Œufs.....	1 066,2	99,5	1 060,5	104,8	1 111,2	104,2
PRODUITS AVICOLES.....	4 025,3	100,4	4 042,9	111,5	4 506,2	111,9
Lait et produits laitiers.....	7 673,5	103,1	7 912,7	115,7	9 153,4	119,3
dont lait.....	7 391,5	103,3	7 633,4	115,7	8 833,8	119,5
dont produits laitiers.....	282,0	99,0	279,3	114,4	319,6	113,3
Autres produits de l'élevage.....	670,0	93,8	628,2	104,1	654,1	97,6
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 343,5	102,4	8 540,9	114,8	9 807,5	117,5
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 989,1	99,9	23 974,3	109,1	26 163,4	109,1
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	63 375,7	102,3	64 830,7	100,6	65 234,2	102,9
Activités principales de travaux agricoles.....	3 222,5	103,1	3 320,8	102,6	3 407,3	105,7
Activités secondaires de services.....	182,5	95,9	175,0	102,6	179,5	98,4
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 405,0	102,7	3 495,8	102,6	3 586,8	105,3
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	66 780,7	102,3	68 326,5	100,7	68 821,0	103,1
dont production des activités secondaires.....	1 805,1	101,1	1 825,4	104,5	1 906,9	105,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2008 (version définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de volume	Volume 2008	Indice de prix	Valeur 2008	Indice de valeur
Semences et plants	2 005,4	104,4	2 092,9	104,4	2 186,0	109,0
Energie et lubrifiants	3 033,1	99,3	3 012,3	119,5	3 600,5	118,7
Engrais et amendements	3 368,7	100,5	3 386,3	125,8	4 260,9	126,5
Produits de protection des cultures	2 747,3	109,2	3 001,2	102,3	3 070,5	111,8
Dépenses vétérinaires	1 360,4	109,6	1 491,6	105,1	1 567,8	115,2
Aliments pour animaux	13 423,0	102,1	13 703,1	111,5	15 276,6	113,8
<i>dont : intraconsommés</i>	5 955,2	103,4	6 158,0	107,9	6 646,0	111,6
<i> achetés en dehors de la branche</i>	7 467,8	101,0	7 545,1	114,4	8 630,5	115,6
Entretien du matériel	2 482,1	101,8	2 527,2	105,5	2 665,7	107,4
Entretien des bâtiments	290,6	94,9	275,9	104,5	288,3	99,2
Services de travaux agricoles	3 222,5	103,1	3 320,8	102,6	3 407,2	105,7
Autres biens et services	5 837,6	99,6	5 814,9	98,7	5 736,7	98,3
<i>dont : SIFIM</i>	555,0	98,4	546,0	58,5	319,2	57,5
Total	37 770,7	102,3	38 626,2	108,9	42 060,1	111,4

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de valeur	Valeur 2008
Production	66 780,7	103,1	68 821,0
(-) Consommations intermédiaires	37 770,7	111,4	42 060,1
(=) Valeur ajoutée brute	29 010,0	92,2	26 760,9
(-) Consommation de capital fixe	9 821,2	109,7	10 771,5
(=) Valeur ajoutée nette	19 188,8	83,3	15 989,4

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de valeur	Valeur 2008
Valeur ajoutée nette	19 188,8	83,3	15 989,4
(+) Subventions d'exploitation	7 305,6	100,3	7 328,7
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	225,1	72,5	163,2
(-) Autres impôts sur la production	1 374,9	106,2	1 459,7
Impôts fonciers	869,5	104,1	905,2
Autres	505,4	109,7	554,5
(=) Résultat agricole net	25 119,5	87,0	21 858,4
(-) Rémunération des salariés	6 518,2	104,2	6 789,1
Salaires	5 275,7	104,7	5 524,4
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 242,5	101,8	1 264,7
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 601,3	81,0	15 069,3

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2007	Indice de valeur	Valeur 2008
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 601,3	81,0	15 069,3
(-) Intérêts ¹	1 437,3	118,2	1 698,8
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 771,2	104,8	1 855,4
(-) Charges locatives nettes ²	2 051,4	105,4	2 161,6
(=) Revenu net d'entreprise agricole	15 112,6	74,2	11 207,6

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2008 / 2007
Résultat agricole net	-13,0
par actif	-11,5
Revenu net d'entreprise agricole	-25,8
par actif non salarié	-23,7
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-1,7
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,8

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2008 / 2007
Résultat agricole net	-15,1
par actif	-13,7
Revenu net d'entreprise agricole	-27,6
par actif non salarié	-25,5
<i>Evolution du prix du PIB</i>	2,5

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2009 (version semi-définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Blé dur.....	460,1	98,0	450,9	70,8	319,4	69,4
Blé tendre.....	5 341,6	98,2	5 244,1	74,6	3 914,7	73,3
Maïs.....	1 973,5	99,7	1 967,6	99,4	1 954,9	99,1
Orge.....	1 785,3	105,8	1 888,2	62,7	1 183,4	66,3
Autres céréales.....	387,7	114,4	443,4	69,5	308,2	79,5
CEREALES.....	9 948,2	100,5	9 994,2	76,9	7 680,6	77,2
Oléagineux.....	2 118,4	116,7	2 472,0	77,8	1 923,8	90,8
Protéagineux.....	136,6	128,0	174,8	78,7	137,5	100,7
Tabac.....	19,7	109,1	21,5	115,8	24,9	126,4
Betteraves industrielles.....	758,7	113,1	858,4	98,9	848,7	111,9
Autres plantes industrielles.....	417,0	100,1	417,5	99,2	414,1	99,3
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 450,4	114,3	3 944,2	84,9	3 349,0	97,1
Maïs fourrage.....	901,6	103,8	935,5	106,7	998,6	110,8
Autres fourrages.....	4 451,8	87,2	3 880,3	122,0	4 734,8	106,4
PLANTES FOURRAGERES.....	5 353,4	90,0	4 815,8	119,1	5 733,4	107,1
Légumes frais.....	3 146,8	98,9	3 111,0	96,7	3 009,7	95,6
Plantes et fleurs.....	2 229,2	99,8	2 225,0	101,9	2 267,0	101,7
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 376,0	99,3	5 336,0	98,9	5 276,7	98,2
POMMES DE TERRE.....	1 250,3	106,8	1 335,0	85,5	1 141,2	91,3
FRUITS.....	2 767,0	116,7	3 229,4	81,4	2 629,0	95,0
Vins de champagne.....	2 984,3	87,6	2 614,5	98,8	2 582,0	86,5
dont vins calmes.....	2 143,7	84,6	1 813,0	97,5	1 767,7	82,5
dont champagne.....	840,6	95,3	801,5	101,6	814,3	96,9
Autres vins d'appellation.....	4 901,4	111,4	5 462,3	96,1	5 250,8	107,1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 885,7	102,4	8 076,8	97,0	7 832,8	99,3
Vins pour eaux de vie AOC.....	678,8	110,5	750,4	92,8	696,0	102,5
dont vins de distillation.....	111,6	94,3	105,2	93,5	98,4	88,2
dont cognac.....	567,2	113,8	645,2	92,6	597,6	105,4
Autres vins de distillation.....	9,5	83,2	7,9	126,6	10,0	105,3
Vins de table et de pays.....	909,8	112,1	1 019,9	99,0	1 009,8	111,0
AUTRES VINS.....	1 598,1	111,3	1 778,2	96,5	1 715,8	107,4
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	37 629,1	102,3	38 509,6	91,8	35 358,5	94,0
Gros bovins.....	5 438,4	95,7	5 204,9	95,7	4 983,3	91,6
Veaux.....	1 431,2	94,9	1 358,0	97,7	1 326,2	92,7
Ovins-caprins.....	650,0	96,1	624,9	102,7	641,9	98,8
Equidés.....	42,5	173,4	73,7	59,3	43,7	102,8
Porcins.....	3 157,5	98,6	3 114,1	92,3	2 873,5	91,0
BETAIL.....	10 719,6	96,8	10 375,6	95,1	9 868,6	92,1
Volailles.....	3 393,4	97,4	3 303,6	91,8	3 033,1	89,4
Œufs.....	1 111,2	99,1	1 100,7	104,7	1 152,4	103,7
PRODUITS AVICOLES.....	4 504,6	97,8	4 404,3	95,0	4 185,5	92,9
Lait et produits laitiers.....	9 150,4	97,3	8 905,8	83,0	7 389,6	80,8
dont lait.....	8 830,8	97,2	8 581,5	82,6	7 090,9	80,3
dont produits laitiers.....	319,6	101,5	324,3	92,1	298,7	93,5
Autres produits de l'élevage.....	654,1	96,9	634,0	100,2	635,2	97,1
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 804,5	97,3	9 539,8	84,1	8 024,8	81,8
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	25 028,7	97,2	24 319,7	90,8	22 078,9	88,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	62 657,8	100,3	62 829,3	91,4	57 437,4	91,7
Activités principales de travaux agricoles.....	3 407,3	99,7	3 396,6	102,5	3 480,6	102,2
Activités secondaires de services.....	179,5	101,6	182,3	103,0	187,7	104,6
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 586,8	99,8	3 578,9	102,5	3 668,3	102,3
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	66 244,6	100,2	66 408,2	92,0	61 105,7	92,2
dont production des activités secondaires.....	1 906,9	102,4	1 953,3	97,2	1 898,3	99,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2009 (version semi-définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Blé dur.....	56,3	98,0	55,2	94,6	52,2	92,7
Blé tendre.....	417,8	98,2	410,1	87,8	359,9	86,1
Maïs.....	138,8	99,7	138,4	91,2	126,2	90,9
Orge.....	146,8	105,8	155,3	91,1	141,5	96,4
Autres céréales.....	52,5	115,8	60,8	86,8	52,8	100,6
CEREALES.....	812,2	100,9	819,8	89,4	732,6	90,2
Oléagineux.....	185,5	115,8	214,8	90,8	195,1	105,2
Protéagineux.....	21,3	128,2	27,3	94,5	25,8	121,1
Tabac.....	43,4	109,0	47,3	89,9	42,5	97,9
Betteraves industrielles.....	0,5	120,0	0,6	83,3	0,5	
Autres plantes industrielles.....	65,7	102,0	67,0	139,4	93,4	142,2
PLANTES INDUSTRIELLES.....	316,4	112,8	357,0	100,1	357,3	112,9
Maïs fourrage.....	115,0	103,7	119,3	90,9	108,5	94,3
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	115,0	103,7	119,3	90,9	108,5	94,3
Légumes frais.....	5,5	100,0	5,5	149,1	8,2	149,1
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5,5	100,0	5,5	149,1	8,2	149,1
POMMES DE TERRE.....	16,0	101,9	16,3	98,2	16,0	100,0
FRUITS.....	176,6	77,3	136,6	127,4	174,0	98,5
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1441,7	100,9	1454,5	96,0	1396,6	96,9
Gros bovins.....	972,9	95,8	931,7	102,6	956,2	98,3
Veaux.....	75,5	94,8	71,6	99,9	71,5	94,7
Ovins-caprins.....	81,7	96,2	78,6	87,4	68,7	84,1
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1 130,1	95,7	1 081,9	101,3	1 096,4	97,0
Volailles.....	1,6	100,0	1,6	200,0	3,2	200,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	1,6	100,0	1,6	200,0	3,2	200,0
Lait et produits laitiers.....	3,0	90,0	2,7	111,1	3,0	100,0
dont lait.....	3,0	90,0	2,7	111,1	3,0	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	3,0	90,0	2,7	111,1	3,0	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1134,7	95,7	1086,2	101,5	1102,6	97,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2576,4	98,6	2540,7	98,4	2499,2	97,0
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2576,4	98,6	2540,7	98,4	2499,2	97,0
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2009 (version semi-définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Blé dur.....	516,4	98,0	506,1	73,4	371,6	72,0
Blé tendre.....	5 759,4	98,2	5 654,2	75,6	4 274,6	74,2
Maïs.....	2 112,3	99,7	2 106,0	98,8	2 081,1	98,5
Orge.....	1 932,1	105,8	2 043,5	64,8	1 324,9	68,6
Autres céréales.....	440,2	114,5	504,2	71,6	361,0	82,0
CEREALES.....	10 760,4	100,5	10 814,0	77,8	8 413,2	78,2
Oléagineux.....	2 303,9	116,6	2 686,8	78,9	2 118,9	92,0
Protéagineux.....	157,9	128,0	202,1	80,8	163,3	103,4
Tabac.....	63,1	109,0	68,8	98,0	67,4	106,8
Betteraves industrielles.....	759,2	113,1	859,0	98,9	849,2	111,9
Autres plantes industrielles.....	482,7	100,4	484,5	104,7	507,5	105,1
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 766,8	114,2	4 301,2	86,2	3 706,3	98,4
Maïs fourrage.....	1 016,6	103,8	1 054,8	105,0	1 107,1	108,9
Autres fourrages.....	4 451,8	87,2	3 880,3	122,0	4 734,8	106,4
PLANTES FOURRAGERES.....	5 468,4	90,2	4 935,1	118,4	5 841,9	106,8
Légumes frais.....	3 152,3	98,9	3 116,5	96,8	3 017,9	95,7
Plantes et fleurs.....	2 229,2	99,8	2 225,0	101,9	2 267,0	101,7
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 381,5	99,3	5 341,5	98,9	5 284,9	98,2
POMMES DE TERRE.....	1 266,3	106,7	1 351,3	85,6	1 157,2	91,4
FRUITS.....	2 943,6	114,3	3 366,0	83,3	2 803,0	95,2
Vins de champagne.....	2 984,3	87,6	2 614,5	98,8	2 582,0	86,5
dont vins calmes.....	2 143,7	84,6	1 813,0	97,5	1 767,7	82,5
dont champagne.....	840,6	95,3	801,5	101,6	814,3	96,9
Autres vins d'appellation.....	4 901,4	111,4	5 462,3	96,1	5 250,8	107,1
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 885,7	102,4	8 076,8	97,0	7 832,8	99,3
Vins pour eaux de vie AOC.....	678,8	110,5	750,4	92,8	696,0	102,5
dont vins de distillation.....	111,6	94,3	105,2	93,5	98,4	88,2
dont cognac.....	567,2	113,8	645,2	92,6	597,6	105,4
Autres vins de distillation.....	9,5	83,2	7,9	126,6	10,0	105,3
Vins de table et de pays.....	909,8	112,1	1 019,9	99,0	1 009,8	111,0
AUTRES VINS.....	1 598,1	111,3	1 778,2	96,5	1 715,8	107,4
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	39 070,8	102,3	39 964,1	92,0	36 755,1	94,1
Gros bovins.....	6 411,3	95,7	6 136,6	96,8	5 939,5	92,6
Veaux.....	1 506,7	94,9	1 429,6	97,8	1 397,7	92,8
Ovins-caprins.....	731,7	96,1	703,5	101,0	710,6	97,1
Equidés.....	42,5	173,4	73,7	59,3	43,7	102,8
Porcins.....	3 157,5	98,6	3 114,1	92,3	2 873,5	91,0
BETAIL.....	11 849,7	96,7	11 457,5	95,7	10 965,0	92,5
Volailles.....	3 395,0	97,4	3 305,2	91,9	3 036,3	89,4
Œufs.....	1 111,2	99,1	1 100,7	104,7	1 152,4	103,7
PRODUITS AVICOLES.....	4 506,2	97,8	4 405,9	95,1	4 188,7	93,0
Lait et produits laitiers.....	9 153,4	97,3	8 908,5	83,0	7 392,6	80,8
dont lait.....	8 833,8	97,2	8 584,2	82,6	7 093,9	80,3
dont produits laitiers.....	319,6	101,5	324,3	92,1	298,7	93,5
Autres produits de l'élevage.....	654,1	96,9	634,0	100,2	635,2	97,1
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 807,5	97,3	9 542,5	84,1	8 027,8	81,9
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	26 163,4	97,1	25 405,9	91,2	23 181,5	88,6
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	65 234,2	100,2	65 370,0	91,7	59 936,6	91,9
Activités principales de travaux agricoles.....	3 407,3	99,7	3 396,6	102,5	3 480,6	102,2
Activités secondaires de services.....	179,5	101,6	182,3	103,0	187,7	104,6
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 586,8	99,8	3 578,9	102,5	3 668,3	102,3
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	68 821,0	100,2	68 948,9	92,2	63 604,9	92,4
dont production des activités secondaires.....	1 906,9	102,4	1 953,3	97,2	1 898,3	99,5

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2009 (version semi-définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de volume	Volume 2009	Indice de prix	Valeur 2009	Indice de valeur
Semences et plants	2 186,0	96,5	2 108,5	101,1	2 131,6	97,5
Energie et lubrifiants	3 600,5	99,7	3 589,0	78,1	2 804,7	77,9
Engrais et amendements	4 260,9	77,4	3 297,8	139,7	4 606,3	108,1
Produits de protection des cultures	3 070,5	96,0	2 946,4	104,1	3 068,4	99,9
Dépenses vétérinaires	1 567,8	103,3	1 618,8	102,2	1 654,7	105,5
Aliments pour animaux	15 276,6	94,0	14 354,8	96,8	13 897,8	91,0
dont : intraconsommés	6 646,0	93,8	6 235,2	108,5	6 762,8	101,8
achetés en dehors de la branche	8 630,5	94,1	8 119,6	87,9	7 135,0	82,7
Entretien du matériel	2 665,7	96,5	2 572,0	103,8	2 669,6	100,1
Entretien des bâtiments	288,3	101,7	293,3	101,2	296,9	103,0
Services de travaux agricoles	3 407,2	99,7	3 396,7	102,5	3 480,6	102,2
Autres biens et services	5 736,7	101,6	5 829,9	111,1	6 479,2	112,9
dont : SIFIM	319,2	99,6	318,0	272,4	866,2	271,4
Total	42 060,1	95,1	40 007,2	102,7	41 089,7	97,7

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de valeur	Valeur 2009
Production	68 821,0	92,4	63 604,9
(-) Consommations intermédiaires	42 060,1	97,7	41 089,7
(=) Valeur ajoutée brute	26 760,9	84,1	22 515,2
(-) Consommation de capital fixe	10 771,5	100,8	10 860,1
(=) Valeur ajoutée nette	15 989,4	72,9	11 655,1

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de valeur	Valeur 2009
Valeur ajoutée nette	15 989,4	72,9	11 655,1
(+) Subventions d'exploitation	7 328,7	98,7	7 233,3
dont : bonifications d'intérêts	163,2	60,2	98,3
(-) Autres impôts sur la production	1 459,7	100,2	1 462,9
Impôts fonciers	905,2	103,3	935,2
Autres	554,5	95,2	527,7
(=) Résultat agricole net	21 858,4	79,7	17 425,5
(-) Rémunération des salariés	6 789,1	103,4	7 017,3
Salaires	5 524,4	103,0	5 689,6
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 264,7	105,0	1 327,7
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	15 069,3	69,1	10 408,2

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2008	Indice de valeur	Valeur 2009
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	15 069,3	69,1	10 408,2
(-) Intérêts ¹	1 698,8	70,4	1 196,2
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 855,4	105,9	1 964,1
(-) Charges locatives nettes ²	2 161,6	104,1	2 250,8
(=) Revenu net d'entreprise agricole	11 207,6	62,1	6 960,4

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2009 / 2008
Résultat agricole net	-20,3
par actif	-18,8
Revenu net d'entreprise agricole	-37,9
par actif non salarié	-36,3
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-1,8
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,5

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2009 / 2008
Résultat agricole net	-20,7
par actif	-19,2
Revenu net d'entreprise agricole	-38,2
par actif non salarié	-36,6
Evolution du prix du PIB	0,5

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version provisoire)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	319,4	118,1	377,1	114,8	432,9	135,5
Blé tendre.....	3 914,7	98,3	3 849,2	149,1	5 740,0	146,6
Maïs.....	1 954,9	87,0	1 701,6	154,2	2 623,2	134,2
Orge.....	1 183,4	78,1	924,5	139,2	1 286,5	108,7
Autres céréales.....	308,2	96,5	297,3	140,9	418,9	135,9
CEREALES.....	7 680,6	93,1	7 149,7	146,9	10 501,5	136,7
Oléagineux.....	1 923,8	89,2	1 716,8	147,0	2 523,6	131,2
Protéagineux.....	137,5	164,4	226,1	130,0	293,9	213,7
Tabac.....	24,9	99,2	24,7	183,8	45,4	182,3
Betteraves industrielles.....	848,7	91,7	778,5	102,2	795,7	93,8
Autres plantes industrielles.....	414,1	100,7	417,2	98,2	409,7	98,9
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 349,0	94,5	3 163,3	128,6	4 068,3	121,5
Maïs fourrage.....	998,6	90,3	901,9	99,8	900,3	90,2
Autres fourrages.....	4 734,8	92,1	4 361,7	91,8	4 002,9	84,5
PLANTES FOURRAGERES.....	5 733,4	91,8	5 263,6	93,2	4 903,2	85,5
Légumes frais.....	3 009,7	97,7	2 939,7	109,3	3 214,2	106,8
Plantes et fleurs.....	2 267,0	104,9	2 378,3	99,4	2 363,1	104,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 276,7	100,8	5 318,0	104,9	5 577,3	105,7
POMMES DE TERRE.....	1 141,2	95,4	1 088,8	156,3	1 701,8	149,1
FRUITS.....	2 629,0	95,9	2 521,5	116,1	2 927,4	111,4
Vins de champagne.....	2 582,0	90,8	2 345,3	101,9	2 391,0	92,6
dont vins calmes.....	1 767,7	88,1	1 557,0	102,3	1 593,2	90,1
dont champagne.....	814,3	96,8	788,3	101,2	797,8	98,0
Autres vins d'appellation.....	5 250,8	93,5	4 907,8	104,7	5 136,2	97,8
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 832,8	92,6	7 253,1	103,8	7 527,2	96,1
Vins pour eaux de vie AOC.....	696,0	110,1	766,3	100,5	770,0	110,6
dont vins de distillation.....	98,4	125,1	123,1	103,0	126,8	128,9
dont cognac.....	597,6	107,6	643,2	100,0	643,2	107,6
Autres vins de distillation.....	10,0	87,0	8,7	95,4	8,3	83,0
Vins de table et de pays.....	1 009,8	95,9	967,9	113,9	1 102,4	109,2
AUTRES VINS.....	1 715,8	101,6	1 742,9	107,9	1 880,7	109,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	35 358,5	94,7	33 500,9	116,7	39 087,4	110,5
Gros bovins.....	4 983,3	102,1	5 086,1	102,0	5 188,7	104,1
Veaux.....	1 326,2	102,4	1 357,5	103,3	1 402,5	105,8
Ovins-caprins.....	641,9	98,0	628,8	100,7	633,2	98,6
Equidés.....	43,7	92,0	40,2	147,0	59,1	135,2
Porcins.....	2 873,5	100,2	2 878,0	99,2	2 853,9	99,3
BETAIL.....	9 868,6	101,2	9 990,6	101,5	10 137,4	102,7
Volailles.....	3 033,1	102,1	3 096,2	99,6	3 084,2	101,7
Œufs.....	1 152,4	104,7	1 206,5	84,7	1 021,5	88,6
PRODUITS AVICOLES.....	4 185,5	102,8	4 302,7	95,4	4 105,7	98,1
Lait et produits laitiers.....	7 389,6	102,3	7 558,7	107,4	8 117,0	109,8
dont lait.....	7 090,9	102,4	7 258,9	107,6	7 811,2	110,2
dont produits laitiers.....	298,7	100,4	299,8	102,0	305,8	102,4
Autres produits de l'élevage.....	635,2	99,6	632,8	101,2	640,1	100,8
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 024,8	102,1	8 191,5	106,9	8 757,1	109,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 078,9	101,8	22 484,8	102,3	23 000,2	104,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	57 437,4	97,5	55 985,7	110,9	62 087,6	108,1
Activités principales de travaux agricoles.....	3 480,6	96,7	3 364,4	101,8	3 424,6	98,4
Activités secondaires de services.....	187,7	100,0	187,7	102,2	191,9	102,2
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 668,3	96,8	3 552,1	101,8	3 616,5	98,6
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	61 105,7	97,4	59 537,8	110,4	65 704,1	107,5
dont production des activités secondaires.....	1 898,3	101,1	1 919,0	101,0	1 938,7	102,1

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version provisoire)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	52,2	118,0	61,6	11,9	7,3	14,0
Blé tendre.....	359,9	98,3	353,9	0,6	2,1	0,6
Maïs.....	126,2	87,0	109,8	0,0	0,0	0,0
Orge.....	141,5	78,1	110,5	0,0	0,0	0,0
Autres céréales.....	52,8	94,7	50,0	24,4	12,2	23,1
CEREALES.....	732,6	93,6	685,8	3,1	21,6	2,9
Oléagineux.....	195,1	89,8	175,2	0,0	0,0	0,0
Protéagineux.....	25,8	164,3	42,4	173,8	73,7	285,7
Tabac.....	42,5	99,5	42,3	0,0	0,0	0,0
Betteraves industrielles.....	0,5	100,0	0,5	0,0	0,0	0,0
Autres plantes industrielles.....	93,4	100,3	93,7	93,9	88,0	94,2
PLANTES INDUSTRIELLES.....	357,3	99,1	354,1	45,7	161,7	45,3
Maïs fourrage.....	108,5	90,3	98,0	0,0	0,0	0,0
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....	108,5	90,3	98,0	0,0	0,0	0,0
Légumes frais.....	8,2	97,6	8,0	85,0	6,8	82,9
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	8,2	97,6	8,0	85,0	6,8	82,9
POMMES DE TERRE.....	16,0	81,9	13,1	122,1	16,0	100,0
FRUITS.....	174,0	76,4	133,0	128,9	171,5	98,6
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	1396,6	92,5	1292,0	29,2	377,6	27,0
Gros bovins.....	956,2	102,2	977,1	72,2	705,9	73,8
Veaux.....	71,5	102,4	73,2	0,0	0,0	0,0
Ovins-caprins.....	68,7	98,0	67,3	184,5	124,2	180,8
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	1 096,4	101,9	1 117,6	74,3	830,1	75,7
Volailles.....	3,2	109,4	3,5	60,0	2,1	65,6
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	3,2	109,4	3,5	60,0	2,1	65,6
Lait et produits laitiers.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
dont lait.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	3,0	93,3	2,8	82,1	2,3	76,7
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	1 102,6	101,9	1 123,9	74,3	834,5	75,7
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	2 499,2	96,7	2 415,9	50,2	1 212,1	48,5
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	2 499,2	96,7	2 415,9	50,2	1 212,1	48,5
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version provisoire)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Blé dur.....	371,6	118,1	438,7	100,3	440,2	118,5
Blé tendre.....	4 274,6	98,3	4 203,1	136,6	5 742,1	134,3
Maïs.....	2 081,1	87,0	1 811,4	144,8	2 623,2	126,0
Orge.....	1 324,9	78,1	1 035,0	124,3	1 286,5	97,1
Autres céréales.....	361,0	96,2	347,3	124,1	431,1	119,4
CEREALES.....	8 413,2	93,1	7 835,5	134,3	10 523,1	125,1
Oléagineux.....	2 118,9	89,3	1 892,0	133,4	2 523,6	119,1
Protéagineux.....	163,3	164,4	268,5	136,9	367,6	225,1
Tabac.....	67,4	99,4	67,0	67,8	45,4	67,4
Betteraves industrielles.....	849,2	91,7	779,0	102,1	795,7	93,7
Autres plantes industrielles.....	507,5	100,7	510,9	97,4	497,7	98,1
PLANTES INDUSTRIELLES.....	3 706,3	94,9	3 517,4	120,3	4 230,0	114,1
Maïs fourrage.....	1 107,1	90,3	999,9	90,0	900,3	81,3
Autres fourrages.....	4 734,8	92,1	4 361,7	91,8	4 002,9	84,5
PLANTES FOURRAGERES.....	5 841,9	91,8	5 361,6	91,5	4 903,2	83,9
Légumes frais.....	3 017,9	97,7	2 947,7	109,3	3 221,0	106,7
Plantes et fleurs.....	2 267,0	104,9	2 378,3	99,4	2 363,1	104,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 284,9	100,8	5 326,0	104,8	5 584,1	105,7
POMMES DE TERRE.....	1 157,2	95,2	1 101,9	155,9	1 717,8	148,4
FRUITS.....	2 803,0	94,7	2 654,5	116,7	3 098,9	110,6
Vins de champagne.....	2 582,0	90,8	2 345,3	101,9	2 391,0	92,6
dont vins calmes.....	1 767,7	88,1	1 557,0	102,3	1 593,2	90,1
dont champagne.....	814,3	96,8	788,3	101,2	797,8	98,0
Autres vins d'appellation.....	5 250,8	93,5	4 907,8	104,7	5 136,2	97,8
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 832,8	92,6	7 253,1	103,8	7 527,2	96,1
Vins pour eaux de vie AOC.....	696,0	110,1	766,3	100,5	770,0	110,6
dont vins de distillation.....	98,4	125,1	123,1	103,0	126,8	128,9
dont cognac.....	597,6	107,6	643,2	100,0	643,2	107,6
Autres vins de distillation.....	10,0	87,0	8,7	95,4	8,3	83,0
Vins de table et de pays.....	1 009,8	95,9	967,9	113,9	1 102,4	109,2
AUTRES VINS.....	1 715,8	101,6	1 742,9	107,9	1 880,7	109,6
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	36 755,1	94,7	34 792,9	113,4	39 465,0	107,4
Gros bovins.....	5 939,5	102,1	6 063,2	97,2	5 894,6	99,2
Veaux.....	1 397,7	102,4	1 430,7	98,0	1 402,5	100,3
Ovins-caprins.....	710,6	98,0	696,1	108,8	757,4	106,6
Equidés.....	43,7	92,0	40,2	147,0	59,1	135,2
Porcins.....	2 873,5	100,2	2 878,0	99,2	2 853,9	99,3
BETAIL.....	10 965,0	101,3	11 108,2	98,7	10 967,5	100,0
Volailles.....	3 036,3	102,1	3 099,7	99,6	3 086,3	101,6
Œufs.....	1 152,4	104,7	1 206,5	84,7	1 021,5	88,6
PRODUITS AVICOLES.....	4 188,7	102,8	4 306,2	95,4	4 107,8	98,1
Lait et produits laitiers.....	7 392,6	102,3	7 561,5	107,4	8 119,3	109,8
dont lait.....	7 093,9	102,4	7 261,7	107,6	7 813,5	110,1
dont produits laitiers.....	298,7	100,4	299,8	102,0	305,8	102,4
Autres produits de l'élevage.....	635,2	99,6	632,8	101,2	640,1	100,8
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 027,8	102,1	8 194,3	106,9	8 759,4	109,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 181,5	101,8	23 608,7	101,0	23 834,7	102,8
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	59 936,6	97,4	58 401,6	108,4	63 299,7	105,6
Activités principales de travaux agricoles.....	3 480,6	96,7	3 364,4	101,8	3 424,6	98,4
Activités secondaires de services.....	187,7	100,0	187,7	102,2	191,9	102,2
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	3 668,3	96,8	3 552,1	101,8	3 616,5	98,6
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	63 604,9	97,4	61 953,7	108,0	66 916,2	105,2
dont production des activités secondaires.....	1 898,3	101,1	1 919,0	101,0	1 938,7	102,1

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2010 (version provisoire)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de volume	Volume 2010	Indice de prix	Valeur 2010	Indice de valeur
Semences et plants	2 131,6	102,4	2 182,6	100,9	2 201,3	103,3
Energie et lubrifiants	2 804,7	99,7	2 796,5	122,4	3 423,0	122,0
Engrais et amendements	4 606,3	105,0	4 837,7	65,9	3 186,7	69,2
Produits de protection des cultures	3 068,4	88,8	2 723,9	99,8	2 719,7	88,6
Dépenses vétérinaires	1 654,7	99,6	1 648,0	101,4	1 671,8	101,0
Aliments pour animaux	13 897,8	96,0	13 339,0	100,2	13 359,9	96,1
<i>dont : intraconsommés</i>	6 762,8	90,7	6 135,3	100,9	6 190,9	91,5
<i> achetés en dehors de la branche</i>	7 135,0	101,0	7 203,7	99,5	7 169,0	100,5
Entretien du matériel	2 669,6	100,2	2 675,2	101,8	2 723,6	102,0
Entretien des bâtiments	296,9	100,0	296,9	102,0	303,0	102,0
Services de travaux agricoles	3 480,6	96,7	3 364,5	101,8	3 424,6	98,4
Autres biens et services	6 479,2	100,2	6 493,3	103,6	6 730,1	103,9
<i>dont : SIFIM</i>	866,2	101,6	880,0	118,7	1 044,9	120,6
Total	41 089,7	98,2	40 357,5	98,5	39 743,7	96,7

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Production	63 604,9	105,2	66 916,2
(-) Consommations intermédiaires	41 089,7	96,7	39 743,7
(=) Valeur ajoutée brute	22 515,2	120,7	27 172,5
(-) Consommation de capital fixe	10 860,1	99,5	10 810,8
(=) Valeur ajoutée nette	11 655,1	140,4	16 361,7

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Valeur ajoutée nette	11 655,1	140,4	16 361,7
(+) Subventions d'exploitation	7 233,3	121,4	8 781,3
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	98,3	111,0	109,1
(-) Autres impôts sur la production	1 462,9	100,7	1 472,5
Impôts fonciers	935,2	102,0	953,8
Autres	527,7	98,3	518,7
(=) Résultat agricole net	17 425,5	135,8	23 670,5
(-) Rémunération des salariés	7 017,3	100,6	7 060,3
Salaires	5 689,6	100,6	5 724,5
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 327,7	100,6	1 335,8
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	10 408,2	159,6	16 610,2

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2009	Indice de valeur	Valeur 2010
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	10 408,2	159,6	16 610,2
(-) Intérêts ¹	1 196,2	80,6	964,1
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 964,1	96,7	1 899,9
(-) Charges locatives nettes ²	2 250,8	98,8	2 224,8
(=) Revenu net d'entreprise agricole	6 960,4	192,8	13 419,4

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2010 / 2009
Résultat agricole net	35,8
par actif	38,4
Revenu net d'entreprise agricole	92,8
par actif non salarié	97,8
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-1,8
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,5

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2010 / 2009
Résultat agricole net	34,7
par actif	37,2
Revenu net d'entreprise agricole	91,3
par actif non salarié	96,2
Evolution du prix du PIB	0,8

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture
Indices d'évolutions moyens sur les cinq dernières années (2005 à 2010)

Tableaux 1 à 3 - Production

En % par an

	Production hors subventions			Subventions			Production au prix de base		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
Blé dur	104,0	105,5	109,7	104,0	48,8	50,8	104,0	94,2	97,9
Blé tendre	100,4	111,6	112,1	100,4	26,1	26,2	100,4	102,6	103,0
Maïs	100,0	113,2	113,2	100,1	0,0	0,0	100,0	105,6	105,7
Orge	99,3	107,0	106,2	99,3	0,0	0,0	99,3	97,5	96,8
Autres céréales	101,5	109,3	110,9	101,6	56,2	57,1	101,5	97,7	99,1
CEREALES	100,5	110,8	111,4	100,6	36,5	36,7	100,5	101,8	102,3
Oléagineux	101,7	112,5	114,4	101,4	0,0	0,0	101,7	103,6	105,4
Protéagineux	99,3	109,0	108,3	99,3	82,4	81,8	99,3	99,1	98,4
Tabac	95,3	131,0	124,8	95,0	0,0	0,0	95,0	91,4	86,8
Betteraves industrielles	97,4	95,2	92,7				97,4	95,2	92,7
Autres plantes industrielles	98,6	98,8	97,5	97,5	97,2	94,7	98,4	98,5	97,0
PLANTES INDUSTRIELLES	100,0	105,5	105,4	99,4	69,2	68,8	99,9	100,4	100,3
Maïs fourrage	100,5	102,6	103,1	100,5	0,0	0,0	100,5	93,1	93,6
Autres fourrages	100,5	102,2	102,6				100,5	102,2	102,6
PLANTES FOURRAGERES	100,5	102,2	102,7	100,5	0,0	0,0	100,4	100,1	100,6
Légumes frais	98,6	102,5	101,1	99,1	134,7	133,6	98,6	102,6	101,1
Plantes et fleurs	99,4	100,9	100,3				99,4	100,9	100,3
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES	98,9	101,8	100,7	99,1	134,7	133,6	98,9	101,8	100,8
POMMES DE TERRE	101,8	108,5	110,5	95,0	93,6	88,9	101,7	108,2	110,1
FRUITS	99,2	104,1	103,3	84,6	148,0	125,1	98,6	105,5	104,0
Vins de champagne	97,7	102,7	100,4				97,7	102,7	100,4
dont vins calmes	96,8	103,0	99,6				96,8	103,0	99,6
dont champagne	99,9	102,1	102,0				99,9	102,1	102,0
Autres vins d'appellation	98,1	103,3	101,3				98,1	103,3	101,3
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE	98,0	103,1	101,0				98,0	103,1	101,0
Vins pour eaux de vie AOC	105,7	102,9	108,7				105,7	102,9	108,7
dont vins de distillation	103,6	107,5	111,3				103,6	107,5	111,3
dont cognac	106,0	102,1	108,3				106,0	102,1	108,3
Autres vins de distillation	59,0	109,1	64,3				59,0	109,1	64,3
Vins de table et de pays	98,0	106,3	104,2				98,0	106,3	104,2
AUTRES VINS	100,2	104,7	104,9				100,2	104,7	104,9
TOTAL PRODUITS VEGETAUX (1)	100,0	104,7	104,7	98,9	60,6	60,0	99,9	102,0	101,9
Gros bovins	99,2	100,3	99,5	99,2	83,3	82,6	99,2	97,0	96,2
Veaux	98,3	102,5	100,7	98,3	0,0	0,0	98,3	101,4	99,6
Ovins-caprins	96,1	102,3	98,2	96,1	97,7	93,9	96,1	101,4	97,4
Equidés	96,8	95,4	92,3				96,8	95,4	92,3
Porcins	100,1	99,3	99,4				100,1	99,3	99,4
BETAIL	99,1	100,4	99,5	98,9	84,1	83,2	99,1	98,3	97,5
Volailles	99,7	102,9	102,6	101,8	103,7	105,6	99,7	102,9	102,6
Œufs	99,9	105,1	105,0				99,9	105,1	105,0
PRODUITS AVICOLES	99,8	103,4	103,2	101,8	103,7	105,6	99,8	103,4	103,2
Lait et produits laitiers	99,8	101,5	101,3	95,3	35,1	33,4	99,8	100,1	99,9
dont lait	99,8	101,5	101,3	95,3	35,1	33,4	99,8	100,0	99,9
dont produits laitiers	98,8	102,1	100,9				98,8	102,1	100,9
Autres produits de l'élevage	99,4	101,3	100,7				99,4	101,3	100,7
AUTRES PRODUITS ANIMAUX	99,8	101,5	101,3	95,3	35,1	33,4	99,8	100,2	100,0
TOTAL PRODUITS ANIMAUX (2)	99,5	101,3	100,8	98,8	80,4	79,4	99,5	99,7	99,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)	99,8	103,3	103,1	98,9	70,2	69,4	99,7	101,1	100,8
Activités principales de travaux agricoles	100,2	102,6	102,7				100,2	102,6	102,7
Activités secondaires de services	98,7	102,9	101,5				98,7	102,9	101,5
PRODUCTION DE SERVICES (4)	100,1	102,6	102,7				100,1	102,6	102,7
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)	99,8	103,3	103,1	98,9	70,2	69,4	99,7	101,2	100,9
dont production des activités secondaires	101,5	102,1	103,6				101,5	102,1	103,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années (2005 à 2010)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

	Indices moyens		
	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur
Semences et plants	100,9	101,9	102,9
Energie et lubrifiants	99,0	104,7	103,7
Engrais et amendements	95,3	105,3	100,5
Produits de protection des cultures	99,4	101,4	100,8
Dépenses vétérinaires	102,3	102,7	105,1
Aliments pour animaux	99,2	103,7	102,8
dont : intraconsommés	99,5	104,1	103,5
achetés en dehors de la branche	99,0	103,3	102,3
Entretien du matériel	99,1	103,9	102,9
Entretien des bâtiments	97,0	102,8	99,7
Services de travaux agricoles	100,2	102,6	102,7
Autres biens et services	100,4	102,1	102,4
dont : SIFIM	100,0	102,2	102,3
Total	99,3	103,3	102,5

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

	En % par an
	2010 / 2005
Production	1,0
(-) Consommations intermédiaires	2,5
(=) Valeur ajoutée brute¹	-1,1
(-) Consommation de capital fixe	3,4
(=) Valeur ajoutée nette¹	-3,6

1. Avertissement : la baisse de la valeur ajoutée résulte d'un effet purement comptable de la réforme de la PAC de 2006 : les subventions sur les produits, incluses dans la production au prix de base et donc dans la valeur ajoutée, sont en grande partie remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

	En % par an
	2010 / 2005
Valeur ajoutée nette	-3,6
(+) Subventions d'exploitation	31,5
dont bonifications d'intérêts	-11,2
(-) Autres impôts sur la production	1,1
Impôts fonciers	1,1
Autres	1,0
(=) Résultat agricole net	3,0
(-) Rémunération des salariés	2,2
Salaires	2,5
Cotisations sociales à la charge des employeurs	0,9
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	3,3

Source : Insee

Compte de la branche agriculture - Evolutions moyennes sur les cinq dernières années (2005 à 2010)

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

	En % par an
	2010 / 2005
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	3,3
(-) Intérêts ¹	-0,9
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1,7
(-) Charges locatives nettes ²	2,7
(=) Revenu net d'entreprise agricole	3,8

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

	En % par an
	2010 / 2005
Résultat agricole net	3,0
par actif	4,8
Revenu net d'entreprise agricole	3,8
par actif non salarié	6,5
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ totales</i>	-1,8
<i>Evolution du nombre d'UTA¹ non salariées</i>	-2,6

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

	En % par an
	2010 / 2005
Résultat agricole net	1,3
par actif	3,1
Revenu net d'entreprise agricole	2,0
par actif non salarié	4,7
<i>Evolution du prix du PIB</i>	1,7

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

L'INVESTISSEMENT AGRICOLE

**Tableau 1 – Formation brute de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 2 – Formation brute de capital fixe
à prix constants 2000**

**Tableau 3 – Consommation de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 4 – Consommation de capital fixe
à prix constants 2000**

Tableau 1
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	315	260	575	2 714	944	114	3 772	4 348
1981	465	317	781	3 010	1 005	128	4 142	4 923
1982	573	347	920	3 610	1 084	155	4 848	5 769
1983	562	390	953	3 688	1 113	161	4 962	5 915
1984	247	427	674	3 746	1 152	172	5 070	5 743
1985	454	433	887	3 666	1 220	178	5 063	5 951
1986	201	483	684	3 495	1 266	179	4 941	5 625
1987	84	580	664	3 659	1 318	178	5 156	5 820
1988	311	491	803	4 231	1 471	183	5 885	6 688
1989	208	591	799	4 679	1 528	201	6 408	7 207
1990	546	847	1 393	4 469	1 653	204	6 327	7 719
1991	308	691	999	4 182	1 804	197	6 183	7 182
1992	444	624	1 068	3 783	1 745	190	5 718	6 786
1993	386	541	926	3 589	1 553	190	5 332	6 258
1994	544	414	958	4 030	1 556	192	5 779	6 737
1995	605	463	1 068	4 350	1 711	211	6 273	7 341
1996	507	432	939	4 774	1 892	220	6 887	7 825
1997	387	473	860	5 000	1 937	234	7 172	8 032
1998	378	565	943	5 276	2 028	259	7 563	8 505
1999	454	629	1 083	5 389	2 187	268	7 844	8 927
2000	602	580	1 182	5 322	2 273	271	7 866	9 049
2001	458	592	1 050	5 058	2 697	272	8 027	9 077
2002	314	572	886	5 066	2 507	299	7 872	8 758
2003	201	514	714	5 279	2 465	318	8 063	8 777
2004	243	520	763	5 625	2 529	326	8 480	9 243
2005	409	588	997	5 775	2 522	338	8 635	9 632
2006	480	449	928	5 890	2 787	365	9 043	9 971
2007	526	440	966	6 811	2 887	389	10 087	11 053
2008	561	441	1 001	8 047	2 734	421	11 202	12 203
2009	438	410	848	6 911	2 368	402	9 681	10 529
2010	400	511	911	6 362	1 146	399	7 907	8 818

Source : Insee

Tableau 2
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	476	565	1 041	5 573	1 939	207	7 718	8 759
1981	427	601	1 029	5 437	1 866	206	7 510	8 538
1982	489	578	1 067	5 815	1 785	227	7 828	8 894
1983	457	610	1 068	5 413	1 708	219	7 341	8 409
1984	198	595	793	5 205	1 662	228	7 095	7 887
1985	348	571	919	4 914	1 779	230	6 924	7 842
1986	159	576	735	4 466	1 723	232	6 421	7 156
1987	50	727	777	4 521	1 760	236	6 517	7 294
1988	227	590	817	5 043	1 908	238	7 188	8 005
1989	155	686	841	5 402	1 941	244	7 586	8 427
1990	405	1 001	1 406	5 076	2 044	250	7 370	8 775
1991	302	808	1 109	4 536	2 138	243	6 917	8 026
1992	411	735	1 146	4 014	2 030	242	6 285	7 431
1993	352	642	995	3 837	1 777	251	5 866	6 861
1994	481	488	968	4 247	1 769	255	6 271	7 239
1995	587	523	1 109	4 659	1 933	278	6 871	7 980
1996	538	475	1 012	5 059	2 114	285	7 459	8 471
1997	388	510	898	5 265	2 119	289	7 673	8 571
1998	370	596	966	5 615	2 133	288	8 036	9 002
1999	459	651	1 110	5 684	2 264	289	8 236	9 346
2000	602	580	1 182	5 322	2 273	271	7 866	9 049
2001	488	576	1 064	4 895	2 549	256	7 700	8 765
2002	347	546	893	4 867	2 321	258	7 446	8 339
2003	192	475	667	5 025	2 210	265	7 501	8 167
2004	224	460	684	5 264	2 168	251	7 682	8 366
2005	380	491	871	5 190	2 102	251	7 543	8 414
2006	427	362	789	5 270	2 178	262	7 710	8 500
2007	462	346	808	5 928	2 164	267	8 359	9 167
2008	487	324	811	6 513	1 879	270	8 662	9 472
2009	392	305	697	5 475	1 644	263	7 382	8 079
2010	334	377	711	4 991	789	260	6 040	6 751

Source : Insee

Tableau 3
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	251	251	2 589	751	114	3 454	3 706
1981	0	292	292	2 970	853	128	3 951	4 243
1982	0	331	331	3 371	984	155	4 509	4 840
1983	0	359	359	3 717	1 071	161	4 949	5 309
1984	0	405	405	3 927	1 151	172	5 250	5 654
1985	0	434	434	4 038	1 150	177	5 366	5 800
1986	0	494	494	4 180	1 243	179	5 602	6 096
1987	0	483	483	4 259	1 278	178	5 716	6 199
1988	0	489	489	4 383	1 333	182	5 899	6 387
1989	0	518	518	4 523	1 379	200	6 102	6 620
1990	0	510	510	4 566	1 438	204	6 208	6 718
1991	0	527	527	4 702	1 526	196	6 424	6 952
1992	0	529	529	4 695	1 575	189	6 459	6 987
1993	0	527	527	4 557	1 606	187	6 350	6 877
1994	0	531	531	4 550	1 621	190	6 361	6 892
1995	0	551	551	4 436	1 643	205	6 284	6 835
1996	0	561	561	4 484	1 682	214	6 380	6 941
1997	0	570	570	4 529	1 739	227	6 494	7 064
1998	0	581	581	4 527	1 828	256	6 612	7 193
1999	0	595	595	4 635	1 880	264	6 779	7 374
2000	0	612	612	4 935	1 975	268	7 177	7 790
2001	0	626	626	5 130	2 136	269	7 535	8 161
2002	0	633	633	5 175	2 212	297	7 684	8 317
2003	0	645	645	5 241	2 306	317	7 864	8 509
2004	0	666	666	5 370	2 431	324	8 124	8 791
2005	0	698	698	5 617	2 512	336	8 465	9 163
2006	0	704	704	5 672	2 695	362	8 730	9 434
2007	0	703	703	5 909	2 821	386	9 116	9 820
2008	0	731	731	6 561	3 064	416	10 040	10 771
2009	0	702	702	6 760	2 995	404	10 158	10 860
2010	0	692	692	6 817	2 898	403	10 119	10 811

Source : Insee

Tableau 4
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2000

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	518	518	5 317	1 542	207	7 066	7 584
1981	0	528	528	5 362	1 586	206	7 154	7 682
1982	0	537	537	5 428	1 620	227	7 275	7 812
1983	0	546	546	5 454	1 644	219	7 317	7 862
1984	0	553	553	5 454	1 660	228	7 342	7 895
1985	0	558	558	5 422	1 678	229	7 330	7 888
1986	0	564	564	5 347	1 691	231	7 270	7 833
1987	0	574	574	5 272	1 706	236	7 213	7 787
1988	0	578	578	5 237	1 729	237	7 203	7 781
1989	0	586	586	5 230	1 751	244	7 225	7 811
1990	0	606	606	5 197	1 777	250	7 225	7 831
1991	0	618	618	5 123	1 809	243	7 175	7 793
1992	0	626	626	5 012	1 832	240	7 084	7 711
1993	0	631	631	4 891	1 838	248	6 977	7 608
1994	0	628	628	4 808	1 842	252	6 903	7 531
1995	0	624	624	4 764	1 856	272	6 892	7 516
1996	0	618	618	4 758	1 879	279	6 916	7 534
1997	0	615	615	4 774	1 901	282	6 957	7 572
1998	0	613	613	4 826	1 923	285	7 034	7 647
1999	0	616	616	4 892	1 946	284	7 123	7 738
2000	0	612	612	4 935	1 975	268	7 177	7 790
2001	0	609	609	4 947	2 019	252	7 219	7 828
2002	0	604	604	4 957	2 048	256	7 261	7 866
2003	0	597	597	4 978	2 068	263	7 309	7 906
2004	0	589	589	5 013	2 084	249	7 347	7 936
2005	0	583	583	5 037	2 094	249	7 380	7 962
2006	0	568	568	5 063	2 107	259	7 429	7 997
2007	0	553	553	5 139	2 116	264	7 520	8 072
2008	0	538	538	5 264	2 106	265	7 635	8 172
2009	0	522	522	5 302	2 079	265	7 645	8 167
2010	0	510	510	5 297	1 994	265	7 556	8 067

Source : Insee

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE CAPITAL, ASSURANCE-DOMMAGES

Éléments du compte de capital

Le cadre comptable du compte spécifique de la branche agriculture est présenté selon une séquence de trois comptes : le compte de production, le compte d'exploitation et le compte de revenu d'entreprise.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments du compte de capital sont évalués. Il s'agit des postes suivants :

- la formation brute de capital fixe (FBCF) de la branche agriculture en produits agricoles (bétail et plantations) et en produits non agricoles (matériels, bâtiments et autres produits).

- la consommation de capital fixe (CCF) de la branche agriculture qui concerne les plantations, les matériels, les bâtiments et les autres produits du capital fixe.

- les variations de stocks, qui comprennent les variations de stocks *producteurs* et les variations de stocks *utilisateurs* de la branche agriculture. Ces derniers concernent deux produits : d'une part, les semences et d'autre part les engrais, pour lesquels on mesure la différence entre les achats et la consommation effective au cours de l'exercice.

- les transferts en capital, qui comprennent les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les aides à l'investissement concernent principalement l'aide à la restructuration du vignoble, des aides liées à l'acquisition de bâtiments agricoles, des aides aux bâtiments d'élevage ainsi que des aides diverses versées par les collectivités territoriales. Les aides à l'investissement comprennent également les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) conclus dans le cadre des actions liées à l'installation et à la modernisation des exploitations et, à partir de 2003, les contrats d'agriculture durable (CAD) qui se substituent aux CTE. Les autres transferts en capital sont constitués des aides à la cessation de l'activité laitière, de l'aide à la reconversion du vignoble, de la dotation aux jeunes agriculteurs et d'aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Les primes et les indemnités d'assurance-dommages

Conformément au SEC 95, ces flux sont enregistrés dans le compte de distribution secondaire des revenus, qui n'est pas retracé dans la séquence comptable du compte spécifique de l'agriculture.

Tableau 3

Variations de stocks producteurs et FBCF de 1991 à 2010 : ventilation par produits

En millions d'euros

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Variations de stocks producteurs										
Céréales	236	-127	-515	164	48	221	-129	-100	-136	-15
Plantes industrielles	-149	-90	32	37	-28	-18	17	69	-123	-11
Fruits et légumes, pdterre	35	-416	115	289	-30	36	-59	134	-116	-37
Vins	-1821	411	-406	114	147	423	-41	-395	-126	401
Autres produits végétaux	5	-90	-77	-10	76	100	46	25	-26	22
Bétail	-79	-165	-16	18	19	10	-76	-10	-26	186
Total	-1774	-476	-867	612	232	773	-242	-276	-553	546
FBCF en produits agricoles										
Plantations	691	624	541	414	463	432	473	565	629	580
Bétail	308	444	386	544	605	507	387	378	454	602
Total	999	1068	927	958	1068	939	860	943	1083	1182

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-102	51	-284	362	-283	369	1071	-19	-837	303
Plantes industrielles	-53	24	42	71	-57	-53	98	165	-54	63
Fruits et légumes, pdterre	260	-99	33	-20	6	252	-86	-1	-136	392
Vins	143	-629	-630	271	-468	-448	-266	-930	-253	417
Autres produits végétaux	117	-49	167	-91	-93	52	75	243	136	-284
Bétail	90	-141	-157	-64	33	74	91	51	-65	-80
Total	455	-842	-829	529	-863	245	982	-491	-1208	809
FBCF en produits agricoles										
Plantations	592	572	514	520	588	449	440	441	410	511
Bétail	458	314	201	243	409	480	526	561	438	400
Total	1050	886	714	763	997	928	966	1001	848	911

Source : Insee

Tableau 4
Éléments du compte de capital de 1991 à 2010

En millions d'euros

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	7182	6786	6259	6736	7340	7825	8031	8506	8927	9048
Consommation de capital fixe	6951	6988	6877	6892	6835	6941	7065	7192	7374	7790
Variations de stocks ¹	-1911	-871	-896	812	520	800	-234	-309	-582	565
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	366	306	323	241	250	238	198	222	248	260
Autres transferts en capital	556	517	387	422	409	355	194	200	157	222

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	9077	8758	8777	9243	9633	9971	11053	12203	10528	8818
Consommation de capital fixe	8161	8318	8509	8791	9163	9434	9821	10771	10860	10811
Variations de stocks ¹	422	-930	-835	536	-892	428	1236	-457	-1342	742
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	288	344	399	361	355	465	361	416	359	436
Autres transferts en capital	238	232	193	171	224	248	276	214	188	154

1. Variations de stocks producteur et utilisateur.

Source : Insee

Tableau 5
Primes et indemnités d'assurance-dommages de 1991 à 2010

En millions d'euros

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Primes	1063	1210	1251	1213	1164	1147	1177	1223	1191	1157
Indemnités	549	665	714	629	660	638	639	713	658	525

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Primes	1317	1340	1470	1397	1481	1453	1507	1485	1565	1519
Indemnités	715	858	905	753	834	763	834	829	859	800

Source : Insee

LES ECHANGES EXTÉRIEURS AGROALIMENTAIRES

Graphique 1 – Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2010

Graphique 2 – Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2010

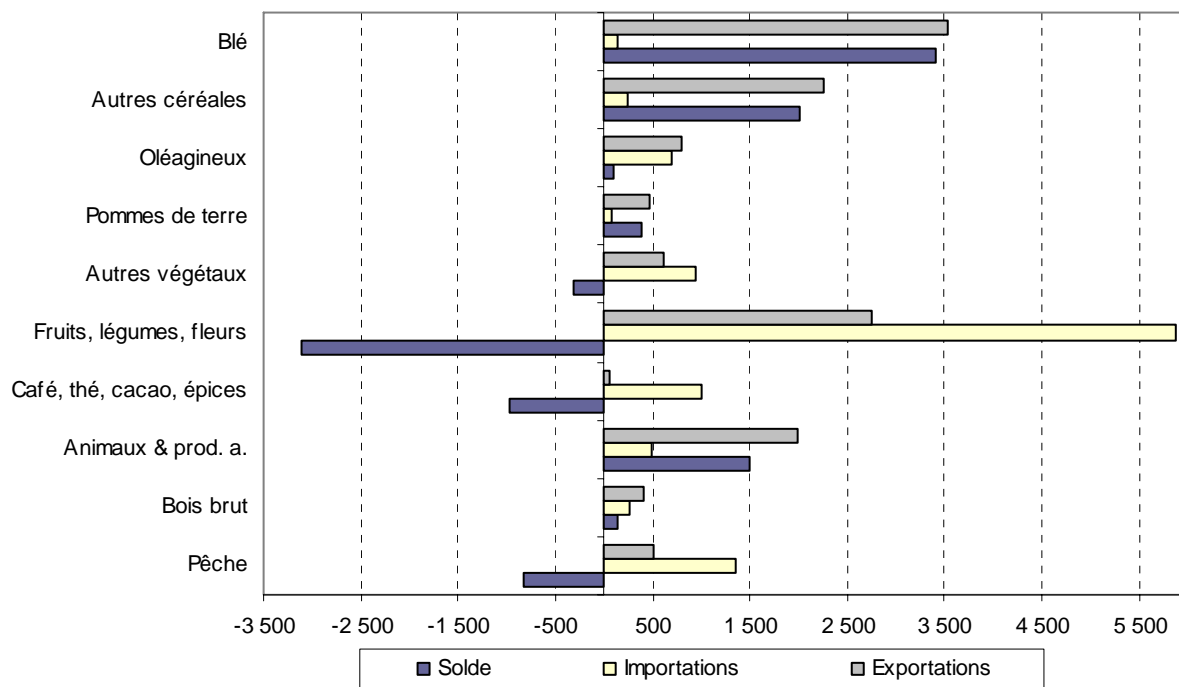
Tableau 1 – Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Tableau 2 – Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Graphique 1

Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2010

En millions d'euros



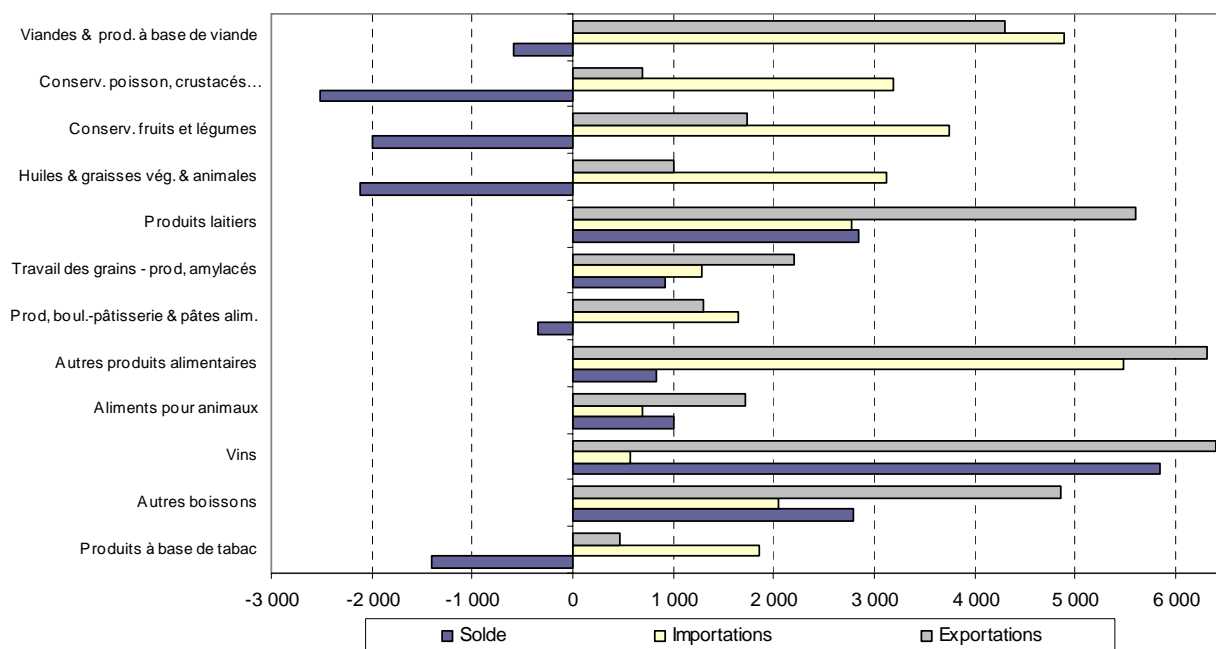
Autres végétaux : protéagineux, tabac, plantes à sucre, autres plantes industrielles, pommes de terre, plantes fourragères.

Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2010

En millions d'euros



Source : comptes nationaux, Insee

Tableau 1
Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Valeurs en millions d'euros, évolutions annuelles en %

Produits de l'agriculture	Exportations 2010		Importations 2010		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2009	2010	Écart
Agriculture, sylviculture, pêche	13 379	15,7%	11 093	11,9%	-662	2 286	2 948
Agriculture, chasse, services annexes	12 448	15,5%	9 469	11,6%	2 299	2 979	680
Blé dur	285	-16,7%	24	-22,6%	311	261	-50
Blé tendre	3 257	36,9%	119	124,5%	2 326	3 138	812
Maïs	1 406	4,3%	195	-19,1%	1 107	1 211	104
Orge	784	2,6%	14	250,0%	760	770	10
Autres céréales	64	16,4%	33	0,0%	22	31	9
Pommes de terre	465	33,2%	82	10,8%	275	383	108
Oléagineux	791	23,4%	700	11,1%	11	91	80
Tabac	145	-0,7%	83	-3,5%	60	62	2
Plantes à sucre	1	0,0%	0	-100,0%	0	1	1
Plantes fourragères	41	24,2%	15	50,0%	23	26	3
Autres plantes industrielles	427	23,1%	834	48,1%	-216	-407	-191
Légumes frais	1 032	12,2%	1 880	15,3%	-710	-848	-138
Plantes et fleurs	400	5,8%	1 182	2,7%	-773	-782	-9
Fruits	1 317	11,9%	2 806	8,2%	-1 421	-1 489	-68
Café, thé, cacao, épices	50	25,0%	1 013	13,7%	-851	-963	-112
Gros bovins	963	6,3%	23	15,0%	886	940	54
Veaux	316	4,6%	33	-10,8%	265	283	18
Ovins, caprins	41	-10,9%	37	-5,1%	7	4	-3
Équidés	106	23,3%	64	-3,0%	20	42	22
Porcins	119	-3,3%	21	-8,7%	100	98	-2
Volailles	150	-7,4%	26	13,0%	139	124	-15
Œufs	154	13,2%	82	-19,6%	34	72	38
Autres produits d'élevage	134	32,7%	203	14,7%	-76	-69	7
Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	411	28,4%	270	11,6%	78	141	63
Pêche, aquaculture	520	12,8%	1 354	13,8%	-729	-834	-105

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 2

Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Valeurs en millions d'euros, évolutions en %

Produits des industries agroalimentaires	Exportations 2010		Importations 2010		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2009	2010	Écart
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	36 565	10,6%	31 293	5,5%	3 379	5 272	1 893
Transform. & conserv. viande & préparation prod. à base de viande	4 301	7,3%	4 889	3,8%	-701	-588	113
Viandes de boucherie et d abattages	2 610	7,5%	3 227	2,6%	-718	-617	101
Viandes de volailles sauf lapins et gibiers	1 014	10,6%	780	14,7%	237	234	-3
Charcuterie et préparations à base de viande	677	2,1%	882	-0,1%	-220	-205	15
Transform. & conserv. poisson, crustacés & mollusques	684	-3,4%	3 196	11,1%	-2 169	-2 512	-343
Transformation et conservation de fruits et légumes	1 741	7,7%	3 735	3,8%	-1 983	-1 994	-11
Transf. et conservation de pommes de terre	265	11,8%	500	3,5%	-246	-235	11
Jus de fruits et de légumes	178	6,0%	848	1,3%	-669	-670	-1
Transformation et conservation de fruits et de légumes	1 298	7,1%	2 387	4,7%	-1 068	-1 089	-21
Fabrication d'huiles et graisses végétales et animales	1 005	12,0%	3 119	-0,4%	-2 233	-2 114	119
Huiles raffinées	968	13,0%	2 814	-1,0%	-1 984	-1 846	138
Fab. margarine & graisses comest. simil.	37	-7,5%	305	5,5%	-249	-268	-19
Fabrication de produits laitiers	5 607	14,1%	2 769	13,9%	2 484	2 838	354
Exploitation de laiteries et fab. fromages	5 294	14,9%	2 546	15,0%	2 394	2 748	354
Fabrication de glaces et sorbets	313	1,6%	223	2,3%	90	90	0
Travail des grains - fabrication de produits amylacés	2 209	6,3%	1 288	-3,4%	745	921	176
Travail des grains	1 033	3,6%	846	-4,2%	114	187	73
Fabrication de produits amylacés	1 176	8,8%	442	-1,8%	631	734	103
Fabrication produits boulangerie-pâtisserie & pâtes alimentaires	1 299	2,9%	1 650	0,3%	-382	-351	31
Fabrication de pain et pâtisserie fraîche	499	3,3%	248	3,3%	243	251	8
Fab. biscuits, biscottes, pâtisseries cons.	737	2,1%	1 141	2,0%	-397	-404	-7
Fabrication de pâtes alimentaires	63	8,6%	261	-8,7%	-228	-198	30
Fabrication d autres produits alimentaires	6 307	8,9%	5 476	9,8%	808	831	23
Fabrication de sucre	1 173	-1,7%	319	-3,6%	862	854	-8
Fab. cacao, chocolat & pdts de confiserie	1 722	9,5%	2 156	11,2%	-365	-434	-69
Transformation du thé et du café	451	16,5%	1 035	18,8%	-484	-584	-100
Fab. condiments et assaisonnements	298	10,0%	527	5,8%	-227	-229	-2
Fabrication de plats préparés	676	20,9%	498	4,2%	81	178	97
Fab. aliments homogénéisés et diététiques	427	13,6%	122	-4,7%	248	305	57
Fab. d autres produits alimentaires n.c.a.	1 560	8,7%	819	10,4%	693	741	48
Fabrication d aliments pour animaux	1 710	3,1%	698	4,0%	988	1 012	24
Fab. d aliments pour animaux de ferme	642	20,2%	356	9,9%	210	286	76
Fab. aliments pour animaux de compagnie	1 068	-5,1%	342	-1,4%	778	726	-52
Fabrication de boissons	11 243	16,2%	2 617	4,7%	7 178	8 626	1 448
Production boissons alcooliques distillées	3 005	28,2%	906	10,5%	1 524	2 099	575
Production de vin (de raisin)	6 397	14,6%	564	0,7%	5 021	5 833	812
Fabrication de cidre et de vins de fruits	38	15,2%	12	20,0%	23	26	3
Prod. autres boissons ferm. non distillées	26	23,8%	42	5,0%	-19	-16	3
Fabrication de bière	247	28,0%	453	9,2%	-222	-206	16
Fabrication de malt	374	-3,9%	8	-55,6%	371	366	-5
Ind. eaux min., embout. & boissons rafr.	1 156	3,6%	632	-0,6%	480	524	44
Fabrication de produits à base de tabac	459	5,0%	1 856	3,5%	-1 356	-1 397	-41

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

LES RÉVISIONS DES COMPTES DE 2008, 2009 ET 2010

Les comptes d'une même année font l'objet de quatre estimations, en fonction des sources disponibles. La version prévisionnelle est présentée en décembre de l'année en cours, la version provisoire est présentée en juin de l'année n+1, la version semi-définitive en juin n+2 et la version définitive en juin n+3. Sont retracées ici les révisions des comptes publiés dans ce volume par rapport à la version de la campagne de comptes précédente.

Les indicateurs de revenu de l'agriculture présentés sont le résultat agricole net et le revenu net d'entreprise agricole.

Le résultat agricole net, encore appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs, est égal à :
valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation
- autres impôts sur la production.

Le revenu net d'entreprise agricole est le solde du compte de revenu. Il est égal à :
résultat agricole net - rémunération des salariés
- intérêts - charge locative nette.

Le résultat agricole net est exprimé par UTA (unité de travail annuel, équivalent temps plein de l'agriculture) et le revenu net d'entreprise agricole est exprimé en UTANS (unité de travail annuel non salarié). Ces indicateurs sont présentés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'évolution du prix du PIB.

Le compte 2008 définitif

Dans le compte définitif 2008, l'évolution de la production hors subventions n'est pas révisée par rapport à la version semi-définitive du compte. Les révisions à la baisse (céréales, oléagineux, fruits...) sont compensées par les révisions à la hausse (fourrages, plantes, vins de table,...).

Compte tenu des révisions, sur les charges locatives et surtout sur la consommation de capital fixe, l'évolution du résultat agricole net est révisée de -1,4 point et le revenu net d'entreprise agricole de -2,0 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) sont inchangées.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 2,6 % à 2,5 %.

Dans le compte définitif 2008, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à -13,7 % au lieu de -12,4 % dans la version semi-définitive (**révision -1,3 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -25,5 % au lieu de -23,4 % (**révision -2,1 points**).

Le compte 2009 semi-définitif

Dans le compte semi-définitif 2009, l'évolution de la production hors subventions est révisée de +0,7 point par rapport à la version provisoire du compte. La révision de 538 millions d'euros, sur un total de 61 milliards, est la résultante de révisions à la hausse (fourrages, plantes, fruits et surtout prix des céréales,...) et à la baisse (vins d'appellation,...).

Compte tenu des autres révisions —sur les consommations intermédiaires, la consommation de capital fixe, la rémunération des salariés et les charges locatives—, le résultat agricole net est révisé de -0,7 point et le revenu net d'entreprise agricole de -2,4 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) sont inchangées.

L'évolution du prix du PIB est inchangée.

Dans le compte semi-définitif 2009, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à -19,2 % au lieu de -18,5 % dans la version provisoire (**révision -0,7 point**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -36,6 % au lieu de -34,0 % (**révision -2,6 points**).

Le compte 2010 provisoire

Dans la version provisoire du compte 2010, la valeur de la production hors subventions est révisée de +6,4 % à +7,5 % par rapport à la version prévisionnelle, soit une révision de +1,1 point.

Participent à la révision des prix, les corrections à la hausse importantes apportées aux céréales, plantes industrielles, pommes de terre, fruits et vins de table. La révision à la baisse des prix porte sur les œufs. Pour les volumes, il y a une révision à la hausse sur les plantes et les volailles et une forte révision à la baisse sur les vins d'appellation.

L'évolution des consommations intermédiaires est corrigée de -0,3 point en valeur. Le volume des consommations intermédiaires est révisé de -0,6 point : cette révision est la résultante de révisions à la baisse sur les services de travaux agricoles et surtout sur les aliments intraconsommés et d'une hausse sur les semences et les produits phytosanitaires. Le prix est révisé de + 0,3 point en raison d'une hausse élevée sur les aliments intraconsommés presque compensée par une baisse importante sur les Sifim.

Compte tenu des corrections apportées à la production et aux consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute est corrigée de + 3,7 points.

Comme la consommation de capital fixe a été révisée de -1,5 point, la valeur ajoutée nette est révisée de + 9,9 points.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts sur la production, le

résultat agricole net est révisé de + 6,1 points. Les charges locatives et surtout les intérêts ont été révisés à la hausse. Le revenu net d'entreprise est néanmoins révisé de + 9,2 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) sont inchangées.

L'évolution du prix du PIB est corrigée de 0,5 % à 0,8 %, soit + 0,3 point.

Dans le compte provisoire 2010, l'évolution du résultat agricole net par actif en termes réels est évaluée à + 37,2 % au lieu de + 31,4 % dans la version prévisionnelle (**révision + 5,8 points**). L'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 96,2 % au lieu de + 84,9 % (**révision + 11,3 points**).

Bilan des révisions des comptes¹

a) Résultat agricole net par actif en termes réels

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Prévisionnel						+ 7,5	-9,2	-19,9	+ 31,4
Provisoire					+ 9,1	+ 10,7	-10,8	-18,5	+ 37,2
Semi-définitif				-4,8	+ 10,3	+ 10,9	-12,4	-19,2	
Définitif	- 2,9	-1,5	- 1,6	-5,0	+ 11,7	+ 8,8	- 13,7		
Révision (en point) ¹	/	/	/	- 0,2	+ 2,6	+ 1,3	- 4,5	+ 0,7	+ 5,8

b) Revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Prévisionnel						+ 12,1	-15,4	-34,4	+ 84,9
Provisoire					+ 16,1	+ 17,5	-20,3	-34,0	+ 96,2
Semi-définitif				- 9,7	+ 17,8	+ 17,4	-23,4	-36,6	
Définitif	-3,6	-2,8	-3,1	- 9,2	+ 19,2	+ 14,2	- 25,5		
Révision (en point) ¹	/	/	/	+ 0,5	+ 3,1	+ 2,1	- 10,1	-2,2	+ 11,3

1. Entre le premier et le dernier compte connu.

NB. Le traitement des Sifim a un impact sur le résultat agricole net ; mais, par construction, il est neutre sur le revenu net d'entreprise agricole.